

Le Régime Douanier des Vins Grecs en France

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 14 Décembre 1932, à 14 heures

PAR

Apostolos ANTONIOU

Diplômé de l'Ecole Libre des Sciences Politiques

JURY

Président : M. ALLIX, professeur.

Suffragants { M. RIST, professeur.
 { M. MAUNIER, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS

162, Rue Saint-Jacques

1932

Le Régime Douanier des Vins Grecs en France

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 14 Décembre 1932, à 14 heures

PAR

Apostolos ANTONIOU

Diplômé de l'Ecole Libre des Sciences Politiques

JURY

Président : M. ALLIX, professeur.

Suffragants { M. RIST, professeur.
M. MAUNIER, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS

162, Rue Saint-Jacques

1932



*La Faculté n'entend donner aucune appro-
bation ni improbation aux opinions émises dans
les thèses; ces opinions doivent être consi-
dérées comme propres à leurs auteurs.*



Digitized by the Internet Archive
in 2026

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

Introduction

Au cours de ces dernières années la question des vins occupa une place importante dans les rapports commerciaux entre la France et la Grèce.

Cette question alla même jusqu'à provoquer non seulement une tension dans ces rapports, mais une rupture, d'assez courte durée heureusement, dont la conséquence fut l'application du tarif général.

Etant donné que la Grèce est un pays essentiellement agricole, exportateur de produits agricoles, alors que la France exporte surtout des produits fabriqués, l'accord des deux pays sur le régime douanier applicable à leurs produits semblerait être facilement réalisable, puisque l'une importe ce que l'autre exporte.

Cependant cet accord n'a pu être réalisé qu'au prix de grandes difficultés et de longs pourparlers, le désaccord des deux pays ayant pour cause le refus de la France d'accorder aux vins grecs un régime que la Grèce voulait autant favorable que possible.

Pour souligner toute l'importance de la question, en ce qui concerne la Grèce, il nous semble utile de donner quelques précisions sur le vin comme produit national de la Grèce et principalement sur le marché français, en tant que débouché de l'exportation des vins grecs.

En Grèce, la superficie des vignobles atteignit au cours de l'année 1930, 117.000 hectares (1).

(1) *Annuaire international du Vin.*

De 1922 à 1932, la production vinicole donna les chiffres ci-dessous :

Années	Production (en milliers d'hectolitres)
1922	1.614,6
1923	1.600,1
1924	2.071,1
1925	1.931,0
1926	2.080,9
1927	1.933,0
1928	2.766,0
1929	2.150,0
1930	2.209,4
1931	1.613,0 (2)

Si l'on considère, d'une part le nombre de personnes vivant de la production vinicole, et d'autre part les recettes tirées par l'Etat de cette production, on peut se rendre compte combien la viticulture constitue une des principales productions de la Grèce.

Proportionnellement à sa population, notre pays est devenu un des premiers pays exportateurs de vin.

Parmi les pays importateurs de vins grecs, jusqu'à ces derniers temps, — car il est trop tôt encore pour se prononcer sur les résultats de l'application du dernier accord, — la France figure au premier rang.

En effet, bien souvent l'exportation des vins grecs en France dépassa la moitié du chiffre total de l'exportation et la plupart du temps elle l'atteint ou presque.

Voici quelques chiffres indiquant l'exportation de nos vins sur le marché français.

(2) Chiffres extraits de *l'Annuaire international du Vin*.

Ces chiffres sont bien au-dessous des chiffres réels, les déclarations faites étant inexactes par crainte du fisc.

Années	Exportations totales (en millions de tonnes)	Exportations en France (en millions de tonnes)
1921	50,5	29,3
1922	43,9	28,9
1923	24,7	8,2
1924	33,4	10,3
1925	96,8	51,2
1926	152,1	69,2
1927	113,3	29,1
1928	134,0	48,5
1929	131,6	52,2
1930	56,0	22,7
1931	41,3	16,2

Il faut remarquer que parmi tous les produits que la Grèce importe en France, les vins occupent le premier rang. C'est la raison principale pour laquelle la Grèce attache à cette question une importance toute particulière.

Les chiffres suivants indiquent le montant annuel des vins grecs importés en France comparativement aux importations totales :

Années	Importations totales (valeur en francs)	Importations de vins (valeur en francs)
1881	13.388.979	2.592.233
1888	21.019.220	4.045.118
1891	24.052.016	4.446.390
1892	23.564.785	6.523.010
1893	16.568.006	3.684.040
1898	15.285.870	6.752.572
1910	19.711.000	9.164.000
1911	27.384.000	14.113.000
1912	30.097.000	15.286.000
1913	28.851.000	17.096.000 (3)

(3) Ces chiffres et ceux qui suivent la période d'après-guerre, indiqués à la suite, sont extraits du Tableau Général du Commerce.

Il résulte de ces chiffres que dans l'ensemble, la proportion considérable des vins importés en France dépassa déjà avant la guerre, dans certaines années, la moitié de la valeur totale sur l'ensemble des produits importés.

La guerre terminée, les vins continuèrent à représenter une part très importante de l'importation grecque en France.

Au cours de la période 1920-1931, le montant des produits grecs importés en France fut évalué à 1.016.416 milliers de francs. Sur ce total, les vins figurèrent pour 345.080.

On voit par là, que la valeur des vins, par rapport à la valeur totale de l'importation, atteignit au cours de la dite période une proportion de 33 % avec une moyenne annuelle de 28.756 milliers de francs, alors que la moyenne totale fut de 84.701.

Voici du reste exposée en détails, la valeur de l'importation des vins et celle de l'ensemble des importations de 1920 à 1931.

Années	Valeur totale de l'importation (en milliers de francs)	Valeur de l'importation des vins (en milliers de francs)
1920 ..	43.007	13.214
1921 ..	28.366	4.534
1922 ..	52.456	31.816
1923 ..	45.843	14.467
1924 ..	50.983	11.240
1925 ..	78.984	21.586
1926 ..	156.070	52.894
1927 ..	134.153	66.875
1928 ..	115.237	33.634
1929 ..	116.954	44.763
1930 ..	92.664	28.161
1931 ..	101.699	21.893

Donc, en 1922, la valeur des vins grecs importés dépassa de beaucoup la moitié de la valeur totale des produits importés, alors que, pour les années suivantes, la part des vins dans l'ensemble de l'importation grecque en France resta toujours très importante.

Voilà pourquoi la Grèce est si sensible à tout renforcement de la protection, aussi bien sous forme de contingentements que par relèvements des tarifs. On s'explique, ainsi, la grande émotion provoquée dans notre pays par certaines mesures prises en vue de combattre la fraude, mesures ayant pour but le renforcement de la protection.

Les chiffres cités plus haut font nettement apparaître le préjudice porté à l'ensemble de l'économie nationale hellénique par toute mesure restrictive prise en France. Ils expliquent aussi la réaction que toutes ces mesures provoquèrent, réaction d'autant plus légitime que certaines mesures restrictives étaient loin d'être conformes aux accords liant les deux pays, et d'autant plus grande, que ces restrictions ne tenaient pas compte de l'importance du marché grec pour les produits français ni du bénéfice considérable laissé à la France par la balance commerciale. En effet, la valeur de nos importations en France, au cours de la période 1920-1931, atteignit le chiffre de 1.016.416 milliers de francs, soit une moyenne annuelle de 84.701 milliers de francs, alors que la valeur des exportations faites par la France en Grèce s'éleva à 3.898.385 milliers de francs, soit une moyenne annuelle de 324.865,4 milliers de francs.

C'est au régime douanier des vins grecs en France que nous consacrerons cette étude. Si cette question est pour la France d'ordre secondaire, elle est, au contraire, pour la Grèce d'un intérêt considérable.

C'est à partir de 1924 que la question présente le plus grand intérêt, car, tandis que jusqu'à ce moment-là, le régime applicable à nos vins ne soulève aucune difficulté, en 1924, au contraire, on se heurte à toute une période épineuse. Jusque-là, c'est le même régime contractuel qui forme la base des rapports commerciaux entre les deux pays. S'il y eut quelques modifications de tarifs qui élevèrent ces derniers, on ne put jamais les qualifier de prohibitifs. Mais à partir de 1924, nous assistons, non seulement à des modifications fréquentes de tarifs, mais encore à toute une série de mesures restrictives : Contingents d'importation, restrictions concernant l'emploi des vins importés, etc... De nombreux accords se succédèrent alors à intervalles rapprochés. Ces accords comportaient des modifications essentielles sur le régime des vins.

Il est évident que ces changements étaient liés, tout à la fois, à l'ensemble de la politique douanière de la France et à la protection que celle-ci désirait assurer à ses vins. C'est pour cette raison que nous avons cru utile de consacrer le premier chapitre à un aperçu sommaire de la politique douanière de la France et le second à la protection douanière des vins en France. Nous aborderons ensuite dans un troisième chapitre le régime douanier des vins grecs jusqu'en 1924. Le quatrième chapitre sera consacré à l'évolution du régime douanier des vins grecs en France de 1924 jusqu'au dernier accord exclusivement. Nous partons de 1924, parce que cette année-là marque, incontestablement, une étape dans l'évolution du régime douanier des vins grecs. Dans le cinquième chapitre, nous étudierons le régime découlant du dernier accord. Nous nous proposons au 6^e chapitre de critiquer le protectionnisme dont le succès amena tant de complications, on peut même dire, sans craindre trop d'exagération, qu'il fût pour une grande part, la cause de la crise viticole. Enfin, dans le dernier

chapitre nous examinerons les diverses éventualités susceptibles d'apporter un changement désirable au régime actuel.

Mais avant d'entreprendre l'étude de ces différents chapitres, nous sommes obligés de donner certaines précisions.

Le tarif français concernant les boissons comprend plusieurs n^{os}. Le n^o 171 concerne « les moûts de vendange et jus de raisins frais non fermentés ou partiellement fermentés, mutés autrement qu'à l'alcool et non mutés, même pasteurisés. » Le n^o 171 bis concerne « les vins provenant exclusivement de la fermentation des raisins frais ou du jus de raisins frais. » Le n^o 171 ter s'applique aux vins de liqueur, mistelles ou vins mutés à l'alcool et vermouths provenant de raisins frais. »

Dans la présente étude, nous nous attacherons au tarif n^o 171 bis.

En second lieu, nous étudierons les droits s'appliquant aux vins importés en fûts. Le tarif distingue, en effet, les vins importés en « bouteilles, flacons, cruchons et contenants analogues » et les « vins importés autrement qu'en flacons etc » Pour les premiers, les droits sont plus élevés que pour les seconds. Aussi les importations de nos vins consistent surtout — la quantité importée autrement qu'en fûts étant minime — on peut même dire exclusivement, en des vins importés en fûts.

En ce qui concerne les chiffres relatifs à l'importation ou à l'exportation, nous donnons les chiffres du commerce spécial. Celui-ci se distingue du commerce général, en ce que ce dernier comprend l'ensemble des opérations d'échange faites avec l'étranger. Au commerce spécial, au contraire, sont compris à l'exportation les vins provenant de la production nationale, ainsi que les vins d'origine étrangère dénationalisés par le paiement des droits et réexportés et à l'importation les vins destinés à la consommation intérieure, à l'exclusion des vins

entrés sous le régime du transit, sous celui de l'entrepôt ou sous celui de l'admission temporaire, à moins que, entrés sous un de ces régimes, ils n'y soient soustraits par la suite pour être versés dans la consommation intérieure.

En ce qui concerne le degré, nous ne croyons pas nécessaire de le mentionner chaque fois, étant sous-entendu qu'ils'agit du degré 12, lorsqu'il n'y a pas d'indication contraire. Quant au tarif, de même, nous nous référons au tarif minimum.

CHAPITRE PREMIER

Aperçu sommaire de la politique douanière de la France

C'est en 1892, que la France adopta une nouvelle politique, en s'engageant dans la voie du protectionnisme qui depuis constitue son système économique. C'est, en effet, de la loi de 1892, que date la structure actuelle de sa politique douanière. Avant cette loi, sa politique avait dû subir quelques changements, à différentes reprises, et depuis, les dispositions de la loi fondamentale du 11 Janvier 1892 ont fait l'objet de plusieurs modifications.

Sous l'ancien régime la politique de la France était influencée par les idées mercantilistes, avec une prépondérance de protectionnisme industriel mais non agricole.

Vers la fin de l'ancien régime, un certain revirement se manifeste dans les idées économiques par le développement des idées physiocratiques et l'on put constater à cet effet que la politique douanière de la France semblait évoluer : ainsi, le traité conclu avec l'Angleterre en 1876 et le tarif douanier assez libéral du 15 mars 1791 voté par l'assemblée Constituante.

Toutefois, ce tarif n'eut pas le temps d'être appliqué, car la France se trouva bientôt engagée, pendant la période révolutionnaire, puis sous l'Empire, dans des guerres qui eurent, pour conséquence, des luttes de tarifs. Il en résulta un régime extrêmement rigoureux de protectionnisme, tant industriel

qu'agricole, maintenu jusqu'au delà de la première moitié du XIX^e siècle.

A son tour, la Restauration appliqua le protectionnisme dans un but économique, et le gouvernement de Juillet, malgré quelques adoucissements, resta fidèle à la politique économique des gouvernements antérieurs.

Par contre, sous le Second Empire, la politique douanière fut nettement orientée vers le libéralisme. Cette période est la période du triomphe du libre échange en France. L'introduction du libre échange est due à l'initiative de l'empereur Napoléon III qui, ayant vécu en Angleterre, avait pu se familiariser avec le principe de la liberté commerciale. L'exemple de l'Angleterre dont l'évolution, dans le sens du libéralisme économique, coïncide avec un grand développement de sa richesse, avait pesé fortement sur cette initiative. Sans elle, il est peu probable, que cette politique aurait triomphé sous la seule action des théoriciens partisans du libre échange. Son succès, malgré la résistance du Parlement et des classes dirigeantes animés tous du même esprit protectionniste qu'auparavant, n'aurait donc pu être assuré sans l'initiative du chef de l'Etat qui eut à vaincre l'opposition constante du Parlement et des producteurs.

De 1850 à 1860, des réductions et suppressions de droits de douane, sur un certain nombre de matières premières et d'objets d'alimentation, furent décidées. En 1856 un projet de tarif libéral, supprimant toutes les prohibitions, souleva une émotion si vive qu'il dut être retiré. C'est alors que l'on chercha à réaliser la réforme, par le procédé des traités de commerce. La Constitution de 1852 accordait au chef de l'Etat le droit de conclure des traités de commerce, sans l'intervention du Parlement. En effet, le Senatus-Consulte, du 26 décembre 1852, portait que « les traités de commerce ont force de loi

pour les modifications des tarifs qui y sont stipulées ». C'est ainsi, qu'au début de 1860, fut signé le fameux traité avec l'Angleterre. Le traité, complété par des conventions additionnelles, apportait au régime douanier français, à l'égard des produits anglais, de profondes modifications. Il comportait la clause de la nation la plus favorisée, supprimait les prohibitions et déterminait un maximum pour les taux des droits de douane.

Ce traité fut suivi d'une série de traités analogues. A côté du tarif autonome que le régime douanier avait pour base jusqu'à ce moment là, un tarif conventionnel beaucoup plus modéré était constituée par les traités de commerce à tarifs incorporés conclus entre la France et un grand nombre de pays.

En somme, le régime douanier, constitué sous le second Empire, comportait l'entrée en franchise de principales matières premières et d'objets d'alimentation. En ce qui concerne les produits fabriqués, il comportait, du moins au tarif conventionnel, des droits assez modérés.

Mais de 1880 à 1892, on constate un revirement de la politique douanière de la France, dans le sens du protectionnisme. Pendant cette période, diverses lois reconstituèrent le protectionnisme agricole.

A partir de 1888, les tentatives parlementaires, tendant au relèvement des droits de douane, se multiplièrent. Les élections générales de 1889 avaient amené au Parlement une majorité nettement protectionniste. Les agriculteurs s'allièrent alors aux industriels pour demander la réforme douanière. Le résultat de cette campagne fut la loi du 11 janvier 1892, loi fondamentale de la politique douanière française. Par cette loi, la France adoptait un protectionnisme rigoureux. Il faut remarquer que la plupart des pays continentaux, dans la

même période, s'engagèrent également dans une politique protectionniste.

La loi de 1892 repose sur les principes suivants :

La France doit garder la maîtrise de ses tarifs qu'elle pourra modifier selon les circonstances et ses intérêts. Plus de traités à tarifs incorporés ou annexés.

Jusque-là, le régime douanier ne comportait qu'un seul tarif ayant à ses côtés un tarif conventionnel pouvant être consenti par traité à divers pays. D'après la loi de 1892, la plupart des marchandises sont soumises à deux tarifs, le tarif général, tarif de droit commun, et le tarif minimum. Les accords avec l'étranger ne pouvaient consister qu'à concéder l'application du tarif minimum, soit pour toutes les marchandises, soit seulement pour certaines catégories.

Enfin, il y eut l'aggravation sensible du régime antérieur au point de vue du taux de la protection. La protection était généralisée. Des produits, qui entraient auparavant en franchise, furent à partir de cette loi sérieusement protégés et les chiffres inscrits au tarif minimum devinrent en général plus élevés que ceux des droits conventionnels de la période précédente. Cependant, la plupart des matières premières étaient exemptes de droits en vue de favoriser les grandes industries d'exportation.

La politique commerciale, en 1892, était fondée sur l'idée que tous les modes d'activité économique nationale avaient droit à la protection. C'est pourquoi une place fut faite aux primes dans les cas où la protection par les droits de douane ne paraissait pas être assurée.

Quant au régime contractuel, un grand changement fut apporté en 1892. Les différences entre les anciens traités de commerce et les nouvelles conventions consécutives à la loi de 1892 sont notables. Les anciens traités de commerce

fixaient le taux des droits, ceux-ci figuraient dans le traité, et, du fait de la clause de la nation la plus favorisée, d'autres Etats bénéficiaient de ces droits. C'est ainsi que se dégagait un tarif conventionnel.

Les nouvelles conventions commerciales se bornaient à accorder, totalement ou pour certains articles désignés, le bénéfice du tarif minimum lequel pouvait être modifié unilatéralement.

D'autre part, tandis que les anciens traités étaient conclus pour une longue période, généralement dix ans, les nouvelles conventions commerciales ne l'étaient que pour une période généralement beaucoup plus courte, renouvelable, d'année an année, par tacite reconduction.

Les tarifs furent l'objet depuis la loi de 1892 de changements importants. C'est en 1910 que l'on constate le principal. La loi du 29 mars de cette année-là procéda à une révision générale du tarif, en renforçant la protection de 1892, puisque, malgré quelques réductions de droits, dans l'ensemble, les rehaussements l'emportèrent de beaucoup.

Pendant la guerre, le système des prohibitions fut remis en vigueur. Le gouvernement tenait, d'une loi du 17 décembre 1814, le droit d'instituer des prohibitions de sortie ou des droits de sortie. La loi du 6 mai 1916 donnait le droit au gouvernement de prohiber l'entrée des marchandises étrangères ou d'augmenter les droits de douane par décrets rendus en conseil des ministres. Cette loi, faite seulement pour la durée des hostilités, fut cependant prorogée jusqu'au 1^{er} janvier 1922 pour les prohibitions et jusqu'au 1^{er} janvier 1923 pour les surtaxes aux droits de douane.

L'idée dominante de la politique suivie pendant la guerre était naturellement le souci de nourrir la population et d'alimenter la guerre. Le souci de protéger les industries était

passé au second plan. La guerre finie, une hausse des prix ne tarda pas à se manifester, et de ce fait, la protection devint insuffisante. En vue de rajuster les tarifs, le décret du 14 juin 1919 introduisit le système de surtaxes *ad valorem*, mais ce système souleva certaines difficultés. Il était compliqué et obligeait le service à percevoir, pour chaque article, deux droits établis sur des bases différentes. Il fut donc remplacé par le décret du 8 juillet 1919. Le décret instituant le système des coefficients consistait à affecter, de multiplicateurs, les tarifs d'avant-guerre, de façon à tenir compte des changements de prix.

L'avantage de ce système qui devait subsister dans les années suivantes contre le système des droits *ad valorem*, c'est qu'il était plus simple. Le service n'avait qu'à multiplier les droits du tarif d'avant-guerre par les coefficients. Il n'était plus nécessaire de recourir à l'estimation de la valeur comme avec le système *ad valorem*. Mais il présentait cet inconvénient, que si l'on voulait accorder à des articles, une protection égale à celle d'avant-guerre, il fallait reviser constamment les coefficients, de façon à tenir compte des variations de prix.

Le système de paiement des droits en or qui tout d'abord avait rallié de nombreux partisans fut bientôt écarté pour plusieurs raisons. Le système des coefficients permettait de tenir compte des variations de prix, effet de causes autres que les causes monétaires, ce qui ne pouvait être obtenu avec le système de paiement en or. Celui-ci aurait eu pour résultat une instabilité tarifaire bouleversant toutes les prévisions du commerce par la nécessité de fixer à très courts intervalles le multiplicateur du change des francs papier.

Le décret du 28 mars 1921 augmenta les droits du tarif général de façon à porter à 300 % l'écart entre les deux tarifs.

Cette mesure fut prise pour éviter l'invasion des produits allemands dénoncée par les milieux industriels, mais elle atteignit d'autres pays en dehors de l'Allemagne.

La loi du 6 avril 1926 releva de 30 % les droits spécifiques, coefficients compris aussi bien pour les droits du tarif général que pour ceux du tarif minimum afin de tenir compte du niveau des prix des marchandises importées.

Le décret du 14 août 1926, pris par application des articles 13 et 19 de la loi du 3 août 1926, releva tous les droits de 30 %, pour la deuxième fois dans la même année. Ce relèvement eut pour cause, aussi bien la baisse du franc, que la nécessité dans laquelle se trouvait l'Etat de se procurer des ressources.

Le décret du 30 août 1927 releva les droits sur plusieurs articles. Le gouvernement en avait été autorisé par la loi du 27 juillet 1927. Le relèvement porta sur 1.700 postes du tarif et exclusivement sur des articles industriels. L'agriculture se plaigna alors d'être sacrifiée et demanda à son tour un renforcement de protection pour ses produits. Un décret du 17 novembre 1927 concernant les céréales panifiables, les viandes et bestiaux, fut considéré comme une mesure insuffisante. En effet, il ne donnait pas pleine satisfaction aux doléances des agriculteurs.

Les plaintes de l'agriculture aboutirent, et la loi du 2 mars 1928 releva les droits applicables aux produits agricoles. Du reste, cette loi rehaussa, en même temps, les tarifs d'un grand nombre de produits industriels.

Pendant quelque temps, le tarif resta en l'état où l'avaient porté ces réformes. Mais la crise économique favorisa le protectionnisme et contribua ainsi au renforcement de la protection. En France, comme ailleurs, des majorations suivirent toujours de plus en plus nombreuses.

C'est la crise économique qui mit en faveur depuis une date toute récente une nouvelle formule de protection : la protection par les contingents. L'adoption de ce système n'est qu'une manifestation de plus d'une série de restrictions imposées au commerce et qui accompagnent la dépression économique actuelle. Le relèvement des droits de douane fut considéré comme un fâcheux moyen de protection, en ce qu'il contribue à augmenter le prix de la vie et qu'il est inopérant, puisque les stocks existant à l'étranger peuvent amener les producteurs étrangers à vendre leurs produits à n'importe quel prix. Les avantages escomptés de cette politique sont multiples. On éviterait ainsi les difficultés diplomatiques et les marchandages auxquels donne lieu la modification des tarifs. Elle serait temporaire, juste le temps de faire face à la crise. Elle permettrait de fixer avec précision les débouchés ouverts aux articles étrangers, de tenir compte des besoins de la consommation, des quantités produites à l'intérieur, etc... (1).

Mais cette nouvelle formule, dans la guerre économique que se font actuellement les Etats, si elle a incontestablement sacrifié le consommateur, s'est avérée impuissante à protéger les producteurs. Aussi, voyons-nous actuellement une certaine tendance à l'abandon de cette politique, tendance manifestée par l'élargissement des contingents.

Ainsi, en France, constate-t-on pendant ces dernières années, une vague toujours montante des droits protecteurs accompagnée d'une série de mesures restrictives. Le renforcement de la protection a été facilité par la procédure résultant de la loi de 1897, connue sous le nom de « loi du cadenas ». Cette loi qui permet le relèvement par décret et qui jusqu'au

(1). V. ALLIX : Les droits de douane, T. I.

1^{er} décembre 1929 ne s'appliquait qu'à 46 postes de la nomenclature douanière, s'est étendue depuis 1929 à plus de 160 postes. En effet, la loi du 31 décembre 1929 fit passer le nombre de 46 postes, auxquels cette procédure était applicable d'après la loi de 1897 à 81. Celle du 14 mars 1931 soumit 44 postes nouveaux à cette procédure et la loi du 19 avril 1931, 37.

Il nous reste à étudier, avant de terminer ce chapitre, le régime conventionnel d'après-guerre.

Depuis le 23 avril 1918, la France a dénoncé toutes les conventions commerciales qui contenaient la clause générale et inconditionnelle de la nation la plus favorisée; l'hostilité contre cette clause fut à ce moment-là très vive. Avec les changements apportés par la guerre dans l'économie des nations et même dans leur existence, le pays qui l'octroyait pouvait courir les plus grands dangers en faisant bénéficier, du même traitement, des pays de situations de fait très inégales. D'autre part, traiter avec un pays ayant un tarif ultra-protéctionniste, c'était risquer de contracter sur la base de conditions de fait très inégales. Il ne pouvait plus y avoir alors d'équivalence de fait entre les avantages concédés et ceux reçus. Avec la clause inconditionnelle de la nation la plus favorisée, l'adaptation des avantages accordés à chaque contractant, à la mesure exacte de la contre-partie obtenue en échange, devenait impossible, puisque les avantages attribués à un pays se trouvaient automatiquement étendus à tous les autres. On a, ainsi, opposé au système de l'égalité de droit « le système de la réciprocité de fait » qui, à partir de 1919, devait former la base du régime conventionnel français.

La loi du 29 juillet 1919 autorisa le gouvernement à négocier avec les pays étrangers pour une durée déterminée, la concession de réductions de droits sur le tarif général cal-

culés en pourcentages sur l'écart existant entre le tarif de droit commun et le tarif minimum.

Jusque-là il n'y avait que les deux tarifs, le tarif général et le tarif minimum. Entre ces deux tarifs, aucune position intermédiaire. La liberté des négociateurs français se trouva élargie, à la suite de la loi de 1919, laquelle admettait un tarif intermédiaire. La loi de 1892, ainsi que celle de 1910, ne contenaient plus de dispositions expresses faisant obstacle à la concession d'un tarif intermédiaire, mais en vertu d'une interprétation, unanimement admise, suivant laquelle la loi de 1892 ayant établi deux tarifs ne comportait d'autre alternative que l'application de l'un ou de l'autre, on ne pouvait consentir qu'à ces deux tarifs, ou le tarif minimum ou le tarif général.

On attendait le renforcement de la position des négociateurs français à la suite de cette nouvelle loi. L'étranger aurait toujours intérêt à accroître l'importance des concessions qu'il ferait à la France pour obtenir une réduction plus forte, ce qui n'était pas possible avec le système antérieurement en vigueur, l'importance des concessions de la part de la France étant connue.

Mais on se trouva dans l'impossibilité d'éliminer la clause de la nation la plus favorisée. Les autres pays avaient intérêt à la réclamer, du fait qu'elle leur garantissait le régime le plus favorable. Alors la France se trouva gênée de la refuser à ses contractants alors qu'elle la réclamait pour elle-même. Il paraissait à l'étranger qu'elle n'était point fondée d'exiger d'eux un avantage qu'elle leur refusait. Les pays étrangers ne pouvaient admettre cela malgré la situation spéciale de la France sur ce point. En effet, la limite des concessions que la France pouvait accorder était connue, étant donné qu'aucun pays ne pouvait obtenir un tarif plus favorable que le

tarif minimum. Ses contractants avaient, au contraire, la possibilité de réduire conventionnellement les droits de leur tarif autant qu'ils le voulaient.

Dans ces conditions, la France se vit obligée d'accorder la clause de la nation la plus favorisée devenue de style dans tous les accords qu'elle conclut par la suite, et dut même accepter certaines consolidations de droits. Elle s'éloigna, ainsi, de plus en plus, du régime de la loi de 1919, lequel excluait théoriquement la clause de la nation la plus favorisée. Mais, depuis l'apparition de la crise économique, le retour à la stricte autonomie douanière est en faveur. La toute récente période est marquée par plusieurs de consolidations de droits.

Ainsi la France qui, après la guerre, paraissait s'acheminer dans un régime de liberté commerciale relative, a suivi pendant ces dernières années une politique de protectionnisme rigoureux.

Remarquons enfin avant de terminer que cette politique, comme cela a déjà été constaté par plusieurs personnalités aussi qualifiées que compétentes (2), se contrarie avec les vues soutenues par les délégués français aux conférences économiques dans lesquelles ces derniers se sont élevés avec vigueur contre toutes les entraves susceptibles de gêner les échanges internationaux.

(2) V. ALLIX : L'agriculture et le protectionnisme administratif. *Revue politique et parlementaire*, février 1930.
PROIX : La politique douanière de la France (1927-1931).

CHAPITRE II

La protection douanière des vins en France

Les vins constituent un des principaux articles de la production française. La viticulture française, qui était très étendue dès le moyen-âge, occupait en 1929 une superficie de 1.597.970 hectares. Etant donné son importance, l'Etat français réserva toujours une attention toute particulière à cette branche de sa production. Au point de vue douanier, cette bienveillance est incontestable. En cette matière, elle a été protégée non seulement par des tarifs douaniers contre les importations des vins étrangers, mais aussi par une politique contractuelle, consistant à obtenir pour les vins, qui occupent une grande place dans l'élaboration des accords commerciaux, des avantages divers.

La France s'attacha aussi dans ses rapports avec les pays viticoles à protéger les vins par les contingentements. Mais si cette protection fut parfois nécessaire, par contre, d'autres fois, non seulement, elle n'assura point d'avantages à la viticulture, mais encore, elle s'est même tournée contre elle.

Dans l'évolution de la protection douanière accordée aux vins, on peut distinguer plusieurs périodes. Pendant la période qui va de la Révolution au Second Empire et précisément en l'année 1854, les vins sont protégés par des tarifs extrêmement élevés. De 1854, jusqu'à 1892, les vins sont

soumis à un régime libéral qui en cette année-là prend fin par le vote d'un tarif protectionniste. L'année 1892 constitue une grande étape puisqu'à ce moment-là on s'engagea dans une politique de protectionnisme encore appliquée de nos jours. Ce protectionnisme fut renforcé en 1899 deuxième grande étape. Les tarifs relevés en cette année-là furent modifiés en 1920 pour tenir compte de la hausse des prix et en 1932 pour donner satisfaction à l'Espagne. Puis, deux fois en 1926, en 1928, ils furent relevés encore et finalement en 1931 par le vote d'un tarif plus élevé que les tarifs d'avant-guerre, même en tenant compte de la dévalorisation de la monnaie. Depuis la guerre une place toute spéciale est faite aux vins dans les accords commerciaux entre la France et les pays étrangers, place considérable dans l'ensemble de la politique douanière de la France.

I. — Pendant la Révolution, les décrets-lois de 1791 instituèrent un tarif de 25 livres par muid (268 litres 220). La loi du 30 avril 1906 n'apporta aucune atténuation. Les vins restèrent soumis, en vertu de cette loi, à 25 francs par hectolitre. Pendant toute cette période, la protection accordée aux vins réduisit les importations étrangères à un chiffre insignifiant.

II. — A partir de 1854, on assiste au triomphe de la politique libérale. Les décrets du 30 août et du 5 octobre 1854 établirent un droit unique de 25 centimes (30 centimes avec les deux décimes de guerre) par hectolitre sur les vins ordinaires. Ce régime équivalait à la franchise. Cependant, malgré ce tarif libéral, les importations de vins étrangers furent peu considérables, car de 1858 à 1875, le vignoble français, qui avait été éprouvé par des attaques d'oïdium, s'améliora sensiblement, connut même une période de grande prospé-

rité. En présence de l'abondance de récoltes intérieures, l'importation ne put atteindre un chiffre élevé.

Ce régime d'importation en France fit place à un régime de protection modérée en 1871. La loi de 1871 modifia le tarif de 30 centimes; elle établit par son art. 13 un droit de 5 francs par hectolitre pour les vins ordinaires et de 20 francs pour les vins de liqueur. Mais les droits établis par cette loi, qui d'ailleurs ne répondait pas à une pensée de protection, mais était purement fiscale, ne furent pas appliqués pendant longtemps, parce que le droit de 30 centimes avait été rendu conventionnel par suite de son insertion dans le traité avec le Portugal, du 11 juillet 1866. A partir de 1879, le droit de 3 fr. 50 remplaça celui de 30 centimes. En effet, par suite de dénonciation le traité avec le Portugal fut prorogé jusqu'au 31 décembre, mais on stipulait en ce qui concerne les vins qu'à partir du 16 juillet 1879 les vins d'origine portugaise devaient acquitter à leur entrée en France un droit de 3 fr. 50 par hectolitre.

Durant la période de 1870-77 l'importation des vins étrangers soumis au même droit de douane de 30 centimes augmenta de peu, comparativement à la période précédente de 1860-69. Les vins étrangers ne pouvaient entrer en France, malgré le tarif extrêmement bas de 30 centimes parce que la viticulture française était dans une ère de prospérité, la production suffisait et même dépassait les besoins d'exportation et de consommation. Pour donner une idée de l'importance de la production française pendant cette période, il nous suffira de signaler qu'en 1875, la récolte atteignit près de 84 millions d'hectolitres. Ce ne fut qu'en 1873 et 1876 que le chiffre obtenu fut inférieur à 50 millions d'hectolitres.

Mais à partir de 1877 et malgré le tarif de 3 fr. 50 applicable par suite de la dénonciation du traité avec le Portugal

et la nouvelle stipulation qui instituait ce tarif, les importations des vins étrangers vont toujours en progressant. Cette augmentation s'explique par le fait que les récoltes commencent à diminuer dans de très grandes proportions à partir de 1876 par suite de l'apparition en cette année de la crise du phylloxéra qui, à partir de 1879, commença à exercer de véritables ravages. Le commerce avait besoin de vins étrangers pour remonter la constitution anémiée des vins français et c'est l'appel aux vins étrangers destinés à cela qui explique l'accroissement brusque des importations.

La loi du 7 mai 1881 fixa à 4 fr. 50 le droit sur les vins de toutes sortes jusqu'à 15°, ceux qui dépassaient ce chiffre devant acquitter le droit d'importation de l'alcool pour la quantité d'esprit qu'ils contenaient, c'est-à-dire 30 centimes par degré et par hectolitre et le droit de 30 centimes sur le reste du liquide. Mais ce tarif resta sans application pour la plupart des pays viticoles, parce que, très peu de temps après, on consentit le tarif de 2 francs à l'Espagne, par le traité du 6 février 1882, et jusqu'à cette date les puissances liées avec la France profitèrent du tarif conventionnel de 3 fr. 50.

A partir donc du 6 février 1882, le tarif de 2 francs devint le tarif conventionnel et du fait de la clause de la nation la plus favorisée, fut rendu applicable à tous les Etats liés avec la France par traités, il était ainsi presque généralisé, parce que, exception faite de la Grèce, la France avait des traités de commerce avec tous les pays où s'approvisionnait son importation de vins.

La viticulture française ayant été fortement affaiblie par le phylloxéra, on dut faire cette concession à l'Espagne, afin d'obtenir des vins étrangers nécessaires pour les coupages. De plus, la France, tenait à maintenir ses relations commerciales avec l'étranger et enfin elle avait à lutter contre une

exagération des prix occasionée par une production considérablement diminuée.

III. — Cette politique libérale prit fin en 1892. A partir de 1889, la reconstitution du vignoble étant effectuée, on vit se manifester un mouvement d'hostilité contre les vins étrangers; il y eut alors un courant d'opinion de plus en plus fort dans le monde viticole en faveur d'une protection plus efficace. Ainsi, en 1892, année qui assurait le triomphe des théories protectionnistes, au tarif conventionnel de 2 francs était substitué un tarif relevé dans des proportions considérables.

A la veille de l'établissement du nouveau tarif, la viticulture exposa ses desiderata. Les viticulteurs demandaient l'élévation des droits douaniers qui leur permettrait, en les mettant à l'abri de la concurrence, de reconstituer leur vignoble. C'est que leur situation était difficile; d'une part le phylloxéra avait détruit les souches, puis toute une succession de maladies portèrent une atteinte fâcheuse à la qualité des vins. Il fallait donc reconstituer les vignobles et grand nombre de propriétaires hésitaient à le faire pour des raisons diverses, les uns étaient découragés, les autres trop appauvris.

La viticulture voulait aussi un abaissement du titre légal de 15°9, titre imposé par la loi du 7 mai 1881. Elle craignait, en effet, qu'en maintenant ce titre, l'étranger n'hésiterait point à falsifier ses vins de 4° à 5° sans parler du mouillage à l'intérieur. Du reste, l'Espagne particulièrement avait été aussi la victime du phylloxéra et, en conséquence, il était impossible à ses vins malades de titrer naturellement 15°.

Les représentants de la viticulture, qui devenaient plus puissants du fait de leur alliance avec les partisans des doctrines restrictives, faisaient tous leurs efforts pour obtenir du gouvernement qu'il restât désormais maître de ses tarifs et

remplaçât le tarif conventionnel par un tarif appliqué sans engagement de durée, parce qu'on entendait se réserver la possibilité de réclamer une nouvelle augmentation de droits au cas où la protection à elle accordée ne serait pas suffisante pour lui permettre de reprendre des forces.

Il est certain que le relèvement des droits de douane, dans une mesure raisonnable, était nécessaire pour faciliter les efforts de la viticulture en présence des charges que nécessitaient la reconstitution des terrains ravagés et les traitements des maladies de la vigne. Aussi personne ne soutint le maintien du droit de 2 francs. Même les libres échangistes les plus intransigeants n'ont pas demandé la liberté absolue pour l'entrée des vins étrangers, mais la discussion a porté sur d'autres points et précisément s'il fallait taxer les vins importés au degré ou au volume, à partir de quelle limite imposerait-on aux vins en sus du droit de douane la taxe intérieure de consommation de l'alcool, quel serait le quantum du droit à appliquer.

Tant que la France avait le monopole des vins, la viticulture était le champion du libre-échange, mais comme le vignoble avait progressé dans d'autres pays et, il faut le dire aussi, en présence de difficultés qu'elle traversait à ce moment-là, les viticulteurs réclamaient de sévères mesures de protection.

Leurs réclamations ont abouti et la loi du 11 janvier 1892 leur a donné dans une très grande mesure satisfaction en ce qui concerne le tarif. Ils ont également obtenu satisfaction contre les traités qui avaient réduit très sensiblement les droits votés en 1881. Sur ce point, les viticulteurs ne ménagèrent pas leurs critiques.

Quant aux droits du nouveau tarif applicable aux vins, la loi du 11 janvier 1892 contient les dispositions suivantes :

Les vins jusqu'à 11 degrés exclusivement, c'est-à-dire jusqu'à 10°9 devraient acquitter 1 fr. 20 par degré alcoolique et par hectolitre de liquide au tarif général. Quant au tarif minimum, ils devaient acquitter 70 centimes par degré alcoolique et par hectolitre de liquide. A partir de 11 degrés inclusivement, au tarif général, le même droit que pour les dix premiers degrés en sus d'une taxe de douane égale au montant du droit de la consommation de l'alcool. Au tarif minimum, le même droit que pour les dix premiers degrés et paiement par chaque degré en sus d'une taxe de douane égale au montant du droit de consommation de l'alcool.

Ce nouveau tarif, qui paraît aujourd'hui sans importance, apporta à la viticulture, étant donné la grande différence de prix de l'époque où il fut voté avec ceux de l'heure actuelle, une protection très accentuée et fit sentir son influence sur les importations. Ces dernières, en effet, diminuèrent dans une grande proportion au cours des années qui suivirent.

En ce qui concerne la politique contractuelle, la satisfaction des viticulteurs fut complète. La France obtenait son autonomie tarifaire. La possibilité de relèvement était accompagnée d'une impossibilité de réduire les droits au-delà du tarif minimum, comme ce fut le cas, dans la période qui précéda, avec le Portugal et l'Espagne.

IV. — La réforme opérée en 1892 ne satisfit pas complètement le protectionnisme viticole qui remporta quelques années plus tard une nouvelle victoire par la loi du 1^{er} février 1899. Mais cette protection, loin de profiter à la viticulture française lui fut plutôt nuisible.

La loi de 1889 apporta une double réforme. Elle substitua le système de la tarification au volume à celui de la tari-

fication au degré, en même temps qu'elle augmenta les droits.

Cette loi admit le système de la tarification au volume. Ainsi pour les vins qui ne dépassaient pas 12°, les droits étaient uniformes. Il en résulta que les droits sur les vins à faible titrage alcoolique furent très sensiblement augmentés, tandis que ceux à titre alcoolique élevé n'étaient relevés que très faiblement.

Quant au tarif, les dispositions de cette loi étaient les suivantes : les vins jusqu'à 12° acquitteraient un droit de 12 francs au tarif minimum et de 25 francs au tarif général. Au-dessus de 12° et jusqu'à 15°, ils étaient soumis en sus par chaque degré ou dixième de degré à une taxe égale au droit de consommation de l'alcool et au dixième de ce droit ; au-dessus de 15° chaque fraction de degré paierait comme un degré entier.

Les droits ainsi remaniés furent appliqués pendant une période assez longue allant jusqu'à l'après-guerre, si l'on exempté les modifications qui ont eu lieu par suite du changement des droits sur la consommation de l'alcool, changements qui ne concernaient que les vins à teneur alcoolique élevée.

L'aggravation de la protection résultant de la modification des droits par cette loi fut manifeste et l'influence sur les importations des vins étrangers a été incontestable. Les importations qui s'élevaient à 8.603.100 hectolitres en 1898 tombaient à 3.708.000 hectolitres en 1901 et n'atteignirent le chiffre de 8.003.004 hectolitres, non de beaucoup inférieur à celui de 1898, qu'en 1910, année de mauvaise production. Mais est-ce que la viticulture tira vraiment profit de cet état de choses ? On connaît la crise des années qui suivirent 1899, crise due, non à l'insuffisance de la production comme la crise du phylloxéra, mais à la surproduction, et pourtant

aussi grave que celle qui fut le résultat de l'atteinte du vignoble par le phylloxéra. C'est pendant cette période de crise provoquée par le phylloxéra que la viticulture obtint de la part du législateur de sérieux avantages. Pour assurer sa reconstitution une protection lui fut accordée en 1892. La reconstitution assurée, elle obtint de nouveau un surcroît de protection en 1899. Mais ce ne fut guère un avantage pour elle, car comme le constate M. Gide (1) « sous l'abri confortable de la protection douanière, la production s'est développée au point de dégénérer en surproduction ». La crise résultant de ce renforcement de la protection constitue, en effet, une frappante démonstration de cette vérité, que toute protection exagérée constitue un danger contre ceux mêmes qu'on entend protéger, car ce sont les viticulteurs français que le relèvement des tarifs a principalement atteint provoquant chez beaucoup d'entre eux la ruine complète.

Si le relèvement des tarifs n'avait pas eu lieu, des catastrophes auraient été épargnées et l'on n'aurait pas eu à faire face à de sérieuses difficultés contre lesquelles il fallut lutter par la suite. M. Gide, par un article publié dans la *Revue d'Economie Politique* (2) ne voyait le remède que dans la limitation de la production, solution qui comme il l'écrit a le don d'exaspérer les viticulteurs, et il rapporte que le préfet des Pyrénées-Orientales vit sa préfecture incendiée, il s'en fallut même de peu qu'il ne fut brûlé vif avec sa femme et ses enfants, pour avoir conseillé aux viticulteurs d'arracher leurs vignes et de les remplacer par des amandiers. Or, il n'aurait pas été nécessaire de recourir à des mesures aussi énergiques, causes de tant de difficultés, si la protection de 1899 n'était pas intervenue pour assurer des bénéfices à la

(1) GIDE : Cours d'Economie politique, Tome II, dixième édition, p. 32.

(2) *Revue d'Economie politique*, 1907. La crise viticole.

viticulture dont les effets furent un accroissement de la production et la crise.

V. — Ce n'est qu'après la guerre que la question des tarifs se posa de nouveau. La viticulture qui avait obtenu un renforcement de protection en 1899, n'obtint point de relèvement des tarifs lors de leur revision en 1910. La guerre avait entraîné une hausse des prix des vins et dans ces conditions, étant donné le système des droits spécifiques (3) applicables aux vins, la protection d'après-guerre s'atténuait considérablement par rapport à celle d'avant-guerre.

Le gouvernement s'efforça de remédier à cette situation par le décret du 14 juin 1919 en introduisant le système des surtaxes *ad valorem*. Mais ce décret fut bientôt remplacé par celui du 8 juillet 1919 qui institua le système des coefficients. Les droits d'avant-guerre étaient multipliés par des coefficients fixés à un niveau proportionnel à la hausse des prix. C'est ainsi que le décret du 5 novembre 1920 instituait le coefficient 2,6 comme devant s'appliquer aux vins.

Le renforcement de la protection ne fut qu'apparent. Si l'on tient compte de la hausse des prix, le nouveau tarif n'était guère d'un niveau supérieur à celui d'avant-guerre. Son but ne fut que d'ajuster l'ancien tarif à la nouvelle situation de l'après-guerre. Mais le retour au système restrictif d'avant-guerre était-il souhaitable ? Le relèvement ainsi opéré n'était vraiment pas en harmonie avec les intentions du gouvernement, lesquelles étaient d'aider à l'abaissement du coût de la vie, non plus avec la motion de la commission

(3) Les droits spécifiques se distinguent des droits *ad valorem* en ce que les premiers ont pour base la quantité de marchandises importées, tandis que les droits *ad valorem* ont pour base le prix ou la valeur des marchandises importées.

des finances réclamant la disparition de toute entrave à l'exportation et à l'importation.

VI. — Ce relèvement ne fut pas pourtant réalisé sans provoquer une réaction de la part de l'étranger. L'Espagne alla même jusqu'à une rupture avec la France, rupture qui prit fin par l'accord franco-espagnol du 8 juillet 1922. La France consentait à l'abaissement de coefficient affectant les droits sur les vins étrangers. Par le décret du 11 juillet 1922, le coefficient de majoration des droits de douane afférents aux vins fut fixé à 2 fr. 05. Les droits applicables à un hectolitre de vin furent donc de 24 fr. 60 au lieu de 31 fr. 20, tarif antérieur. L'abaissement du tarif n'a nullement nui à la viticulture française. Il a simplement permis de parfaire à l'insuffisance de la récolte française.

VII. — Ce n'est qu'en 1926 que les droits frappant les vins furent modifiés, deux fois pendant la même année. La loi du 6 avril 1926, les porta à 31 fr. 98 et le décret du 14 août à 42 francs. Ces deux relèvements de 30 % chacun n'étaient pas spéciaux aux vins. Ce relèvement coïncida avec une augmentation des importations étrangères, la récolte ayant été mauvaise. A l'augmentation des importations, il faut ajouter une exagération des prix.

VIII. — En 1928, un nouveau relèvement a eu lieu. Peu avant les produits industriels avaient obtenu un renforcement de protection. Les vins, comme les autres produits agricoles, étaient par conséquent bien moins protégés que les produits industriels. A cette raison, il faut en ajouter une autre. Le tarif en vigueur ne tenait pas compte de la dévaluation de la monnaie. Le franc ne valait que le cinquième du franc d'a-

vant-guerre et il était évident que pour tenir compte de ce facteur, il fallait relever les droits. La loi du 2 mars 1928 portait à 55 francs les droits applicables aux vins par hectolitre de liquide. C'était là une solution moyenne entre la protection antérieure et les revendications des représentants de la viticulture au Parlement. Au point de vue du taux, la protection était modérée, puisque le relèvement se bornait à tenir compte de la dévalorisation du franc sans la dépasser. Nous sommes pourtant loin des droits de douane, destinés à tenir compte de la différence existant entre le prix de revient des produits protégés et celui des produits étrangers contre lesquels on doit se protéger.

IX. — Dans les années qui suivirent, on pouvait s'attendre à une modification dans le sens de l'abaissement plutôt qu'à un relèvement des droits. Mais nous assistons à une période de triomphe protectionniste. L'Angleterre, elle-même, champion de la liberté commerciale, entra dans la voie de la protection douanière. Malgré l'action des organismes internationaux dans le sens d'une politique libérale, tous les Etats s'appliquèrent à élever des barrières douanières infranchissables aux importations étrangères, en même temps qu'ils prenaient des mesures ou avaient recours à des procédés indirects pour les restreindre le plus possible. C'est parmi les mesures restrictives qu'il faut mentionner ici la loi du 1^{er} janvier 1930, renforçant la protection par voie oblique, en prohibant le coupage des vins importés avec les vins français. De cette loi, cause de la modification de la convention de 1929 par le *modus vivendi* de 1930 et aussi d'un changement de régime applicable aux vins à la suite de l'arrangement de 1931, nous en parlerons dans le chapitre que nous consacrerons à l'évolution du régime douanier des vins grecs de 1924

jusqu'au dernier accord. La situation de la France depuis le relèvement des tarifs en 1928 était ainsi. Le protectionnisme, qui progressait de plus en plus dans tous les Etats, nuisait à ses exportations de vins. Celles-ci diminuaient donc d'une année à l'autre dans de grandes proportions; tandis que, sa production s'accroissait en même temps que les importations des vins étrangers allaient en augmentant.

C'est au milieu d'une telle situation que le protectionnisme viticole français obtint le relèvement des tarifs par la loi du 31 mars 1931. Cette loi, entrée en vigueur le 1^{er} avril 1931, portait les droits applicables aux vins à 336 francs au tarif général et à 84 francs au tarif minimum pour les vins jusqu'à 12 degrés d'alcool en puissance ou d'alcool acquis et en puissance, pour les vins dépassant 12° les dispositions de la loi de 1899 devant s'appliquer. Le niveau de la protection était à la suite de cette loi tel que, tout changement pris en considération, il devenait sensiblement plus élevé que celui d'avant-guerre. En effet, le nouveau tarif est sept fois plus élevé alors que le franc actuel ne vaut que le cinquième de celui d'avant-guerre. Pour donner une idée de la protection qu'il assure aux vins français, nous nous contenterons de signaler qu'il dépasse le prix de revient d'un hectolitre de vin, dans les régions à production moyenne.

Mais ce relèvement n'eut lieu qu'après beaucoup de difficultés. L'accord avec l'Italie du 7 mars 1928 consolidait les droits sur les vins. Il a fallu, pour que la France obtint sa liberté tarifaire, des négociations de plusieurs mois. L'Italie, comme la consolidation obtenue, en 1928, était un avantage pour elle, ne consentait à y renoncer que moyennant des compensations. C'est le refus de l'Italie de renoncer au tarif de 55 francs par hectolitre qui explique la disposition contenue dans la loi du 31 mars, en vertu de laquelle, le gouvernement

par application d'accords commerciaux conclus ou à conclure avec les pays étrangers, se réservait le droit d'accorder un tarif inférieur à 84 francs, ne pouvant pas, toutefois, descendre au-dessous du tarif fixé par la loi du 4 mars 1928, soit 55 francs par hectolitre. C'est en vertu de cette disposition, que l'Italie et la Grèce (cette dernière obtenait le même avantage pour les moûts) bénéficièrent de ce tarif, qui à l'heure actuelle n'est plus applicable à aucun pays, à la suite des derniers accords conclus entre la France, d'une part, et d'autre part, l'Italie et la Grèce respectivement.

C'est la concession qu'il fallait faire à l'Italie, en réservant le droit au gouvernement d'abaisser ce droit à 84 francs par application d'accords commerciaux à conclure à un chiffre qui ne peut qu'être inférieur à 55 francs, qui explique la procédure employée. La « loi du cadenas » aurait pu être appliquée, mais comme cette loi qui permet d'augmenter les droits par décret ne laisse aucune liberté au gouvernement pour les diminuer en totalité ou en partie, le gouvernement préféra recourir à une loi.

X. — Quelques mois plus tard les vins furent protégés par une mesure plus énergique encore. Le décret du 17 août 1931 contingentait les importations de vins. Les contingents étaient fixés pour chaque année à la moyenne des importations totales de moûts et de vins étrangers de chaque pays durant les cinq années qui précédaient la date du décret. Les stocks de vins à l'étranger étaient très importants. Certains pays, afin de lutter contre la crise intérieure, avaient accordé à leurs nationaux de véritables primes à l'exportation. Des quantités très importantes de vins purent ainsi être importées ce qui créa un excédent exceptionnel d'importations. Cette mesure se rattache aussi en dehors du souci de protéger les

vins, à une politique du gouvernement français consistant à diminuer le déficit de la balance commerciale qui était tel que l'on pouvait craindre que la balance des comptes n'en fût affectée.

XI. — Dans la politique contractuelle de la France, les vins occupent une place très importante surtout dans la période d'après-guerre. La France s'est efforcée de protéger ses vins pendant cette période par des avantages obtenus dans les accords conclus avec les pays étrangers d'une part. C'est ainsi que des réductions douanières ont été obtenues à la suite d'accords conclus avec eux. De même, en ce qui concerne les taxes intérieures, la France s'efforça d'obtenir des mesures contre leur application abusive. Il faut enfin signaler la lutte contre la prohibition. D'autre part, pour éviter une importation exagérée, elle obtint, dans ses accords avec les pays viticoles, des contingents d'importation. Remarquons que ces contingents sont différents de ceux résultant du décret d'août 1931.

C'est ce double aspect que sa politique contractuelle a revêtu ces dernières années.

Les avantages obtenus sont d'une très grande importance pour la viticulture française parce que, quelle que soit sa récolte, déficitaire ou excédentaire, la France a besoin d'exporter. Dans les années de récolte déficitaire, c'est l'exportation des vins de crû qui est nécessaire. Ces vins, à cause de leurs prix élevés, ne peuvent être tous consommés en France et les débouchés étrangers présentent pour eux un très grand intérêt. Aux périodes d'abondance, l'exportation est nécessaire pour pallier à une chute des cours.

Pour ce qui concerne les pays viticoles importateurs de vins en France, la question a soulevé beaucoup de difficultés.

Jusqu'en 1892, tout alla bien; la France avait besoin des importations étrangères. Cela explique les traités avec le Portugal d'abord, l'Espagne ensuite, traités dont nous avons parlé précédemment. Mais en 1892, on assiste à un commencement de restrictions. Aucun traité n'abaissa les droits du tarif minimum. Après la guerre, nouvelle période de restrictions et une grande hostilité contre les importations étrangères. Cela amena de nombreuses difficultés avec les pays étrangers. C'est la question des vins qui provoqua deux ruptures très importantes, l'une avec l'Espagne et l'autre avec le Portugal. La France répugne à voir importer sur son territoire un produit qu'elle récolte en abondance. Grâce aux nouvelles méthodes de culture, sa production, en effet, augmenta de même que celle de l'Algérie, pays qui fait partie du territoire français.

Mais si grande que soit sa production, la France connaît tout de même des années de récoltes déficitaires, au cours desquelles, elle doit recourir aux importations étrangères. En effet, si elle est la principale productrice du monde, elle en est aussi la principale consommatrice.

Nous donnons plus loin des chiffres montrant que les récoltes subissent des variations très importantes d'une année à l'autre tombant ou s'élevant tour à tour de plusieurs millions d'hectolitres. Si dans les années de récolte abondante, la France peut se suffire, dans les années de mauvaise production l'importation des vins étrangers est indispensable. C'est pour cette raison que dans les traités conclus avec les pays viticoles, les quantités importées au tarif minimum sont limitées par des contingents et nous trouvons des dispositions faisant varier les contingents suivant l'importance de la récolte. De telles dispositions existent dans l'accord franco-grec du 23 mai 1931, l'accord franco-italien du 16 novembre

1931 et l'accord franco-portugais du 12 juillet 1932. D'après ces accords, les contingents sont plus élevés dans les années où la récolte de la France et de l'Algérie est au-dessous d'une certaine limite. Mais en cas de production suffisante, le contingent ne change pas (4).

Bref, la France s'efforça toujours d'assurer à ses vins une protection efficace. Les viticulteurs français ont toujours pu vendre leurs produits à des prix rémunérateurs et aujourd'hui même, malgré la baisse des cours des vins dans tous les pays, les prix des vins français sont satisfaisants. C'est là un résultat dont les consommateurs ont, dans une très grande mesure, fait les frais. Des plaintes ont pu très souvent s'élever contre certains traités. Mais le gouvernement a fait tout ce qu'il pouvait pour protéger les vins d'une importation exagérée. C'est ainsi qu'il a obtenu plusieurs dispositions restrictives dans les traités conclus avec les pays importateurs de vins, malgré sa position d'infériorité résultant de ce fait que la balance commerciale laissait un excédent à la France, ce qui, en cas de rupture, aurait pour conséquence un préjudice plus grand pour la France que pour ces pays-là. Le gouvernement ne pouvait aller plus loin dans la voie des restrictions sans provoquer des ruptures et méconnaître son rôle de gardien de l'intérêt général. Il a été animé par un double souci, celui de développer l'exportation d'une part et celui d'empêcher les importations, d'autre part. On s'aperçoit de la contradiction que cette politique renferme.

-
- (4) Il existe une analogie entre le système d'« échelle mobile » pratiqué par la Restauration et la politique des variations des contingents. D'après le système d'« échelle mobile », on élevait ou abaissait les tarifs de douane suivant la hausse ou la baisse des prix, au-dessus ou au-dessous d'un prix considéré comme satisfaisant pour les producteurs et non oppressif pour les consommateurs. De même, par les variations des contingents, on veut ménager les consommateurs et leur éviter un préjudice en élargissant les contingents dans le cas de production déficitaire; par contre les producteurs restent protégés par les contingents en cas de surproduction.

CHAPITRE III

Le régime douanier des vins grecs jusqu'en 1924

Au cours de la période précédant 1924, les tarifs frappant les vins grecs avaient été modifiés à différentes reprises, mais ces changements n'exercèrent qu'une influence secondaire sur les importations de nos vins. C'est plutôt aux résultats de la production que sont dues les variations des quantités importées. En face des récoltes déficitiaires, les importations devenaient plus élevées que dans les années de récoltes abondantes. L'absence de régime contractuel ne constituait pas un grand inconvénient, mais, lorsqu'il fut établi, en 1891, les vins grecs échappèrent au tarif général et furent soumis au régime moins rigoureux du tarif minimum.

I. — C'est à partir de 1880 que les vins grecs furent importés en grandes quantités. Jusqu'à ce moment-là, les dites importations avaient été tout à fait insignifiantes, car si la crise du phylloxéra ayant fait son apparition en 1876 créa des vides dans la consommation pendant plusieurs années, détruisant le vignoble français, la viticulture française auparavant avait connu une ère de grande prospérité qui n'avait permis aux vins étrangers de pénétrer en France qu'en quantité peu considérable.

La viticulture hellénique remonte à la plus haute anti-

quité, mais à partir de 1880, par suite de la crise du phylloxéra en France, la viticulture hellénique prit un grand essor. Les ravages occasionnés par cette crise en France sont bien connus. En 1887 sur 2.446.000 hectares de vignes que possédait le vignoble français, 783.633 furent détruits et 600.000 atteints, soit plus de la moitié. La production qui était de 55 millions d'hectolitres moyenne des années 1860-1875, tomba à 26 millions, chiffre qui représentait la moyenne des années 1886 à 1890, c'est à ce moment-là que la France dut faire appel aux vins étrangers en leur ouvrant toutes grandes ses portes en même temps qu'elle s'efforçait de développer la fabrication des vins factices.

Jusqu'en 1891, l'absence de régime contractuel caractérise les rapports entre les deux pays. Le 30 décembre 1877 un traité de commerce et de navigation fut bien signé à Paris entre la France et la Grèce, mais il ne fut jamais ratifié. Dans ces conditions jusqu'à l'accord de 1891, le tarif autonome seul était appliqué aux vins grecs. Nous disons tarif autonome et non tarif général parce qu'à ce moment-là il n'y avait pas deux tarifs. C'est la loi de 1892 qui admit le principe du double tarif, tarif général et tarif minimum. Avant, il n'y avait donc que le tarif autonome à côté duquel un tarif conventionnel pouvait être formé. Par suite de cette absence d'accord commercial, les vins grecs ne purent bénéficier du tarif conventionnel que la France accorda au Portugal d'abord et à l'Espagne ensuite. C'est ainsi que les vins grecs étaient soumis au droit unique de 30 centimes par hectolitre établi par le décret de 1854 et plus tard en 1871, à un droit de 5 francs par hectolitre qu'ils devaient acquitter à leur entrée en France, alors qu'un tarif de 3 fr. 50 par hectolitre était consenti au Portugal.

En 1881, c'est le tarif de 4 fr. 50 et non celui de 2

francs consenti à l'Espagne par le traité du 6 février 1882 qui leur est appliqué.

Mais ce n'est pas l'absence de droits protecteurs qui pouvait permettre les importations des vins grecs pas plus que le tarif protecteur ne pouvait les empêcher. Lorsque la production française fut considérablement amoindrie par la crise phylloxérique, la Grèce, qui n'exportait que des quantités minimales, si minimales que nous n'avons pu les trouver mentionnées dans le tableau du commerce extérieur, a vu ses exportations de vins en France augmenter d'une façon prodigieuse.

Voici les chiffres concernant les exportations de vins grecs en France pendant la période 1880-1890 :

Années	Quantités	Valeur
1880	1.975.005 litres	831.343 francs
1881	5.753.448 —	2.592.233 —
1882	4.589.096 —	1.838.130 —
1883	3.601.831 —	1.443.994 —
1884	4.785.447 —	1.920.813 —
1885	3.781.842 —	1.715.508 —
1886	5.973.209 —	2.691.233 —
1887	7.693.494 —	2.699.229 —
1888	11.550.847 —	4.045.118 —
1889	14.616.226 —	5.118.228 —
1890	10.831.900 —	3.252.100 — (1)

Il résulte par les chiffres que nous donnons ci-dessus, que si les quantités importées ont été influencées par les tarifs, cette influence, toutefois, est de peu d'importance. Les importations de nos vins ont augmenté, parce que les vins

(1) Dans les chiffres que nous donnons, sont comprises les mistelles. Il en est de même pour ceux que nous aurons l'occasion de citer par la suite.

produits en France étaient tout à fait insuffisants pour la consommation.

II. — Avec l'année 1891, nous entrons dans une nouvelle période, en ce qui concerne le régime douanier de nos vins. Jusque-là, les deux pays n'étaient liés par aucun accord commercial. Certes, cette absence de régime contractuel était un inconvénient pour les importations de nos vins, mais sans grande importance. C'était un inconvénient dans ce sens que, comme nous l'avons déjà vu, le tarif auquel ils étaient soumis était plus élevé que celui consenti au Portugal d'abord et à l'Espagne ensuite. L'écart existant entre le tarif de 4750 et celui de 2 francs, résultant du traité avec l'Espagne, qui est sans aucune importance pour les prix actuels, était à ce moment-là un désavantage appréciable, puisque les vins de 9° n'étaient vendus qu'à des prix variant de 30 à 40 francs par hectolitre. L'inconvénient n'était pas bien grand grâce au taux, peu élevé, des droits. La concurrence, enfin, des pays bénéficiaires du tarif conventionnel était dans l'impossibilité de les exclure du marché français, qui se trouvait dans la nécessité, étant donné la destruction de sa production nationale, de faire largement appel aux vins étrangers.

Mais le régime contractuel apparaît au moment opportun pour les vins grecs. Il leur assure des avantages appréciables et leur évite des préjudices trop évidents avec la nouvelle situation qui se caractérise par la reconstitution du vignoble français à partir de 1890, d'une part, et le vote de la loi majorant les droits de douane, en 1892, de l'autre.

Le préjudice résultant de l'absence de régime contractuel était bien plus grand pour le commerce français que pour le commerce grec. La balance commerciale était devenue, à partir de 1882, nettement favorable pour la Grèce, puisque les importations de produits grecs dépassèrent de beaucoup

en valeur les exportations françaises en Grèce, sauf en 1895, année pendant laquelle la France bénéficia d'un excédent d'exportation en Grèce, d'ailleurs peu important. En l'absence de toute convention commerciale, les produits français étaient exclus du bénéfice des réductions de tarifs applicables, non seulement à l'Angleterre, mais encore à l'Allemagne, à l'Autriche-Hongrie, à l'Italie et aux autres pays qui, par des conventions spéciales, s'étaient assurés en Grèce le traitement de la nation la plus favorisée. C'était de là que résultait une situation d'infériorité pour le commerce français, mise en relief par le chiffre décroissant des exportations françaises en Grèce.

En effet, de 35.344.988 francs en 1881, les exportations françaises tombèrent à 10.011.109 francs en 1888 et à 10 millions 172.436 francs en 1899, tandis que les exportations des concurrents de la France suivaient une proportion inverse ou tout au moins se maintenaient au même niveau. Etant donné ces conditions, la part de la France dans le mouvement général du commerce de la Grèce tendait à diminuer de plus en plus. En 1875, elle était de 16,66 %, c'est-à-dire du sixième environ de l'importation totale ; en 1882, elle n'atteignait que 14,3 % et en 1888 et 1889, elle se réduisit de près de moitié, sans dépasser 7 ou 8 %.

Cet état de choses préoccupa la France qui engagea des pourparlers à la suite desquels une convention de commerce fut signée à Athènes, le 20 octobre 1890. Par cette convention, les deux pays s'assuraient la clause de la nation la plus favorisée. Mais elle n'a pas été ratifiée, les deux pays ayant postérieurement convenu de régler par voie législative, leurs rapports économiques.

C'est dans ces conditions que fut votée la loi du 20 fé-

vrier 1891, déterminant les rapports commerciaux entre la France et la Grèce.

La France accordait aux marchandises en provenance de la Grèce, sous condition de réciprocité, la clause de la nation la plus favorisée et obtenait l'entrée en franchise de certains produits français, parmi lesquels les vins.

Le 20 janvier 1892, les deux pays, par échange de lettres, prorogèrent l'accord commercial à partir du 1^{er} février durant six mois, après quoi on le prorogea de nouveau jusqu'au 31 décembre. Enfin par une déclaration du 4/16 décembre 1892, le gouvernement hellénique et le gouvernement de la République française convinrent de proroger, à titre provisoire, l'arrangement conclu à Athènes entre leurs représentants respectifs, le 28 juillet 1892.

C'est cet accord, ainsi prorogé, qui régit les rapports commerciaux des deux pays pendant une longue période, puisqu'il ne fut remplacé qu'après la guerre.

Un régime contractuel va ainsi succéder au régime antérieur. La nouvelle situation qui assura aux vins grecs des avantages leur évita aussi des inconvénients qui auraient été considérables avec les changements apportés dans la viticulture française.

En effet, l'inégalité des tarifs constituait un grave inconvénient pour la nouvelle période. Le vignoble français se reconstitua à partir de 1890 et alors la France commença à se montrer hostile à l'égard des vins étrangers. Voilà pourquoi c'était très important pour la Grèce d'obtenir l'égalité de traitement avec les autres pays viticoles dont les vins, plus favorisés, pourraient peut-être évincer les vins grecs du marché français, vu les nouvelles conditions.

Le nouveau régime assura à nos vins l'avantage d'être soumis, pendant une courte période qui va jusqu'au mois de

janvier 1892, au droit conventionnel de 2 francs résultant du traité passé avec l'Espagne et qui remplaça le tarif de 4 fr. 50 auquel ils étaient soumis antérieurement, en vertu de la loi de 1881. C'est là un avantage qui, étant donné les prix actuels, ne revêtait pas une grande importance, mais si l'on considère le moment où il a été obtenu, il paraît assez appréciable puisque les prix étaient, à ce moment-là, le cinquième ou le sixième des prix actuels.

Ce tarif donna une impulsion aux importations de vins grecs. C'est ainsi que les quantités importées en 1891 furent sensiblement supérieures aux quantités importées précédemment. De même en 1892, malgré la bien courte durée de son application, il exerça une influence incontestable.

Voici les chiffres concernant les importations de vins grecs pendant trois années. L'année 1890, au cours de laquelle le tarif de 4 fr. 50 fut appliqué; l'année 1891, pendant laquelle le tarif conventionnel de 2 fr. joua, et enfin l'année 1892, où un nouveau tarif entra en vigueur; mais cette année-ci, le tarif de 2 fr. appliqué pendant une très courte période, influença les importations de nos vins.

Années	Quantités	Valeur
1890	108.319 hectolitres	3.252.100 francs
1891	146.037 —	4.446.390 —
1892	212.189 —	6.523.010 —

Il en résulte que les importations de nos vins sont allées en augmentant. Malgré l'application du nouveau tarif en 1892, les importations pendant cette année représentèrent le double de nos importations pendant l'année 1890, alors que les importations des autres pays sont en recul. En effet, tandis que les importations de vins étrangers s'élevaient en 1890 à 10.830.000 hectolitres, en 1892 elles n'étaient plus que de

9.400.000 hectolitres (2), soit une diminution sensible par rapport à l'année précédente. Cette différence prouve l'avantage appréciable qu'obtenaient les vins grecs par l'égalité de traitement.

Certes, les importations de nos vins en 1891 furent sensiblement égales aux importations de 1899, mais cette année-là peut être considérée comme ayant été exceptionnelle. La moyenne des importations de vins grecs de 1880-1890 est de 68.320 hectolitres, chiffre sensiblement inférieur à celui des importations en 1889. Le déficit de la production française n'est pas étranger à ce résultat.

Par l'application du régime conventionnel les vins grecs échappaient, enfin, au tarif général de la loi douanière de 1892 pour passer au tarif minimum. Il convient, d'ailleurs, de remarquer que cet inconvénient n'aurait pas eu la même importance à cette époque-là qu'aujourd'hui. L'écart existant entre les deux tarifs n'étant pas si grand qu'à l'heure actuelle.

II. — Le tarif de 2 francs, dont nous avons pu apprécier l'heureuse influence sur nos importations, fut remplacé, très peu de temps après son application, par le tarif, résultant de la loi de 1892, sensiblement plus élevé.

Les vins grecs devaient acquitter, à leur entrée en France, 70 centimes par degré et par hectolitre jusqu'à 11° exclusivement. A partir de 11°, en plus du droit de douane, ils étaient soumis à une taxe égale aux droits de consommation sur l'alcool.

Pour apprécier l'influence du nouveau régime sur les

(2) Dans ces chiffres sont compris les vins provenant de la Tunisie et ceux de l'Algérie.

importations de nos vins, nous donnons les chiffres concernant leur quantité et leur valeur pendant toute la période au cours de laquelle le tarif de 1892 resta en vigueur :

Années	Quantités	Valeur
1893	129.349 hectolitres	3.684.040 francs
1894	49.570 —	1.394.268 —
1895	24.458 —	752.311 —
1896	86.968 —	3.641.920 —
1897	72.260 —	3.747.578 —
1898	83.356 —	6.752.572 —

La moyenne des importations pendant cette période est bien inférieure à celle qui la précède à partir de 1880. A quoi attribuer cette diminution ?

L'influence du nouveau régime, qui comportait le relèvement des tarifs à un niveau beaucoup plus élevé, est incontestable. Mais ce relèvement, à lui seul, n'explique pas cette diminution. Celle-ci est due aussi à d'autres causes.

La crise du phylloxéra appartenait au passé. Le vignoble français étant reconstitué, la production en France devenait de plus en plus considérable. Cet accroissement empêcha, dans une certaine mesure, les importations de vins grecs, de même que celles de tous les autres pays nettement en régression.

Il faut encore signaler une troisième cause, celle de l'hostilité contre les vins de raisins secs dont la production, comme pour les vins artificiels, avait été encouragée pendant la période de la crise du phylloxéra. Deux lois, celles du 27 juillet 1889 et du 26 juillet 1890 réglementèrent et contrôlèrent la fabrication des vins de raisins secs. D'après le décret du 12 août 1897, les vins de raisins secs furent soumis à un régime rigoureux, prohibitif. Les raisins secs à boisson furent exclus du régime fiscal des vins et soumis au régime et droits de

l'alcool. Ces dispositions atteignaient directement la Grèce, principale productrice de raisins secs au monde.

Le préjudice qui en résultait ne concernait pas seulement l'exportation de nos vins, mais aussi celle des raisins secs. Pendant toute la période de la crise du phylloxéra les raisins secs occupèrent le premier rang parmi les produits grecs importés en France. Cela s'explique par la nécessité dans laquelle se trouvait le marché français de recourir aux vins de toutes sortes pour satisfaire les besoins de sa consommation. Les raisins secs importés étaient surtout destinés à la fabrication des vins, pour laquelle on avait procédé en France à des installations spéciales. Dans ces conditions, la répercussion fâcheuse sur nos importations était double.

IV. — Quelques années après, c'est un nouveau tarif, celui de 1899, qui remplace celui de 1892. Ce nouveau tarif pour les vins grecs était le suivant : jusqu'à 12° un droit de 12 francs. Au-dessus de 12° et jusqu'à 15° ils devaient acquitter, par chaque degré ou dixième de degré, une taxe égale au droit de consommation de l'alcool et au dixième de ce droit. Au-dessus de 15° chaque fraction de degré devait payer comme un degré entier.

Ce tarif, dans son ensemble, pouvait être considéré comme une aggravation très sensible de la protection ; cependant, ce n'est que dans une mesure bien moindre qu'il a renforcé la protection en ce qui concerne les vins grecs. Voici pourquoi : la loi de 1899 changeant le système de tarification substituait la tarification au volume à celle au degré, qui découlait de la loi de 1892. Or, avec la nouvelle tarification, les vins faibles étaient plus sévèrement frappés que les vins riches en alcool et l'écart existant pour ces derniers entre les droits qu'ils devaient acquitter, d'après la loi de 1889 et celle de

1892, était bien moindre que pour les vins faibles en alcool. Ainsi, un hectolitre de vin de 9° qui était frappé de droits s'élevant à 6 fr. 30 en vertu de la loi de 1892 était soumis à un droit de 12 francs d'après la loi de 1899, tandis qu'un hectolitre de 13°, en vertu de la loi de 1892 taxé de 11 fr. 69 voyait sa taxe élevée à 13 fr. 56 en 1899. L'écart est donc dans le premier cas de 5 fr. 70 et de 1 fr. 87 dans le second, soit une différence très sensible pour les vins faibles en alcool et un relèvement de tarifs sans importance pour les vins riches. Il faut remarquer aussi que pour les vins à teneur alcoolique plus élevée cet écart varie en raison inverse de la puissance des vins. Les vins grecs sont précisément, en raison du climat de la Grèce, extrêmement riches en alcool. Les petits vins de 8° et 9°, par exemple, y sont inconnus. Voilà la raison pour laquelle l'aggravation de la protection est en 1899 bien moindre pour les vins grecs.

La situation créée par le nouveau tarif reste, par conséquent, sans grand changement sur les vins grecs par rapport à l'époque antérieure. La diminution énorme de nos importations dans les années qui suivent 1899 est surtout due à la surproduction en France, mais aussitôt après le rétablissement de l'équilibre, les importations de nos vins reprirent leur ancien rang. Voici quelques chiffres concernant l'atteinte vraiment catastrophique, qu'ont subie nos importations pendant certaines années de la période consécutive à 1899. En 1901, 10.802 hectolitres; en 1905, 11.145 hectolitres; en 1906, 8.670 hectolitres; en 1908, 9.987 et en 1909, 27.400 hectolitres. C'est là un résultat, non dû au tarif de 1899, mais à la crise que traverse le vignoble français, conséquence de surproduction. La moyenne de la production en France pendant les années ci-dessus s'est élevée à 58.036.419 hectolitres. En 1910, comme la production n'atteignit que 28.723.404 hecto-

litres, les importations de nos vins passèrent au chiffre de 178.954 hectolitres. Dès lors et jusqu'à la guerre, les quantités importées furent de plus en plus considérables. C'est ainsi qu'elles s'élevèrent à 278.946 hectolitres en 1911 à 252.012 hectolitres en 1912 et à 314.400 hectolitres en 1913.

Comme il est facile de le constater, les variations des importations paraissent donc dues moins aux différents systèmes douaniers qu'à l'état de la production vinicole française. Avec une production déficitaire, nos vins purent être importés en quantités appréciables. Aussi pendant la crise phylloxérique, nos importations augmentèrent-elles considérablement. C'est à cette crise que la viticulture hellénique dut son développement remarquable et une période de prospérité extraordinaire. Mais la viticulture française, ayant été reconstituée avec des cépages américains réfractaires en phylloxéra, les importations des vins grecs diminuèrent. C'est cette reconstitution du vignoble en France qui occasionna la crise de la viticulture hellénique. La baisse des prix, qui en est résultée, a plongé dans la misère les viticulteurs grecs.

V. — Après la guerre, les droits de douane s'appliquant à nos vins furent modifiés à deux reprises différentes pendant la période allant jusqu'en 1924.

Le décret du 5 novembre 1920 instituait le coefficient 2,6 qui désormais devait être appliqué aux vins grecs. Ainsi un hectolitre était soumis au droit de 31 fr. 20. Il s'agit-là d'un relèvement plus apparent que réel. Ce coefficient par lequel les droits résultant de la loi de 1899 étaient multipliés, soit 12 francs par hectolitre pour les douze premiers degrés avec les dispositions spéciales en ce qui concerne les degrés supérieurs, ne se bornait qu'à tenir compte de la hausse des

prix. La protection, par conséquent, ne fut renforcée, c'est un simple ajustement qui eut lieu en 1920.

Mais ce coefficient n'a été appliqué que pendant une courte période. A la suite du traité du 8 juillet 1922 passé avec l'Espagne, le décret du 11 juillet 1922 l'abaisse à 2 fr. 05. Il entra en vigueur le 15 juillet 1922. A partir de cette date, le nouveau tarif fut appliqué aux vins grecs et consistait pour un hectolitre de 12° en la somme de $12 \times 2,05 = 24$ fr. 60.

Depuis la guerre, un autre facteur, les variations du change, exerça une influence sur les importations. Ainsi nos importations qui s'étaient élevées à 124.874 hectolitres en 1920 ne furent que de 38.902 en 1921, tandis qu'elles se relevaient à 337.441 hectolitres en 1922 et à 194.132 en 1923. L'influence du change laissant à l'arrière-plan celle du tarif est ici incontestable. En 1921, lorsque le change de notre pays était favorable par rapport à la France, les importations baissèrent de beaucoup. Au contraire, lorsque la drachme baissa, à la suite de la catastrophe de l'Asie-Mineure, le change joua à notre avantage, alors qu'en 1921, il avait joué à notre détriment.

Il convient enfin de signaler que les modifications dont nous avons parlé en ce qui concerne les tarifs ne sont pas les seules; les droits ont été modifiés incidemment à la suite de modifications du régime fiscal des alcools.

VI. — Le régime d'avant-guerre quoiqu'empreint de protectionnisme, était dans son ensemble un régime incontestablement supérieur à celui qui commença en 1924 avec le *modus vivendi* intervenant cette année-là et comportant plusieurs restrictions en ce qui concerne nos vins. Certes, pour apprécier le tarif d'avant-guerre, il faut l'apprécier selon les prix de l'époque et il est évident qu'un droit de 12 francs sur

un hectolitre de vin vendu à 25 francs était un tarif élevé. Néanmoins, celui d'avant-guerre nous offre une certaine stabilité et ne comporte point de restrictions semblables à celles que nous connaissons depuis 1924. Nous assistons alors à un développement extraordinaire des importations de nos vins, sauf pendant la période qui coïncide avec la crise de mévente. La France, de son côté, a pu développer ses exportations en Grèce et avoir à son actif des excédents très appréciables.

Mais avec l'année 1924, nous entrons dans une nouvelle période caractérisée, non seulement par de fréquents changements de tarifs, mais aussi par des restrictions de plusieurs sortes et par de nombreux accords de courte durée. C'est cette période que nous nous proposons d'étudier dans le chapitre suivant, laissant toutefois de côté le régime résultant du dernier accord auquel nous consacrons un chapitre plus loin.

CHAPITRE IV

L'évolution du régime douanier des vins grecs de 1924 jusqu'au dernier accord

La période qui va de 1924 au dernier accord, est celle qui offre le plus grand intérêt pour l'étude du régime douanier des vins grecs en France. Elle se caractérise par de nombreux accords commerciaux contenant plusieurs dispositions relatives aux vins, modifiant les uns après les autres le régime douanier de nos vins, soit en ce qui concerne les tarifs, soit sur les autres restrictions qui apparaissent pendant cette période : contingents à l'importation et emploi des vins grecs dans les coupages avec les vins français.

C'est avec les *modus vivendi* du 21 février 1924, que commence cette période d'un régime moins favorable pour les vins grecs que celui du passé. Le régime établi par ce *modus vivendi* comportait une double restriction : restriction en ce qui concerne le tarif, celui-ci était un peu plus élevé que le tarif minimum, et restriction en ce qui concerne les quantités pouvant être importées à ce tarif. La convention de commerce signée à Paris le 8 juillet 1926 remplaçait ce régime par un autre, plus satisfaisant, mais qui fit lui-même place à celui adopté dans la convention du 11 mars 1929. Le nouveau régime, qui était pour les vins grecs le plus favorable de cette période, comportait pour la France certaines ga-

ranties en ce qui concerne les vins de raisins secs. Quelques mois après, intervenait, en France, la fameuse loi qui porte la date du 1^{er} janvier 1930, interdisant l'emploi des vins étrangers dans les coupages avec les vins français. A la suite de cette loi qui causait un grand préjudice aux importations des vins grecs, le *modus vivendi* du 20 mars 1930 retirait certains avantages consentis aux produits français. Mais la Grèce qui voulait améliorer le régime s'appliquant à ses vins prit l'initiative de la dénonciation du régime contractuel qui la liait avec la France et après de longues négociations on aboutit à l'arrangement du 23 mars 1931 lequel établissait un contingent satisfaisant et une certaine liberté pour l'emploi de nos vins dans les coupages.

Le régime résultant de tous ces traités commerciaux (1), avec les modifications successives et la loi de 1930 qui fut la cause de la modification du régime de la Convention de 1929 par le *modus vivendi* de 1930 d'abord et l'arrangement de 1931 ensuite, seront l'objet du présent chapitre.

I. — Le *modus vivendi* du 21 février 1924

Le *modus vivendi* de 1924 inaugurait pour les vins grecs une période de restrictions. Celles-ci concernaient le tarif d'une part et les quantités pouvant être importées à ce tarif, d'autre part. Le tarif qui n'était pas le tarif minimum, dont les vins grecs avaient bénéficié jusque-là, était plus élevé que

(1) Les traités commerciaux diffèrent par leur importance diplomatique ou leur valeur économique. Ce sont :

Des conventions commerciales qui comprennent à la fois des clauses douanières et des clauses d'établissement.

Des arrangements ou de *modus vivendi*, c'est-à-dire des instruments par lesquels les parties contractantes consacrent avec quelques modifications de détail, l'état de fait antérieur aux négociations.

Des protocoles ou des avenants qui complètent des conventions antérieures, qui en précisent les conditions d'application ou qui simplement les prorogent.

celui-ci et les quantités que nous avions le droit d'importer à ce tarif étaient bien moindres que nos possibilités d'exportation en France.

Par le *modus vivendi* du 21 février 1924, les deux parties ont apporté des modifications essentielles, en ce qui concerne les vins au régime antérieurement en vigueur.

Jusque-là, le tarif applicable à nos vins s'élevait à 24 fr. 60, tarif minimum qui continuait à être en vigueur comme tel après le *modus vivendi* de 1924. Ce tarif minimum, qui était le droit de base résultant de la loi de 1899, soit 12 francs, multipliés par le coefficient 2,05, fut remplacé dans le *modus vivendi* de 1924 par un tarif intermédiaire s'élevant à 30 francs par hectolitre. Ainsi le droit de base n'était plus de 12 francs mais de 14 fr. 63 multiplié par le coefficient 2,05. Ces droits étaient applicables aux vins titrant 12° d'alcool. Pour ceux titrant plus de 12° une surtaxe leur était appliquée.

Le nouveau tarif apportait une innovation. Les vins grecs depuis 1892 n'avaient été soumis qu'au tarif minimum. En vertu d'une interprétation de la loi de 1892, le gouvernement n'avait le droit que d'accorder, soit le tarif minimum, soit le tarif général. C'est la loi de 1919 qui lui a donné le droit d'accorder des tarifs intermédiaires, et c'est de cette loi que le gouvernement français tenait le droit d'accorder le tarif intermédiaire de 30 francs à la Grèce pour l'importation de ses vins.

Mais les quantités pouvant être importées à ce tarif n'étaient pas illimitées. Les vins étaient soumis au tarif de 30 francs dans la limite d'un contingent annuel de 200.000 hectolitres. Les vins dépassant ce chiffre devaient acquitter les droits du tarif général.

La Grèce obtenait, d'autre part, par dérogation à la

prohibition des vins de liqueur, le droit d'en importer en France un contingent annuel de 15.000 hectolitres, admis au tarif minimum.

Le relèvement des droits, n'est pas le principal inconvénient du nouveau régime pour les vins grecs. L'écart entre le tarif minimum de 24 fr. 60 et le tarif s'appliquant aux vins grecs n'était que de 5 fr. 40. A cet égard, la Grèce était le pays qui avait obtenu le tarif intermédiaire le plus bas. Mais elle se trouvait dans une situation d'infériorité par rapport à deux pays viticoles, importateurs de vins en France, l'Italie et l'Espagne, dont les vins continuèrent à être soumis au tarif minimum de 24 fr. 60.

C'est le contingent de 200.000 hectolitres qui fut le plus grand inconvénient. C'était là une limite bien inférieure à nos possibilités d'exportation en France, et qui était de nature à restreindre les importations de nos vins en France, étant donné que ces importations s'étaient élevées en 1922 à 337.441 hectolitres. Mais ce régime était plus avantageux que celui obtenu par le Portugal dans l'arrangement du 4 mars 1925 qui comportait un contingent annuel de 150.000 hectolitres au bénéfice du tarif de 30 francs.

Le nouveau régime était plus favorable encore que celui accordé au Portugal à un autre point de vue. Dans l'arrangement franco-portugais, on trouve cette réserve que, si un nouveau tarif était appliqué aux vins dépassant celui de 30 francs, il serait appliqué immédiatement aux vins portugais. Dans le *modus vivendi* de 1924, il n'y a pas de réserve pareille.

Le nouveau régime résultant du *modus vivendi* de 1924 qui était pour la Grèce désavantageux, souleva en France des critiques de la part des milieux viticoles. Ainsi la Confédération générale des vignerons, lors de sa réunion du 13 Avril,

ne s'est pas déclarée satisfaite des restrictions apportées. Elle demandait des restrictions plus grandes encore.

C'est le 29 février 1924, que ce *modus vivendi* entra en vigueur par décret et à titre provisoire, en attendant son approbation par la Chambre et le Sénat. Mais il ne fut pas appliqué pendant longtemps et la Convention de Septembre 1926 qui remplaçait le régime conventionnel antérieurement en vigueur, modifiait le régime d'importation des vins.

II. — La Convention du 8 septembre 1926

La Convention signée à Paris entre la France et la Grèce le 8 septembre 1926, entrée en vigueur le 11, modifiait le régime auquel étaient soumis les vins grecs en vertu du *modus vivendi* de 1924. Le contingent fut augmenté de 50.000 hectolitres et aux quantités de vins, ainsi fixées, le tarif applicable était le tarif minimum.

L'application en Grèce le 1^{er} janvier 1926 d'un nouveau tarif douanier eut, pour conséquence directe, la substitution de la convention commerciale du 7 septembre 1926 au *modus vivendi* de 1924.

La Grèce, pour obtenir pour ses vins un régime plus favorable, renonça à certains avantages auxquels elle avait droit d'après le régime conventionnel antérieurement en vigueur. La Convention de 1926 n'accordait le tarif minimum qu'à 50 numéros du tarif français. La clause de la nation la plus favorisée dont bénéficiaient les produits grecs importés en France fut ainsi abandonnée par le gouvernement hellénique. En compensation, à cette concession de la part de la Grèce, celle-ci obtenait pour ses vins un contingent de 250.000 hectolitres de vins ordinaires appelés à bénéficier du tarif minimum et un contingent de 25.000 hectolitres pour les vins de liqueur.

Avec ce nouveau régime, nos vins obtenaient un double

avantage. D'une part, l'augmentation du contingent de 50.000 hectolitres pour les vins ordinaires et de 10.000 hectolitres pour les vins de liqueur. Cette augmentation du contingent était d'un grand intérêt. Les 200.000 hectolitres étaient un chiffre insuffisant et l'importation au tarif général, étant donné son chiffre très élevé, ne pouvait avoir lieu.

D'autre part, les vins grecs dans la limite du contingent de 250.000 hectolitres étaient mis sur le même pied que les vins espagnols et italiens en ce qui concerne les droits. Le tarif qui leur était applicable n'était pas un tarif intermédiaire, mais le tarif minimum de 42 francs à la suite de la majoration du 14 août 1926.

C'est pour obtenir ce double avantage pour ses vins, que la Grèce a consenti à l'abandon de la clause de la nation la plus favorisée. Le nouveau régime qui lui permettrait d'accroître ses exportations en France de plusieurs millions de francs serait plus avantageux que ce qu'il était possible d'obtenir par la clause de la nation la plus favorisée. Il faut d'ailleurs signaler, que la Grèce ne renonça pas totalement à cette clause. Celle-ci continuait à s'appliquer pour 27 articles intéressant sa production. Parmi ces produits figurèrent les vins mais, avec la restriction que nous avons signalée en ce qui concerne le contingent. La France, au contraire, devait continuer à bénéficier de cette clause pour la totalité de ses produits exportés en Grèce.

Dans la Convention de 1926, nous relevons d'autres dispositions, mettant nettement en relief le souci qui préoccupe les deux pays d'assurer à leurs vins une protection efficace.

Le gouvernement français s'étant refusé à consolider le tarif, bien qu'ayant obtenu la consolidation pour les articles intéressant ses exportations en Grèce, celle-ci chercha certaines garanties en ce qui concerne ses vins. C'est ainsi

qu'elle obtint du gouvernement français le consentement à ne pas proposer au Parlement et à ne pas instituer par voie réglementaire une aggravation de la protection douanière dont bénéficiaient les vins ordinaires et les vins de liqueur, de même que certains autres articles grecs.

Les droits et coefficients afférents aux dits produits ne pourraient être majorés, jusqu'à la nouvelle loi douanière que la France préparait à ce moment-là, seulement dans la proportion de la hausse de l'index officiel des prix de gros à dater de la signature de l'accord et seulement dans le cas où la hausse atteindrait un minimum de 20 p. 100.

Le gouvernement hellénique se réservait le droit, au cas où une majoration serait instituée ultérieurement à la mise en vigueur de la Convention de 1926, de demander que des négociations soient ouvertes à l'effet de lui donner une compensation pour le préjudice qu'il jugerait avoir été porté aux produits de son exportation.

Nous avons eu l'occasion de dire que les droits frappant les vins pouvaient être relevés par décret, en vertu de la « loi de cadenas ». L'accord prévoit que, si par l'application de cette procédure instituée par la loi du 3 décembre 1897, le gouvernement français se trouvait empêché de donner préavis au gouvernement hellénique de l'application des droits majorés, il consent à ce que les droits relevés ne s'appliquent point à des quantités de vins ordinaires et de vins de liqueur qui n'excèderaient la moitié des contingents trimestriels respectifs.

Cette Convention contient, d'autre part, des dispositions concernant les certificats d'analyse et les sanctions contre les fausses appellations d'origine sur lesquelles nous n'insistons pas.

Les quantités de vins importées depuis 1924 montrent

combien la Grèce avait raison d'insister pour obtenir l'augmentation du contingent par la Convention de 1926. Si ses importations ne se sont élevées qu'à 108.685 hectolitres en 1924, année de production suffisante, pendant l'année 1925, la Grèce a importé 201.428 hectolitres et en 1926 ses importations ont atteint le chiffre de 401.206 hectolitres.

Le contingent de 250.000 hectolitres de vins ordinaires grecs, admissible à l'entrée en France au bénéfice du tarif minimum, au cours de la période annale 1^{er} septembre 1926-31 août 1927, en vertu de la convention commerciale franco-grecque du 8 septembre 1926 était épuisé depuis le mois de mars. Le tarif général devenait donc applicable à partir de cette époque et jusqu'au 31 août 1927 aux vins grecs.

Le 8 juillet 1927 la France, à la demande du gouvernement hellénique, décida qu'à dater du 15 juillet 1927 les vins ordinaires d'origine grecque pourraient de nouveau être admis au tarif minimum dans la limite d'une quantité de 200.000 hectolitres et sous réserve de leur imputation par anticipation sur le contingent afférent à la période suivante.

C'est dans ces conditions que l'importation de nos vins s'éleva à 335.835 hectolitres pendant l'année 1927.

Il en résulte que le contingent attribué à la Grèce s'avéra insuffisant. Le *modus vivendi* de 1924 et la convention de 1926 ont assuré au commerce français une situation excellente en Grèce. Ainsi, les exportations françaises destinées à la Grèce, qui représentaient en 1922 une valeur de 119.699 milliers de francs et en 1923, 229.988, s'élevaient à 357.404 milliers de francs en 1924, à 428.375 en 1926 et à 398.252 en 1927. Il est vrai que les importations grecques en France n'ont pas fléchi, puisqu'en 1922 elles s'élevaient à 52.456 milliers de francs, en 1923 à 45.843, en 1924 elles représentaient 50.983, en 1925 78.984, en 1926 156.070 et en 1927

434.153; elles furent même en hausse. Cependant, la situation de la France fut plus avantageuse. Aussi la Grèce chercha à assurer à ses vins un meilleur régime et c'est pour cette raison que dès 1928, elle songea à modifier le statut résultant de la convention de 1926. Le gouvernement hellénique a, ainsi, dénoncé la convention de 1926 qui devait venir à expiration le 10 septembre 1928. L'échange des lettres du 12 septembre 1928 prorogea la convention de 1926 de 4 mois à dater du 11 septembre 1928 jusqu'au 11 janvier 1929. Cette prorogation eut lieu dans les conditions suivantes en ce qui concerne le contingent des vins ordinaires que les exportateurs grecs pourraient importer en France, toutes les autres dispositions de la Convention étant demeurées sans changement; un contingent global de 83.500 hectolitres de vins grecs serait admis en France pour les quatre mois de la prorogation, quantité du contingent annuel de 250.000 hectolitres qui correspond aux quatre mois de la prorogation. D'autre part, un supplément de contingent fixé à 15.000 hectolitres par mois serait admis pour chacun des mois pendant lesquels la convention serait prorogée, les quantités importées à ce titre étant imputables sur l'exercice suivant, au cas où le nouvel accord commercial, qui faisait l'objet de négociations entre les deux gouvernements, comporterait l'octroi d'un contingent.

Le délai de quatre mois pendant lesquels la convention a été prorogée fut insuffisant pour aboutir. Il fallut recourir à deux nouvelles prorogations d'un mois chacune à partir du 11 janvier 1929, de manière à permettre la conclusion des négociations en cours. Ces nouvelles prorogations eurent lieu aux mêmes conditions que la prorogation antérieure. En conséquence, le contingent de vins grecs admissibles au tarif minimum à l'importation en France fut fixé au total à 36.500 hectolitres pour chacune des deux périodes, soit 36.500 hec-

tolitres jusqu'au 11 février 1929 et 36.500 hectolitres jusqu'au 11 mars 1929. Ainsi le contingent des vins ordinaires admis au tarif minimum afférent à la période 11 septembre 1928-11 mars 1929 s'élevait à $83.500 + 60.000 + 36.500 + 36.500 = 216.000$ hectolitres.

III. — La Convention du 11 mars 1929

La signature à Athènes, le 11 mars 1929, d'une convention commerciale entre la France et la Grèce a permis la substitution d'un nouveau statut d'échanges franco-hellénique à celui qui résultait de la Convention du 8 septembre 1926. Mais, étant donné que la mise en vigueur de cet accord aurait lieu le 1^{er} avril 1929, les deux gouvernements s'étaient mis d'accord pour une nouvelle prorogation jusqu'à cette date et aux conditions précédemment fixées.

La Grèce s'était émue de voir ses importations rétrograder par suite des modifications apportées au tarif douanier français. Nous savons, en effet, qu'en mars 1928 une nouvelle loi douanière concernant les vins avait été mise en vigueur. L'augmentation des droits en cette année-là de 42 francs à 55 francs eut certainement une répercussion sur l'importation de nos vins, puisque celles-ci de 333.835 hectolitres, en 1927, descendirent à 172.337 hectolitres, en 1928.

La Convention de 1929 contient des dispositions très importantes en ce qui concerne les vins. Tandis que la Grèce voulait obtenir un régime plus favorable, la France de son côté exigeait certaines garanties en ce qui concernait l'origine des vins grecs importés : ils devaient être le produit de raisins frais et non de raisins secs. Contre ces derniers, la France avait déjà pris toute une série de mesures.

Les négociations furent extrêmement laborieuses. Nous avons vu, en effet, qu'il fallut quatre prorogations successi-

ves pour arriver à cet accord. La suppression du contingent était le principal avantage que la Grèce visait. La pression des milieux viticoles sur le gouvernement français, d'autre part, étaient active. Ils s'opposaient énergiquement à la suppression du contingent et même à toute élévation qui s'écarterait de beaucoup du contingent de 1926 et ils n'admettaient pas de concessions à la Grèce concernant les vins de liqueur provenant de Samos, sur lesquels une taxe fut imposée par suite de la loi douanière de 1928. Enfin, ils exigeaient des garanties concernant les vins de raisins secs. L'art. 3 de la loi du 14 août 1899 a ainsi défini ces vins. « Produit de la fermentation des raisins secs avec de l'eau sans d'ailleurs que la proportion de cette dernière soit déterminée ». C'est envers ces vins, que depuis la reconstitution du vignoble français, la France s'est montrée hostile. Nous avons signalé précédemment certaines lois votées en ce sens. C'est la loi du 14 août 1899 qui donna en France la définition du vin : « Nul ne pourra expédier, vendre ou mettre en vente, sous la dénomination de vin, un produit autre que celui de la fermentation des raisins frais ». La conférence des pays exportateurs de vins de 1923 dans la définition du vin a écarté les vins des raisins secs. Les milieux viticoles devenaient en France de plus en plus hostiles aux vins de raisins secs et comme la France craignait que les vins grecs ne fussent faits avec les raisins secs, c'est pourquoi elle insista pour obtenir dans cet accord des garanties.

Le nouvel accord, qui a remplacé celui de 1926, a innové en octroyant d'une manière générale, la clause de la nation la plus favorisée à tous les produits des deux pays. Il comportait, en outre, certains abaissements de droits de part et d'autre. Le gouvernement hellénique obtenait pour ses vins un régime plus avantageux consistant dans la suppres-

sion du contingent, aussitôt qu'il aura pris des garanties concernant la provenance des vins exclusivement de raisins frais. Les vins, qui suivant les termes du nouveau traité, jouissaient de la clause de la nation la plus favorisée, sans limitation, seraient soumis au régime antérieur. Mais « dès que le gouvernement hellénique aura fait connaître qu'il a pris les mesures propres à donner une explication effective aux dispositions prévues dans la convention relatives aux vins de raisins secs, le contingent sera supprimé ». La Grèce a, en effet, exécuté tous ses engagements à cet égard et elle a ainsi bénéficié du régime favorable de cet accord.

Les dispositions de l'accord concernant les garanties étaient les suivantes.

« Seuls les vins grecs provenant exclusivement de la fermentation des raisins frais pourront être importés en France, en Algérie et en Tunisie au titre de la présente convention.

Le gouvernement hellénique, qui prohibe sur son territoire la consommation du vin de raisin sec et qui en réglemente étroitement la fabrication, vient d'adhérer à l'office international du vin et se déclare disposé à interdire, en principe, la fabrication du vin de raisin sec.

Dès la mise en vigueur de la présente convention, la fabrication, la détention et le commerce des vins de raisins secs, qui ne peuvent s'exercer en Grèce que sous la surveillance permanente des autorités helléniques, ne pourront être pratiqués que dans des locaux ne communiquant que par la voie publique avec les locaux où se pratiquent la fabrication la détention et le commerce des vins de raisin frais.

Il est bien entendu que les vins de raisin sec, visés à l'alinéa 3, ne sont pas destinés à être importés en France,

en Algérie et en Tunisie, attendu qu'ils ne répondent pas aux dispositions de l'alinéa premier ».

Des dispositions importantes existent dans l'accord relativement aux certificats d'analyse. L'analyse est faite en Grèce par les laboratoires de Chimie relevant du ministère des finances. Les vins importés devaient être accompagnés de certificats d'analyse dont la formule est donnée dans l'annexe de l'accord.

De ces certificats d'analyse, doit ressortir expressément que le vin analysé est d'après le contrôle exercé par les autorités officielles helléniques, dans les conditions prévues par la convention et d'après le résultat de l'analyse, le produit du jus de raisins frais sans mélange d'aucune sorte.

La France s'assurait par cette convention des avantages considérables. Elle obtenait des réductions de droits sur plusieurs articles de son exportation en Grèce.

La Grèce, de son côté, a pu, par ce traité, obtenir pour ses vins un régime plus favorable que celui qui était applicable d'après le traité de 1926.

Le tarif auquel nos vins étaient soumis était le tarif minimum de 55 francs. La suppression du contingent est le grand avantage que la Grèce a pu obtenir par le nouvel accord. Un contingent nouveau serait un grand désavantage pour l'importation à venir, parce qu'il serait nécessaire d'imputer les quantités supplémentaires dépassant le contingent de 250.000 hectolitres au nouveau. L'atténuation de la protection pour nos vins à la suite de cet accord est évidente. Aussi, malgré le nouveau tarif de 1928, la Grèce a pu importer en France, en 1929, 383.903 hectolitres. Mais, il ne faut pas croire que cette concession, de la part de la France, sacrifiait la viticulture française. En effet, le chiffre de nos

importations en France comparé au chiffre total des importations en France et de la production française est minime.

La durée de la convention était de deux ans et la mise en vigueur aurait lieu le 1^{er} avril.

Les avantages accordés aux vins grecs, en vertu de cette convention, ne devaient être que de courte durée; une loi votée quelques mois plus tard, la loi du 1^{er} janvier 1930, détruisait ce régime favorable et portait un grand préjudice aux importations de nos vins.

IV. — L'interdiction du coupage des vins français avec les vins étrangers (art. 4 de la loi du 1^{er} janvier 1930)

Quelques mois à peine après la convention de 1929, la loi du 1^{er} janvier 1930, dans son art. 4, défendait le coupage des vins étrangers avec les vins français. C'est une loi dont l'application devait avoir pour les vins grecs une répercussion tout à fait fâcheuse. En effet, les vins grecs, qui sont extrêmement riches en alcool, sont, surtout, destinés en France pour être employés dans les coupages avec les vins français et non consommés en nature. Étant donné leur emploi, un grand préjudice devait ainsi être fait aux importations de nos vins en France.

L'art. 4 de cette loi est ainsi conçu : « Les vins importés ne pourront circuler en vue de la vente, être mis en vente ou vendus que si l'indication de leur pays d'origine et leur degré alcoolique figurent clairement sur les récipients, factures et pièces de régie. L'emploi de ces vins demeure licite pour la

préparation des apéritifs placés sous le régime fiscal des spiritueux » (2).

Avant de passer aux critiques dont cette loi a fait l'objet, nous allons donner quelques dispositions contenues dans l'exposé des motifs du projet de loi qui lui est relatif. Nous y avons relevé la définition suivante du coupage (3). « Le coupage est une opération normale et parfaitement licite qui permet, par le mélange judicieux de vins différents, de corriger les défauts de vins par les qualités des autres et d'arriver à un bon équilibre de l'ensemble ».

Voici, d'autre part, certaines précisions sur les vins anormaux que la loi se proposait d'atteindre. « Pour des causes diverses, de nombreux viticulteurs ont abandonné des pratiques ancestrales et, dans leur production recherchent la quantité plutôt que la qualité. L'invasion du vignoble par des maladies dues à des cryptogames ou à des insectes, incitèrent certains d'entre eux à renoncer aux anciens cépages indigènes bien adaptés au sol, mais peu résistants aux nouvelles maladies et à les remplacer par des cépages plus rustiques, de culture moins onéreuse. Ils eurent recours aux hybrides producteurs directs obtenus par le croisement des vignes françaises et américaines, dont un grand nombre donnent un vin de qualité très inférieure et ne supportent pas la comparaison avec ceux provenant d'anciens cépages.

La consommation du vin augmentant et sa vente devenant fort rémunératrice, on planta la vigne dans des terrains nouveaux, notamment dans des plaines humides et même dans

(2) Il faut remarquer que cette loi ne défend pas le coupage formellement. En exigeant que les vins importés de l'étranger ne soient vendus en France qu'avec l'indication de leur origine, on s'oppose à ce qu'ils soient coupés, puisque du fait qu'ils sont mélangés à des vins français, ils ne peuvent être vendus comme des vins importés de tel ou tel pays.

(3) V. Doc. Parl. Chambre des Députés. Annexes 2.675.

des bas-fonds peu propices à cette culture. Pour accentuer la production, le vigneron arrosa très abondamment les vignobles de plaine, permettant ainsi aux raisins, dans les derniers jours de leur développement, de se gorger d'eau aux dépens de leur richesse en principes utiles.

Pour intensifier les rendements, sans se soucier de la qualité, certains viticulteurs effectuèrent des tailles trop longues sur des vignes montées sur fils de fer ; d'autres exagérèrent l'emploi des engrais, faisant ainsi porter à la vigne plus de grappes qu'elle n'en pouvait normalement nourrir. Des récoltes extraordinaires, doubles et parfois triples de celles que la nature du sol et le climat permettaient d'escompter, furent obtenues, mais aux dépens de la qualité. La vigne ainsi cultivée donne, en effet, sauf lorsque les conditions atmosphériques sont exceptionnellement favorables, des vins mal constitués, presque toujours plus pauvres en alcool que ceux provenant de récoltes normales ; manquant d'acidité ou de matières extractives, ils n'ont plus l'équilibre de la composition que traduisent les règles œnologiques et qu'on est en droit d'exiger ; ils présentent la composition des vins normaux qui auraient été mouillés. Ce n'est plus le mouillage à la cuve, c'est le mouillage à la plante elle-même, aussi irrépréhensible, d'ailleurs.

Non seulement des vins désignés comme anormaux sont mauvais, mais ils encombrent le marché. Ils pèsent d'autant plus sur le cours, que, rapidement altérables, ils sont livrés à la vente presque tous ensemble dans le mois qui suit la récolte. Au surplus, ils mettent les fraudeurs à l'abri des poursuites ; bien que non falsifiés, ils ont le caractère de vins mouillés et rendent ainsi presque impossible la poursuite du mouillage par les agents de service de la répression des fraudes. « Ce sont ces vins qu'on a voulu atteindre. Si les coup-

ges étaient restreints, ou, à plus forte raison, défendues, leur production ne pourrait que subir une restriction analogue, étant donné qu'ils ne peuvent pas être consommés en nature.

Les efforts tendant à atteindre ces vins sont parfaitement louables. Mais, il faut remarquer que les coupages sont nécessaires aussi pour certains vins faibles, atteints par des maladies. Si le Gouvernement avait l'intention d'atteindre les vins anormaux, pourquoi ne prit-il pas d'autres mesures qui étaient à sa disposition ? (4)

Le but de cette disposition est, en réalité, de renforcer la protection. Nous avons vu que pour y parvenir, on avait recours à l'élévation des tarifs ou bien encore aux contingents. Nous voyons, dans le cas présent, un renforcement de protection par une loi qui n'élève pas les tarifs ni adopte le contingentement, mais défend l'emploi des vins importés dans les coupages. C'est là une mesure qui se rattache à ce que l'on appelle le protectionnisme administratif. On désigne, par ce terme, les moyens indirects auxquels on a recours pour obtenir la protection des produits nationaux. Cette loi a été vivement critiquée.. Signalons les critiques adressées par M. le professeur Allix dans le n° de février 1930 de la *Revue politique et parlementaire* (5). M. le professeur Allix y formule de vives critiques contre les lois du 29 novembre 1929 sur les sucres, du 1^{er} décembre 1929 sur le commerce des blés et du 1^{er} janvier 1930 sur les vins. Il exprime des doutes sur l'efficacité de ces mesures et il craint que cette politique n'attire à la France des représailles et des difficultés diplomatiques, et il ajoute : « Ce qu'il y a de plus fâcheux

(4) La loi du 4 juillet 1931 pénalise par une redevance les forts rendements. Cette redevance est proportionnelle à la fois en fonction du rendement à l'hectare et de la récolte globale du domaine.

(5) V. *Revue politique et parlementaire*, février 1930, p. 185. « L'agriculture et le protectionnisme administratif ».

et de plus regrettable en tout cela, c'est la manière « oblique » dont nous agissons, l'emploi de ce « protectionnisme administratif », à la condamnation duquel nous avons souscrit dans les conférences internationales. Ayons du moins le courage de nos actes et perdons l'illusion qu'en les acquittant, nous donnerons le change sur leur caractère et en éviterons les conséquences. Des prohibitions bien nettes, de primes avouées à l'exportation, ce qui vaudrait mieux, à tout prendre, que les pauvres subterfuges au moyen desquels on croit pouvoir les dissimuler. Encore faut-il savoir exactement ce que nous voulons et opter entre la formule de simplifications douanières et de désarmement douanier et celle de protectionnisme renforcé. Nous ne pouvons pratiquer l'une et l'autre à la fois. Les lois hâtivement votées en cette fin d'année n'étaient sans doute que des mesures d'expédient, provoqués par des circonstances exceptionnelles. Elles n'en sont pas moins un déplorable précédent. L'arbitraire et le faux-semblant y voisinent, et il est à redouter que, par leurs répercussions extérieures, elles ne fassent finalement plus de mal que de bien ».

Particulièrement en ce qui concerne la loi sur les vins, nous relevons ce passage : « L'Espagne et la Grèce ont déjà formulé, contre notre loi sur les vins, des protestations qui nous ont amené à en suspendre l'application. Si l'Espagne n'est pas très fondée à réclamer contre des mesures qu'elle a introduites elle-même dans sa propre législation, on n'en peut dire autant pour la Grèce dont les plaintes sont d'autant plus légitimes, que nous avons pris des engagements formels envers elle ».

On a critiqué cette loi comme devant porter préjudice à l'exportation par les représailles que cette loi ne pouvait

que très certainement provoquer de la part des pays étrangers dont les intérêts seraient ainsi lésés.

Les exportateurs de vins, qui employaient des vins étrangers pour certaines préparations établies en vue des préférences de chaque catégorie de clients, perdraient des débouchés dans des pays étrangers.

Dans la presse, les critiques n'ont pas manqué. Nous croyons bon de rapporter ici un article paru dans « Le Matin » (6). Voici ce qui y est écrit : « L'article 4 de la loi a interdit l'importation des vins étrangers pour le coupage. C'est, en fait et sauf les vins de liqueur, l'exclusion des vins étrangers en France.

Or, ceci est contraire à la fois à l'esprit et à la lettre de certains engagements internationaux.

A l'esprit, car les produits s'échangent contre des produits et le vin a une grande importance pour certains pays, tels que l'Espagne (19 p. 100 du total de ses ventes en France), le Portugal (25 p. 100), la Grèce (33 p. 100). Ces pays ne pouvant pas placer leurs produits, ne voudront plus des nôtres. A la suite de discussions récentes, il y a eu de notre part des engagements tout au moins moraux : ainsi pour la Grèce qui, devant l'interdiction du raisin sec en France s'est organisée pour fabriquer, à la place, du vrai vin.

D'autre part, les prohibitions administratives et le protectionnisme indirect sont nommément condamnés, dans un accord spécial, de tous nos accords commerciaux.

Comme conséquence de la nouvelle loi sur le vin, des difficultés économiques sont donc à redouter. Déjà d'Athènes, un télégramme annonce que devant la protestation véhémement des viticulteurs de ce pays, le gouvernement grec envisage des

(6) *Le Matin* du 13-1-30.

mesures de représailles. Les commandes faites en France ont été annulées. L'accord franco-grec avait été conclu il y a seulement quatre mois; le mécontentement est là-bas très grand.

L'Espagne vient également de protester énergiquement. Avec d'autres pays, nous risquons d'être désarmés pour réclamer contre des actes d'arbitraire et des droits intempestifs.

Or, chacun de ces marchés nous intéresse, parce que la balance nous y est favorable, parce que nos produits ont une vieille clientèle, fidèle et traditionnelle, on nous y achète, en outre, des produits fabriqués pour lesquels des concurrents sont tout prêts à nous supplanter. Et quand des courants commerciaux sont interrompus, ils sont bien difficiles à rétablir.

Les gros industriels ne seraient pas seules victimes de cette rupture, mais aussi de petits artisans comme les couteliers de Thiers et de la région qui de tous temps ont vendu leur production en Espagne.

Voici à titre documentaire, pour les dix premiers mois de 1929, le solde bénéficiaire pour la France de notre balance commerciale avec les pays viticoles : Espagne, 137 millions de francs; Portugal, 36; Grèce, 257; Italie, 573; soit au total, 1 milliard 3 millions de francs. Va-t-on laisser détruire cette situation favorable, alors que notre balance commerciale est si peu brillante ?

Mais il y a encore un autre danger concernant l'application de la loi du 1^{er} janvier 1930, c'est qu'elle va atteindre plusieurs lignes françaises de navigation qui font le service régulier de transport des vins des pays méditerranéens et qui devront abandonner des parcours sur lesquels leur échappera l'élément de base de leur frêt. L'armement a déjà protesté auprès du ministre du Commerce et de celui de l'Agric-

culture. Ainsi on commence à s'apercevoir de l'intérêt général qu'offre cette grave question.

Il importe donc de rechercher le moyen de concilier d'une part les intérêts légitimes des viticulteurs que personne ne méconnaît, et d'autre part en respectant nos engagements internationaux et tenant la parole donnée au nom de la France de sauvegarder les intérêts de nos industries exportatrices et de notre armement ».

Le préjudice causé à la Grèce devenait considérable. C'est elle qui sentirait plus que tous les autres pays les répercussions sur ses importations par cette mesure. Les vins espagnols, il est vrai, étaient aussi employés pour les coupages dans une grande mesure, mais ils pouvaient être directement consommés, étant soumis à des frais de transport moins élevés que les vins grecs. Leur écoulement devenait facile d'autre part par suite de l'importance de la colonie espagnole en France. Il en est de même pour les vins italiens. Cependant ils n'ont pas manqué de protester contre cette loi, quoique leurs législations comprennent des dispositions analogues.

Cette loi produisit en Grèce une grande émotion, l'interdiction du coupage atteignant particulièrement les vins grecs. Il faut signaler ici, que la Grèce avait fait des frais considérables pour ses nouvelles installations à la suite de l'accord de 1929. Elle avait tenu à faire face à ses engagements envers la France, qui s'était montrée particulièrement hostile aux vins de raisins secs. Cependant, ces derniers renfermaient tous les éléments du vin.

Pourrions-nous dire que la France en prohibant le coupage, comme elle l'a fait, n'a pas violé la Convention de 1929 ? La question a été l'objet à un examen de la part de

M. Roche-Agussol (7), non en ce qui concerne la Grèce spécialement mais, sur un plan général. M. Roche-Aguchol examine la conformité de l'art. 4 de la loi du 1^{er} janvier 1930 avec les conventions conclues entre la France et les pays étrangers. Voici ce qu'il dit à ce sujet : « On a prétendu que c'était là une mesure contraire aux conventions commerciales réglant les conditions d'entrée des vins étrangers. On se demande comment une confusion aussi grave a été possible. Nos conventions commerciales fixent, au sujet de l'entrée des marchandises, un point essentiel : celui de l'octroi du tarif minimum ou d'un tarif intermédiaire situé entre les tarifications générale et minima. Sur le chiffre du tarif, sur la discipline intérieure, la convention laisse intacte la souveraineté du législateur national ».

Nous ne sommes pas d'accord avec cette façon de voir. Nous ne nous attachons pas, pour ce qui concerne les engagements pris dans un accord, à la lettre des traités. Des faits, indiquant nettement l'intention des parties de s'obliger réciproquement, n'ont pas moins de valeur. La volonté doit être prise en considération surtout. Or, en ce qui concerne la convention de 1929, cette volonté s'est exprimée sans équivoque. La Grèce a dénoncé la convention de 1926 pour obtenir le régime qu'elle a pu pour ses vins dans la convention de 1929. Mais, tandis que celle-ci a exécuté ses engagements envers la France, au prix même de grands sacrifices, puisque les installations auxquelles on procéda à la suite de cet accord furent coûteuses, la France, au contraire, a voulu s'y soustraire par une législation interne non conforme à cet accord. La loi du 1^{er} janvier 1930 bouleversait, en effet, les bases sur lesquelles l'accord de 1929 fut conclu. Signalons que la

(7) V. C. G. V. du 15-1-1931.

doctrine soutenue par M. Roche-Agussol est celle qu'admettent les anglo-saxons ; mais en France la doctrine prépondérante est celle d'après laquelle, ce n'est pas la lettre seule des conventions qui engage les Etats. Voici ce qu'écrit à ce sujet M. Fauchille. « Les parties contractantes d'un traité ne sont pas seulement tenues d'exécuter ce qui est exprimé dans le texte de la convention ou dans les paroles échangées ; elles sont aussi obligées d'exécuter toutes les clauses sous-entendues qui découlent naturellement des termes du contrat, d'après l'équité, l'usage ou la loi » (8).

La convention de 1929 devenait, depuis l'application de la nouvelle loi, sans intérêt pour la Grèce puisque le régime avantageux qu'elle avait obtenu pour ses vins était anéanti par l'interdiction du coupage. Elle ne procéda pourtant pas à une dénonciation du traité. Pendant plusieurs mois elle espéra une solution satisfaisante.

Les protestations adressées au gouvernement grec, ne manquaient cependant pas de tous les côtés. On ne pouvait pas comprendre chez nous pourquoi la France avait eu recours à une telle mesure, alors quelle avait à sa disposition d'autres moyens tout aussi efficaces pour combattre la fraude que la loi de 1930 prétendait atteindre. On se demandait pourquoi la France, si le but poursuivi était de renforcer la protection ne préférait pas la modification des droits de douane à ce moyen oblique, si préjudiciable à nos vins, employés avant tout aux coupages.

Même en France des protestations énergiques ne manquèrent pas de s'élever. Le syndicat national du commerce en gros des vins, cidres, spiritueux et liqueurs suggéra l'élé-

(8) FAUCHILLE : Traité de droit international public, T. I, 3^e partie, p. 364.

vation des tarifs et l'abrogation de la nouvelle loi. Les milieux maritimes protestèrent contre cette loi défavorable tant à la navigation qu'au commerce. Même attitude de la part des industriels qui, par la voix autorisée de M. Fougère, président de l'Association Nationale d'Expansion Economique marquèrent leur hostilité (9).

Pour les viticulteurs eux-mêmes, la nouvelle loi n'a pas donné les résultats escomptés. Le prince du Bülow dans ses mémoires écrit que, lorsque le Parlement anglais, décréta, pour se libérer de la concurrence des produits allemands sur son propre marché, que désormais les produits allemands vendus en Angleterre devaient porter la mention « Made in Germany » qu'il croyait être répulsive, ce fut la plus belle publicité qui fut effectivement donnée aux produits allemands. C'est exactement ce qui s'est passée avec les vins étrangers en France depuis l'application de la loi de 1930. Comme les vins étrangers ne pouvaient être achetés par le commerce pour que, étant mélangés avec les vins français ils soient vendus comme vins français, les importateurs étrangers ont voulu les placer directement en France. Ils ont donc offert leurs vins sur le marché français à des prix inférieurs aux prix français pour que leur écoulement fut possible. Le résultat fut que les consommateurs essayaient les vins étrangers et

(9) *La Semaine Vinicole* du 14-6-1930 publia le résumé d'une lettre de M. Fougère adressée au Ministre du Commerce que nous croyons bon d'insérer ici. « Après avoir rappelé les exportations françaises en Grèce et les importations en France, M. Fougère dit, que l'opinion des milieux exportateurs intéressés est que non seulement l'application du tarif général leur fermerait complètement le marché grec, mais encore que seul le maintien intégral des conditions tarifaires consenties en 1929 leur permettra d'éviter une régression considérable de leur chiffre d'affaires. M. Fougère termine en demandant au Ministre de saisir le Parlement des difficultés qui pourraient surgir dans les négociations et de leur demander un aménagement raisonnable de la loi du 1^{er} janvier 1930 ».

les trouvant supérieurs aux vins français, ils remplacèrent ceux-ci par ceux-là. C'est, ainsi qu'on a remarqué un accroissement des importations des vins étrangers, espagnols, en particulier, depuis l'application de la nouvelle loi. La Grèce fut, par contre, atteinte comme il résulte du chiffre de son importation en 1930. Celle-ci diminua en cette année-là de beaucoup par rapport à l'année précédente. Le résultat, donc, a été que cette loi servit de réclame à certains vins étrangers particulièrement aux vins espagnols et est allée ainsi à l'encontre des intérêts qu'elle avait voulu protéger en encourageant la consommation des vins étrangers en France aux dépens des vins indigènes.

En tenant compte de la situation créée par la loi française du 1^{er} janvier 1930 sur les vins, un *modus vivendi* fut signé le 20 mars 1930 à Athènes. En vertu de ce *modus vivendi*, la France perdait le bénéfice de réductions des droits que la Grèce avait consenties spécialement aux marchandises françaises dans l'accord du 11 mars 1929 et qui étaient énumérées dans la liste B de cet accord. Ce *modus vivendi* conclu pour une période de trois mois entra en vigueur le 1^{er} avril 1930. Il accordait à la France la clause de la nation la plus favorisée. Or, en vertu de cette clause, les droits conventionnels que la Grèce avait accordés aux pays étrangers continuaient à être applicables aux marchandises françaises. Il est vrai que pour certains articles les droits applicables étaient sensiblement supérieurs à ceux qui résultaient de la convention de 1929. C'est ainsi que les vins titrant moins de 13° paieraient 20 drachmes métalliques aux 100 kilos au lieu de 4, en fûts, et 40 au lieu de 5 en bouteilles. Néanmoins, le préjudice que la France subissait de ce changement était sans importance. Celle-ci n'avait donc aucune raison de vouloir remplacer le nouveau régime par un autre. Mais il n'en était

de même pour la Grèce dont le principal produit d'exportation en France est le vin. La nouvelle situation, tant que la loi du 1^{er} janvier continuait à subsister, ne pouvait lui donner aucune satisfaction.

Pendant l'année 1930, l'importation s'éleva à 277.932 hectolitres, chiffre inférieur à celui de 1929 (383.903 hectolitres). La diminution fut assez sensible. Le chiffre est pourtant assez satisfaisant; mais cette situation est due à la récolte de 1930 qui donna des résultats médiocres. La surproduction attendue ne s'est pas réalisée, bien au contraire, et les cours se sont élevés considérablement de 71 à 180 francs entre juin et septembre pour les vins ordinaires de 9°.

La Grèce ne pouvait donc admettre que cet état de choses se prolongeât puisque le nouveau régime assurait à la France des avantages appréciables. Les exportations françaises ne devaient, dans ces conditions, fléchir que dans une faible mesure.

En présence de cette situation la dénonciation devenait nécessaire. Cela ne faisait aucun doute depuis le relèvement des tarifs à 84 francs annoncé par la France, d'autant plus qu'il y avait pression sur le gouvernement hellénique, non seulement de la part des milieux vinicoles directement intéressés, mais aussi par les Chambres de Commerce et les Syndicats de producteurs. La dénonciation fut, en effet effectuée le 17 mars; le gouvernement hellénique en prit l'initiative. C'était là une conséquence directe de la loi du 1^{er} janvier 1930. Des négociations furent engagées entre les deux pays qui aboutirent à l'arrangement du 23 mai 1931.

V. — L'arrangement du 23 mai 1931

Deux questions particulièrement préoccupaient les négociateurs. C'était, d'abord, celle du coupage, question vitale pour la Grèce, et puis le contingent des vins admis au tarif minimum qui serait accordé à la Grèce.

La Grèce insistait sur le premier point. Elle voulait assurer à ses vins la liberté aussi grande que possible pour leur emploi en France. La France, d'autre part, n'admettait qu'une liberté restreinte. Contre un contingent annuel de 250.000 hectolitres, le gouvernement hellénique ne pouvait accorder de nouvelles réductions de tarifs au commerce français. Les négociations furent laborieuses. Le 17 avril, date jusqu'à laquelle le régime contractuel était applicable, passa sans qu'il fût possible d'aboutir. C'est à ce moment que la Grèce décida l'application du tarif général aux marchandises provenant de la France. Pour les deux pays, et surtout pour la France, la nouvelle situation faisait sentir la nécessité d'un accord qui ne tarda pas à intervenir. Le 23 mai, un arrangement fut signé à Athènes.

Par cet arrangement, le gouvernement français s'engageait à faire bénéficier les vins grecs importés en France du régime suivant. Les possibilités d'importation du marché français étaient fixées forfaitairement à 325.000 hectolitres pour une récolte égale ou supérieure à 60 millions d'hectolitres. C'est une quantité qui n'était pas fixe, mais susceptible de variations, si la récolte française était inférieure à 60 millions d'hectolitres. Le chiffre devrait s'élever d'autant plus que la récolte serait déficitaire, dans la proportion indiquée par le tableau ci-après :

	Récolte exprimée en millions d'hectolitres et comprise entre :	Accroissement supplémentaire par millions d'hectolitres
A	60 au plus et 55 au moins	10.000
B	55 au plus et 50 au moins	20.000
C	50 au plus et 45 au moins	30.000
D	45 au plus et 40 au moins	40.000
E	Au-dessous de 40	50.000

Pour l'évaluation de la récolte, on faisait entrer en compte celles de l'Algérie et de la Tunisie, cette dernière seulement pour la fraction admise en franchise. L'évaluation était faite d'après les déclarations de production pour la période écoulée sans reports des excédents non vendus les années précédentes.

En cas de mise en application de dispositions législatives comportant une restriction quelconque au libre droit des viticulteurs de disposer de tout ou partie de leur récolte — et il faut entendre par là le blocage — le contingent de 325.000 hectolitres serait réduit automatiquement, dans une proportion égale à celle imposée à l'ensemble de la récolte vinicole française. C'était là une disposition que la Commission des douanes considérait comme une heureuse innovation.

Le gouvernement grec se réservait le droit dans le cas où ces mesures diminueraient le contingent jusqu'à un chiffre inférieur à 280.000 hectolitres, de dénoncer l'arrangement après préavis de deux mois.

Le contingent ainsi fixé était admis au bénéfice du tarif réduit de 55 francs par hectolitre, tarif minimum d'après la loi du 2 mars 1928. La loi du 31 mars porta le tarif minimum à 84 francs. L'accord avec la Grèce sur la base du nouveau tarif devenait bien difficile. Le gouvernement français se fit autoriser, dans l'art. 2 de la loi du 31 mars 1931, du droit

d'accorder par décret un tarif inférieur au tarif minimum et par application d'accords commerciaux conclus ou à conclure. avec l'intention sans doute d'appliquer ce tarif aux vins italiens. L'Italie n'avait, en effet, consenti à la déconsolidation des droits frappant ses vins que moyennant concessions. On se basa sur cette disposition pour accorder aux vins grecs, dans la limite du contingent, le tarif réduit de 55 francs par hectolitre, tarif dont la Grèce était seule à bénéficier avec l'Italie.

En dehors du contingent, la Grèce pouvait importer n'importe quelle quantité au tarif minimum résultant de la loi du 31 mars 1931, soit 84 francs par hectolitre.

En ce qui concerne le coupage, l'arrangement contient l'engagement du gouvernement français de « prendre toutes dispositions utiles pour que soit autorisée, à partir de la ratification de l'arrangement, l'importation des vins grecs, blancs et rosés destinés à être mis en vente après mélange avec du vin français à la condition que les dits vins titrent au maximum 12 degrés d'alcool et que sous le contrôle de la régie, ils soient coupés avec des vins français titrant au moins 8°. La proportion des vins français dans le mélange ne devra pas être inférieure à 30 p. 100 et le vin de coupage obtenu devra présenter une somme d'alcool d'acide fixe au moins égale à 13 ». Si la France accordait à d'autres puissances une autorisation analogue pour les vins rouges, la Grèce bénéficierait également des avantages qui leur seraient accordés.

Pour les moûts, l'importation pourrait être faite sur le contingent précédemment déterminé, dans une proportion annuellement fixée sur les indications du gouvernement grec et dans la limite du contingent. Ils étaient admis aux mêmes droits que les vins contingentés, soit 55 francs.

La France obtenait, en revanche, les réductions tarifaires

de l'accord de 1929 que la Grèce lui avait retirées par le modus vivendi de 1930.

Le régime obtenu pour les vins grecs était satisfaisant en son ensemble. Le chiffre du contingent était suffisant pour nos importations en France (10). Certes, le régime n'était pas si favorable que celui de l'accord de 1929. Avec celui-ci nos vins étaient soumis au tarif de 55 francs par hectolitre sans aucune limite. Avec le nouveau, le même régime fut appliqué mais dans la limite du contingent. Etant donné que la France avait par la loi de 1931 modifié ses tarifs en élevant le tarif minimum à 84 francs, il est certain que l'avantage obtenu, dans les nouvelles conditions était très appréciable pour la Grèce. Celle-ci obtenait le régime le plus satisfaisant de tous les pays viticoles. En effet, les vins espagnols qui ne pouvaient être importés que dans la limite d'un contingent de 1.800.000 hectolitres étaient soumis au tarif minimum de 84 francs. Seuls les vins italiens bénéficiaient du tarif réduit de 55 francs, mais dans la limite d'un contingent de 250.000 hectolitres, inférieur au contingent obtenu par la Grèce. Si le nouveau régime donnait satisfaction à la Grèce, il n'en était pas moins satisfaisant pour la France. Une rupture serait certainement plus préjudiciable à celle-ci qu'à notre pays. Cependant les milieux viticoles français ne cachèrent point leur mécontentement contre le nouvel accord. Les critiques ne manquèrent pas de leur part. Cet arrangement leur paraissait ne tenir aucun compte de la loi de 1931 qui avait relevé les droits à 84 francs. La critique était d'autant plus vive que la Grèce avait obtenu la consolidation du tarif de 55 francs. D'autre part ils trouvaient exagéré le contingent accordé à la Grèce. En ce qui concerne le coupage, ils reprochaient à cet

(10) L'importation ne s'éleva en 1931 qu'à 179.149 hectolitres.

accord de porter atteinte à la loi du 1^{er} janvier 1930. Aussi, croyant que les intérêts de la viticulture avaient été sacrifiés, ils invitaient les parlementaires à ne pas en autoriser la ratification lorsque l'arrangement viendrait devant le Parlement.

Devant la Chambre le gouvernement obtint l'autorisation de ratifier, par un procédé régulier, mais qui souleva de vives critiques. Cette question, en effet, n'a pas figuré dans l'ordre du jour.

Devant le Sénat, des sénateurs prirent la parole pour critiquer l'arrangement. Leurs critiques portèrent sur le chiffre du contingent et sur le tarif de 55 francs. C'est le ministre du Commerce, M. Rollin qui y répondit très éloquemment.

Voici certains passages de son discours : « Nous accordons à la Grèce un contingent de 325.000 hectolitres. On a parlé tout à l'heure de solidarité; je crois que la viticulture doit montrer également qu'elle est solidaire de toutes les autres productions de ce pays, qu'elle ne peut pas s'isoler de l'économie générale. Récemment à cette tribune, M. Raynaldy dénonçait et déplorait avec une grande éloquence le déficit de notre balance commerciale. Le déficit, en effet, est grave et doit retenir notre attention à tous. Or, voilà un des très rares pays, la Grèce, avec lequel, notre balance commerciale est excédentaire; elle l'est d'environ 200 millions. Je dois dire au Sénat que si l'accord qui lui est actuellement soumis n'était pas ratifié avec sa modification qu'il comporte de la loi sur le coupage des vins, l'accord serait immédiatement caduc. Ce serait le conflit économique. Nous fermerions à l'exportation française un marché où elle envoie pour près d'un demi milliard de francs de marchandises et qui nous donne, je le répète, 200 millions d'excédent. Il n'est pas possible de prendre une telle mesure ».

Le Sénat ayant consenti à son tour, l'autorisation à ratifier l'arrangement était acquise.

Dans cet arrangement, il y avait des dispositions qui allaient à l'encontre de lois existantes. Certains ajustements donc, durent être apportés à la législation sur les vins pour que l'arrangement pût entrer définitivement en vigueur.

Ces ajustements nécessaires furent au nombre de deux.

a) L'extension aux moûts des dispositions de l'art. 2 de la loi du 31 mars 1931. Celle-ci autorisait le gouvernement dans certaines conditions nettement spécifiées et dans la limite des contingents à des réductions de droits ne pouvant en aucun cas ramener la taxe exigible au-dessous des droits fixés par la loi du 2 mars 1928, mais seulement pour les vins ordinaires. Pour les moûts, le tarif minimum était de 84 fr., ils ne pouvaient bénéficier du tarif de 55 francs, inférieur au tarif minimum, qu'en vertu d'une loi. C'est pour cette raison qu'une loi fut nécessaire.

b) Les dispositions de l'arrangement concernant le coupage de vins français avec les vins étrangers allaient à l'encontre de l'art. 4 de la loi de 1930 qui prohibait le coupage des vins français avec les vins étrangers.

Ce fut l'objet de la loi du 11 juillet 1931, qui autorisait le gouvernement d'accorder, par application d'accords commerciaux conclus, un tarif inférieur au tarif minimum sans pouvoir descendre au-dessous de 55 francs. Elle autorisait aussi le coupage sous certaines conditions.

A la suite de la loi du 11 juillet 1931, le décret du 2 août de la même année a précisé les conditions suivant lesquelles le coupage aurait lieu.

Le décret du 7 septembre 1931 a permis le coupage des vins français avec les vins grecs conformément aux condi-

tions imposées par la loi du 11 juillet 1931 et du décret du 2 août 1931.

Les avantages obtenus ont subi une autre atteinte résultant de l'application du blocage, autre restriction qui apparaît pendant cette période. On peut discuter sur les défauts et les mérites de cette mesure au point de vue intérieur. Ce qui nous intéresse ici, c'est sa répercussion sur nos vins. Le décret du 19 décembre 1931, pris en vertu de l'art. 7 de la loi du 4 juillet 1931, a fixé les quantités de vins que les vificulteurs visés étaient tenus de conserver à la propriété, soit :

7 % lorsque la récolte est comprise entre 400 et 1.000 hectolitres.

9 % lorsque la récolte est comprise entre 1.001 et 5.000 hectolitres.

Et, ainsi proportionnellement, suivant les tranches supérieures lorsque la récolte dépasse 5.000 hectolitres.

L'art. 3 de ce décret a ainsi fixé les quantités de vins en provenance de l'étranger que les importateurs devaient conserver en leur possession et représenter à toute réquisition jusqu'au 30 septembre 1932.

7 % pour les importations comprises entre 400 et 1.000 hectolitres.

9 % pour les importations comprises entre 1.001 et 5.000 hectolitres.

11 % pour les importations comprises entre 5.001 et 10.000 hectolitres.

13 % pour les importations comprises entre 10.001 et 20.000 hectolitres.

15 % pour les importations comprises entre 20.001 et 50.000 hectolitres.

17 % pour les importations dépassant 50.000 hectolitres.

VI, — Appréciation d'ensemble

Le régime appliqué à nos vins pendant cette période apparaît comme étant critiquable sur plusieurs points de vue. En ce qui concerne les restrictions, autres que celles résultant des tarifs, nous en avons vu plusieurs au cours de cette période : restrictions en cas de blocage, contingents, interdiction du coupage ; il ne s'agit là que de certaines formes du protectionnisme qui ne peuvent que constituer un obstacle au développement des échanges internationaux. Mais l'application de chacune de ces mesures n'a pas toujours présenté les mêmes inconvénients, en ce qui concerne l'importation de nos vins.

Le blocage par l'immobilisation d'une quantité de vins qu'il imposait, constituait une restriction assez gênante à notre importation.

L'inconvénient qui résulta des contingents ne nous paraît pas bien grave. Le contingent de 1924 était certes insuffisant, mais celui de 1926 augmenté de ceux qui l'ont suivi furent assez larges. La convention de 1929 supprima le contingent. Il réapparut en 1931, mais seulement pour les vins importés au tarif réduit. Son chiffre correspondait, à peu près, aux possibilités de notre exportation en France. Nous devons sans doute cette faveur au fait que la balance commerciale laissait à la France des excédents considérables. Ces excédents ont, en effet, dépassé le plus souvent, les 300 millions de francs annuellement et la proportion était d'habitude de 1 pour les importations grecques en France contre 3 pour les exportations que la France faisait en Grèce, ayant même atteint 1 contre 5 en 1925 (78.984 importations en France, 428.375 exportations de France). Cela a permis à nos gouvernements de se montrer plus fermes et d'obtenir ainsi

des contingents satisfaisants. Il faut, d'ailleurs, signaler que cet avantage quelquefois ne fut possible qu'aux dépens d'autres articles de notre exportation. Ainsi, l'élargissement du contingent en 1926 fut accompagné de l'abandon de la clause de la nation la plus favorisée.

Par contre, l'interdiction du coupage nous paraît plus grave. Mais sur ce point, nous avons obtenu un régime de liberté relative.

En ce qui concerne les tarifs, ils ont présenté un double inconvénient. Leur taux était élevé; il permettait pourtant l'importation de nos vins. Il faut y ajouter leurs fréquents changements. A l'instabilité tarifaire, on doit joindre l'instabilité des accords conclus. Cela n'est guère favorable aux échanges, lesquels pour se développer ont besoin d'une certaine stabilité. Le provisoire et l'incertain, en effet, ne peuvent que les paralyser.

Néanmoins, malgré tous ces inconvénients, il faut signaler que le régime que nous avons pu obtenir fut le plus souvent plus avantageux que celui obtenu par les autres pays importateurs de vins en France.

Nous croyons utile avant de terminer ce chapitre de donner deux tableaux, l'un indiquant les droits et les contingents appliqués à nos vins pendant cette période et l'autre, les importations de nos vins avec les chiffres concernant l'importation des produits grecs en France et l'exportation des produits français en Grèce.

DATES	TARIFS	
29 février 1924 11 septembre 1926	30 fr., tarif intermédiaire, dans la limite du contingent de 200.000 hectolitres. Tarif consolidé	Quantité dépassant les 200.000 hectol : tarif général
11 septembre 1926 2 mars 1928	42 fr., tarif minimum, dans la limite du contingent de 250.000 hectolitres auquel il faut ajouter le contingent supplémentaire du 8-7-1927	Quantité dépassant le contingent : tarif général
2 mars 1928 7 avril 1929	55 fr., tarif minimum, dans la limite du contingent de 250 000 hectolitres et du contingent supplémentaire du 11-7-1928.	Quantité dépassant le contingent : tarif général
1 ^{er} avril 1929 17 avril 1931	55 fr., tarif minimum, sans limite et avec le bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée.	
17 avril 1931 2 juin 1931	Tarif général.	
2 juin 1931 30 mars 1932	55 fr., tarif réduit dans la limite du contingent de 325.000 hectolitres. Tarif consolidé	Quantité dépassant le contingent : tarif minimum de 84 fr.

Année	IMPORTATION DES VINS		Importations totales en milliers de francs	Exportations en milliers de francs
	Quantité en hectolitres	Valeur en milliers de francs		
1924	108.685	11.240	50,983	357.404
1925	201.428	21.586	78.984	428.375
1926	401.206	52.897	156.070	481.146
1927	335.835	66.875	134.153	398.252
1928	172.337	33,634	115.237	457.894
1929	383.903	44.763	116.954	421.836
1930	277.938	28.161	92,664	266 732
1931	179.149	21.893	101.699	200.845

CHAPITRE V

Le régime découlant de l'avenant du 7 mars 1932

L'arrangement du 23 mai 1931 n'eut le temps d'être appliqué que pendant une période bien courte. Le régime en découlant fut remplacé par le régime de l'avenant à cet arrangement signé à Paris le 7 mars 1932. Ainsi au régime, que nous avons précédemment décrit, en succédait un autre plus restrictif. En vertu de cet avenant, un tarif bien plus élevé que celui précédemment en vigueur, devient applicable aux vins grecs. Même en tenant compte de la dévalorisation du franc, les vins sont soumis à des droits sensiblement plus élevés que ceux d'avant-guerre. Certes, les contingents accordés sont très larges, mais cela ne présente aucun intérêt puisque le taux des droits est exorbitant.

I. — Le changement se rattache à une politique de la France tendant d'exclure de plus en plus les vins étrangers de son marché ou ne les admettre que comme un complément de la production nationale.

Nous avons vu comment elle éleva les tarifs par la loi du 31 mars 1931 portant le tarif minimum à 84 francs. Un peu plus tard par le décret du mois d'août 1931, elle appliqua le contingentement. La France avait été et est encore le premier pays producteur de vins. Mais sa consommation est

considérable. Elle s'élève, en effet, à environ 150 hectolitres par tête d'habitant.

Le marché français absorbe de grandes quantités de vins étrangers dans les années de mauvaise récolte. L'utilité des importations est certaine dans ces années-là, parce qu'on évite une hausse exagérée des cours. Mais, depuis quelque temps, nous assistons à une période de crise viticole mondiale. Le déséquilibre entre la capacité de production et la capacité de consommation est pour peu de produits aussi inquiétante que pour les vins. Nous assistons, en effet, à une surproduction et à une sous-consommation du vin. Surproduction qui est due à l'extension du vignoble. Depuis 1900 jusqu'à 1929, l'augmentation est de 246.000 hectares pour l'Europe, de 116.000 hectares pour l'Afrique, de 127.000 hectares pour l'Amérique du Sud et l'Australie, soit un total de 489.000 hectares dans tout le monde pendant la dite période. En deuxième lieu, l'augmentation du rendement à l'hectare, du vignoble mondial; en Europe le rendement à l'hectare était de 19 hectolitres 7 pour la période de 1909 à 1913; il a passé à 25 hectolitres en 1929. En Afrique, de 35 hectol. 4 pour la période de 1909 à 1913, il a passé à 50, 6 en 1929. En Amérique du Sud, de 37,47 pour 1909 à 1913, à 45,9 en 1928. En Australie, de 10 hectolitres pour la période de 1909 à 1913, le rendement a passé à 17,5 en 1928. La production du vin a augmenté de 34 millions d'hectolitres. De 150 millions d'hectolitres de 1900 à 1909, elle a atteint 184 millions en 1929. La diminution de la consommation, d'autre part, est nette. De même, les importations de tous les pays ont diminué. L'augmentation de la production est due aux progrès techniques de la culture et de la vinification, au développement de la coopération et du syndicalisme viticoles propageant les meilleures méthodes et utilisant les sous-produits de la vigne, à l'emploi

d'hybrides gros producteurs remplaçant les cépages anciens, à la descente de la vigne des côteaux dans les plaines et les sables où le rendement est bien plus considérable, enfin et surtout, aux plantations nouvelles dans tous les pays viticoles. La sous-consommation, d'autre part, est due, surtout, à la concurrence faite aux vins par les autres boissons et aux difficultés économiques de l'heure présente. (1)

La France n'est pas restée étrangère à cette situation générale. Elle a été atteinte comme les autres pays viticoles et pour les mêmes raisons.

En présence de cette situation voici les mesures que la France a prises :

La distillation des vins en excédent pour la revalorisation des vins à livrer au commerce.

L'augmentation de la ration du vin de troupes et des Ecoles de l'Etat.

La suppression de la taxe sur le chiffre d'affaires et réduction des impôts et taxes sur le vin.

La surveillance des prix de vente aux consommateurs et mesures sévères contre les prix exagérés.

La répression de la fraude.

L'assainissement du marché par l'application stricte des lois existantes, l'interdiction des vins d'hybrides réservés à la consommation familiale par la limitation du degré au-dessous duquel le vin ne pourra être mis en circulation, par l'interdiction du sucrage des vins de diffusion et de deuxième cuvée, par une taxe progressive sur des rendements exagérés.

Le contrôle de la production et l'établissement des cuiviers vinicoles sous la surveillance des agents de l'Etat.

(1) Cf. DOUARCHE : « La crise viticole mondiale ».

La réorganisation et le renforcement du service des fraudes et des laboratoires.

Une réduction des charges qui pèsent sur le vin, notamment des frais de transport et de circulation et des droits d'octroi.

L'organisation d'une propagande soutenue en faveur du vin et création d'un organisme spécial pourvu de fonds dont l'emploi servirait à activer la consommation.

Le développement de la consommation du vin sur les marchés étrangers.

L'organisation du marché national. (2)

A toutes ces mesures il faut ajouter le relèvement des tarifs douaniers sur les vins étrangers et plusieurs autres mesures restrictives. C'est à cette politique de la France qu'il faut rattacher le relèvement des droits frappant les vins grecs en vertu du dernier accord.

II. — Le gouvernement français s'est basé sur l'accord entre les deux pays qui prévoyait des conversations au cas où l'une des deux parties pourrait se plaindre des mesures légales susceptibles de gêner les échanges. En l'occurrence, la France se basait sur le contrôle des devises établi en Grèce qui entravait son exportaion.

Les négociations aboutirent à l'avenant signé à Paris, le 7 mars 1932, qui apporta des ajustements du statut commercial franco-hellénique résultant de la convention de 1929 et de l'arrangement de 1931.

Les changements apportés sont particulièrement importants en ce qui concerne les vins.

En vertu de l'arrangement de 1931, la Grèce avait droit

(2) « La crise viticole mondiale ». DOUARCHE.

à un contingent de 325.000 hectolitres au tarif réduit de 55 francs. Par le nouvel accord, la Grèce a renoncé à cet avantage. Désormais, ce ne sera pas le droit réduit de 55 francs par hectolitre, mais le droit minimum de 84 francs, qui sera applicable aux vins grecs. Le tarif de 84 francs n'est pas nouveau, les vins dépassant le contingent de 325.000 hectolitres en vertu de l'arrangement de 1931 y étaient soumis. Mais, en réalité, il ne s'appliquait pas à nos vins, puisque le contingent de 325.000 hectolitres ne pouvait être dépassé que rarement. Il faut remarquer qu'il n'y a pas de consolidation des droits, l'accord n'accordant que le tarif minimum. C'est là un résultat dû aux critiques vives adressées aux consolidations pendant la toute récente période, qui se caractérise par plusieurs déconsolidations de droits. La même remarque peut être faite pour le tarif inférieur au tarif minimum. Contre celui-ci la réaction fut aussi vive.

Les quantités importées ne peuvent avoir lieu que dans certaines limites. L'accord prévoit, en effet, un contingent mensuel de 40.000 hectolitres de vin et moûts; les quantités non importées au cours de chaque mois pouvant être reportées sur les mois suivants. C'est là une disposition restrictive sans aucune importance pour les vins grecs et sans aucune raison d'être pour la viticulture française. En réalité, les importations de nos vins qui atteignaient un chiffre inférieur à ce contingent avec les tarifs douaniers beaucoup plus favorables ne doivent être que bien moindres avec le tarif de 84 francs.

L'accord a prévu, pour tenir compte des contrats en cours, l'admission en France au bénéfice du droit de 55 fr. une quantité de 50.000 hectolitres de moûts et de 10.000 hectolitres de vins. Mais ces quantités ne pouvaient être importées que jusqu'au 1^{er} août 1932. Dans ces conditions, la Grèce

a pu bénéficier jusqu'à cette date du tarif réduit de 55 francs par hectolitre et elle a été la seule à en avoir bénéficié jusqu'à cette date. En effet, à partir du 1^{er} août 1932, le tarif minimum de 84 francs prévu par la loi du 31 mars 1931 est le tarif le plus bas que la France accorde.

C'est par le décret du 25 mars 1932 que l'avenant du 7 mars 1932 à l'arrangement commercial du 23 mai 1931 a été rendu applicable à dater du 30 mars 1932, jusqu'au 1^{er} novembre 1932. Si jusqu'à cette date un arrangement définitif n'est pas intervenu entre les deux pays, le nouveau régime sera prorogé par tacite reconduction avec faculté pour les deux parties contractantes de la dénoncer moyennant un préavis d'un mois.

Le gouvernement hellénique en échange du régime restrictif qui était imposé à ses vins obtenait dans les lettres annexes à l'avenant, l'engagement de la part du gouvernement français de recommander au service de l'exploitation industrielle des tabacs de faire appel aux fournitures de tabac grec pour des quantités représentant une somme de 49 millions de francs, au cours de la campagne qui allait s'ouvrir, c'est-à-dire à partir du mois de juin 1932 et jusqu'au mois de juin 1933. Ainsi était compensé l'inconvénient pour l'économie nationale hellénique résultant des restrictions imposées à nos vins. Nous observerons que cette mesure est satisfaisante, nos tabacs occupant une place aussi importante que les vins dans notre économie nationale et ayant besoin d'être exportés comme les vins.

III. — A partir du 1^{er} août 1932, c'est le nouveau tarif de 84 francs que les vins grecs importés en France doivent acquitter. Il nous paraît très élevé et prohibitif pour les importations de vins grecs en France. La Grèce ne conserve

qu'un seul espoir de pouvoir importer ses vins : l'élévation des cours en France. Nos importations ne seront possibles que si les cours atteignent au moins 15 francs par degré et par hectolitre. Si les prix descendent au niveau de 11-12 fr., nos importations deviennent tout à fait impossibles.

Voici à l'appui de notre assertion, le montant des frais dont est grevé un hectolitre de vin grec jusqu'à son arrivée en France, après dédouanement (3).

Frêt de Grèce à Cette (principal port d'importation)	9 fr.
Décharge	4 " 05
Assurance	1 " 15
Commission	3 "
Imprévus	1 "
Coulage 3 %	2 " 01
Depuis la propriété (Grèce) jusqu'à fob, sur le ba-	
teau, le coût d'un hectolitre	80 "
Droits de douane	84 "

Donc, coût total 184 fr. 20

Il en résulte que nous n'avons pas beaucoup d'espoir de pouvoir importer en France que si les vins y sont vendus à un cours élevé. Autrement, nos importations seront nulles, le nouveau tarif étant trop élevé.

Avec l'application du tarif de 55 francs, la Grèce a pu exporter presque tout le contingent qui lui avait été concédé jusqu'au 1^{er} août 1932. Quelle va être l'influence du tarif de 84 francs, généralisé à partir du 1^{er} août, sur les importations de nos vins ? Nous avons donné précédemment un tableau indiquant les frais qui grèvent nos vins jusqu'à l'arrivée en France. L'augmentation des droits de douane de 29 francs

(3) Nous devons ces chiffres à l'obligeance de M. SAMARAKIS, représentant du Comptoir Central du raisin de Corinthe à Paris, délégué de la Grèce à l'O. I. V., qui a eu l'amabilité de nous les communiquer.

par hectolitre (84 francs au lieu de 55 francs) constitue une aggravation très sensible de la protection. Jusqu'à présent, nous ne connaissons que les chiffres concernant l'importation pendant le mois d'août, seuls publiés par les statistiques. Quant aux mois de septembre et d'octobre, nous avons pu nous renseigner. Pendant cette période, l'importation est satisfaisante, malgré le tarif de 84 francs seul en vigueur depuis le 1^{er} août. C'est là un résultat dû surtout à la situation exceptionnelle de la Grèce où la crise est extrêmement grave. Un autre facteur qui a déterminé ce résultat fut le cours élevé auquel furent vendus les vins en France pendant cette période.

En ce qui concerne le coupage, nous n'avons rien à ajouter ici. L'avenant du 7 mars 1932 n'a pas touché aux dispositions relatives qui doivent continuer à s'appliquer. Ces dispositions nous les avons exposées dans le précédent chapitre, et nous n'avons pas à y revenir ici. Signalons seulement que la Grèce n'est plus la seule à avoir obtenu une certaine liberté. Le Portugal, en vertu de l'accord du 12 juillet, a obtenu la même faveur.

De même le blocage continue à avoir pour conséquence une restriction en ce qui concerne nos importations. Ainsi le décret du 22 juillet 1932 édictant le blocage prévisionnel d'une partie de la récolte de 1932 doit entraîner une restriction analogue sur nos importations.

Ce régime n'est pas moins avantageux que celui obtenu par les autres pays viticoles. Les vins italiens sont soumis au tarif général. Les vins espagnols qui bénéficient du tarif minimum ne peuvent pas être employés pour les coupages. Le Portugal obtint le même régime que nous en ce qui concerne le coupage et le tarif mais l'importation à ce tarif ne peut être

faite que dans la limite d'un contingent de 150.000 hectolitres, bien inférieur au contingent obtenu par notre pays.

Il faut constater, aussi, l'élargissement du contingent, qui, comme nous l'avons dit, ne constitue pas actuellement un obstacle à l'importation de nos vins. Cela peut être considéré comme un heureux commencement d'une atténuation des restrictions.

En ce qui concerne les tabacs, il convient de remarquer, qu'au cours des trois premiers mois de la période allant du 1^{er} juin 1932 au 1^{er} juin 1933, la France ne nous acheta qu'une quantité dont la valeur s'éleva à 2.429 milliers de francs, contre les quantités, représentant une somme de 49 millions de francs, pour lesquelles le gouvernement français s'engagea de recommander l'achat au service de l'exploitation industrielle des tabacs.

IV. — Le nouveau régime intervient à un moment où les exportations de nos vins subissent un recul appréciable. Dans tous les pays où la Grèce exportait ses vins, la diminution par rapport aux années antérieures est bien marquée. Tous les Etats ont élevé leurs tarifs à des niveaux infranchissables. La crise économique d'autre part, a diminué leur pouvoir d'achat. Mais, pour une grande part, cette diminution est due à la concurrence des vins des autres pays producteurs vendus à des prix dérisoires, tandis que les vins grecs ne sont cédés qu'à un prix suffisamment rémunérateur sans lequel nos vins prennent le chemin de la distillerie.

Il n'est nullement douteux que la viticulture hellénique se trouve en présence d'une situation difficile. C'est d'ailleurs là un fait qui ne lui est pas spécial ; le commerce du vin traverse dans tout le monde une période critique. Tout y participe : prohibition dans certains pays, tendance à la prohibition dans d'autres, taxes intérieures et tarifs douaniers, concurrence d'autres boissons, etc...

C'est en présence de cette situation que le gouvernement hellénique a pris un certain nombre de mesures. Nous en signalons quelques-unes de celles énumérées par M. Charilaos dans son discours à la séance d'ouverture de la dernière Conférence Internationale du Vin (4).

« Interdiction de nouvelles plantations par l'imposition d'une redevance en faveur d'une caisse des viticulteurs. Cette redevance s'élève actuellement à 33.000 francs par hectare.

Institution d'une prime d'arrachage variant suivant la valeur du vignoble, de 7.500 à 10.000 francs par hectare de vigne arrachée et cela afin de faciliter le changement de culture.

Interdiction de fabrication d'alcools autres que ceux provenant de la vigne.

Création d'organismes spéciaux tant pour favoriser la vente à l'intérieur du pays et de l'exportation des raisins de table, que pour faciliter l'exportation des vins eux-mêmes.

Construction des installations nécessaires pour la vinification et la distillation pour lesquelles 375 millions de francs environ ont été dépensés.

Réduction de 20 % des droits de consommation sur les eaux-de-vie provenant de la distillation des vins et de 17 à 25 % sur les alcools de marcs ».

Le nouveau régime est donc un régime inspiré d'un protectionnisme accentué, ne laissant qu'une place minime à l'échange, cependant si profitable à tous les Etats. Ce n'est là qu'un aspect de la politique générale à l'heure actuelle, tendant à l'autarchie et restreignant de plus en plus les échanges internationaux, politique qui a été dénoncée par tous les esprits avertis, mais à laquelle malheureusement beaucoup

(4) V. Actes de la Conférence internationale du vin, p. 27.

d'Etats sont poussés, le plus souvent par des intérêts égoïstes.

Le retour à un régime plus libéral laissant place aux échanges internationaux paralysés à l'heure actuelle s'impose. Il est désirable que le régime actuel soit modifié. Mais dans quel sens et de quelle manière ?

Nous exposerons nos vues sur ce point dans notre dernier chapitre. Etant donné le rôle du protectionnisme viticole à l'établissement du régime actuel, nous lui consacrerons le chapitre suivant.

CHAPITRE VI

Le Protectionnisme et la Viticulture

Il est incontestable qu'en ce qui concerne le régime économique du vin, la France s'est engagée dans une politique de protectionnisme. S'il s'agit-là d'un résultat dû à l'évolution du régime économique de tous les pays dans ce sens, il n'est nullement douteux que la force toute particulière de la viticulture française explique aussi le succès du protectionnisme viticole.

Indiscutablement, le protectionnisme érigé en système économique universel va à l'encontre de l'intérêt général de tous les pays. Serait-il exact de dire qu'il est profitable à la viticulture ? Le soulagement qu'il lui a apporté au cours de certaines périodes difficiles doit-il nous amener à conclure en sa faveur ? Nous ne le croyons pas. Cependant, nous n'allons pas jusqu'à conclure à l'adoption d'un système libre-échangiste unilatéral. Nous reconnaissons tous les dangers qui y seraient inhérents, en particulier à l'heure actuelle. Mais il ne nous semble pas qu'un Etat, invoquant le protectionnisme des autres, puisse raisonnablement s'engager dans une politique semblable. Il ne doit pas imiter les autres et si la protection qu'il s'est assurée est suffisante, il doit s'arrêter là.

Nous allons voir quels sont les inconvénients du protectionnisme viticole en France. Mais nous n'avons pas l'intention d'envisager seuls les mauvais aspects du protectionnisme

viticole français; nous nous proposons au contraire une critique générale.

I. — Nous ne nous étendrons pas sur les défauts du protectionnisme et les mérites du libre-échange. Les économistes les plus distingués ont brillamment exposé les avantages qui résulteraient pour tout le monde d'un régime libre-échangiste. Dans chaque ouvrage d'économie politique on trouve des développements relatifs à cette question. Nous nous contenterons, donc, de les signaler. Par le protectionnisme, le consommateur se trouve forcément sacrifié puisqu'il en résulte une cherté de vie, conséquence d'une augmentation des droits. Le protectionnisme engendre des conflits permanents et insolubles entre les diverses branches de la production. Il est de plus un obstacle au renouvellement de l'outillage et des procédés de la production nationale en endormant les industries dans la sécurité que leur crée la suppression de la concurrence extérieure. Il est en contradiction avec les efforts que font les peuples pour faciliter les communications. Le protectionnisme est enfin une des causes de conflits internationaux. Au contraire, avec un système libre-échangiste, les avantages résultant de la division du travail sont immenses.

L'après-guerre a amené une recrudescence de protectionnisme. La crise économique sévissant universellement a poussé tous les Etats dans la voie de la protection douanière et à l'heure actuelle, à force de relèvement des droits, de prohibitions et de contingents, à force aussi de multiplier les entraves indirectes, on est arrivé au point où chaque pays n'est pas loin de vivre sur lui-même. Mais le danger des autarchies, régime étouffant est indéniable. Tous les Etats sont obligés de se rendre compte que pour voir renaître la prospérité, ils doivent réagir contre ce régime désastreux.

Les restrictions ont amené une diminution particulièrement importante des échanges internationaux. On a cru plus profitable d'empêcher l'importation que de développer l'exportation. Mais cette politique est déplorable, car si l'importation baisse à la suite de la protection douanière, c'est la consommation qui diminue à cause du renchérissement des marchandises. Au contraire, l'augmentation de l'exportation permet l'augmentation de l'importation et du revenu national dans la même mesure. Même un pays à territoire très étendu ne pourrait pas se suffire par suite du développement extrême des besoins. Restreindre les importations des autres, c'est les amener à prendre des mesures contre leurs propres importations. Il en résulte un régime d'autarchie que nous ne pouvons que condamner.

Ce régime plein d'inconvénients pour les grands Etats, l'est beaucoup plus encore pour les petits. En effet, les premiers peuvent profiter, dans une certaine mesure, des avantages du libre-échange; mais, pour les petits pays, comme le nôtre, les maux inhérents au protectionnisme sont plus accentués. Les inconvénients du protectionnisme, en ce qui concerne notre pays, ne sont pas seulement ceux résultant du défaut de la division du travail, possible dans une certaine mesure pour les grands Etats. Nous sommes un pays à marine marchande très développée et il est évident qu'un régime économique libéral, multipliant les échanges entre Etats donnerait un essor considérable à notre marine marchande. D'autre part, nous sommes dans une situation de dépendance économique plus étroite que beaucoup d'autres Etats et sous un régime ultra-protectionniste nous serions obligés de réduire de beaucoup le train de notre vie. Certes, nous ne souhaitons pas un régime libéral unilatéral dans les conditions actuelles. Mais, lorsque les autres pays se décideront à agir

dans ce sens, alors, la Grèce devra renoncer à protéger ses productions qui ne pourraient plus faire face à la concurrence étrangère. Pour nos vins, spécialement, le changement économique dans un sens libéral serait particulièrement à désirer. Il nous suffit, pour s'en rendre compte, de signaler qu'ils sont un produit d'exportation, par excellence, et qu'un régime libéral qui ferait disparaître les entraves aux importations, ne pourrait lui être que très avantageux.

Voyons maintenant comment le protectionnisme se présente dans ses rapports avec la viticulture en France

II. — Il y a plusieurs inconvénients du protectionnisme viticole en France. Le protectionnisme n'est étranger ni à la surproduction, ni à la diminution des exportations ni à la diminution de la consommation.

Ce régime qui a l'heur de plaire tant aux viticulteurs, ne leur a pas toujours été profitable; il s'est même tourné contre la viticulture qu'on a entendu protéger par des tarifs élevés. La protection de 1899 non seulement n'a pas été avantageuse pour la viticulture française mais, au contraire, elle a eu, pour conséquence directe, la crise connue sous le nom de « crise de mévente ». Le relèvement de la barrière douanière donna lieu à une surproduction désastreuse. D'ailleurs, il est certain que l'augmentation récente de la production est due encore dans une très grande part à la protection douanière (1).

(1) La superficie des vignes françaises en production, exploitées par les viticulteurs ayant fait la déclaration de leur récolte est de 1.440.333 hectares en 1931, chiffre supérieur de 38.314 hectares à celui de l'année précédente. Il est bon de constater que cet accroissement de la superficie cultivée, qui détermina une augmentation de la production (57.457.916 hectolitres en 1931 contre 42.011.074 en 1930, soit une augmentation de 15.446.842 hectolitres), coïncide avec le relèvement des droits de douane par la loi du 31 mars 1931. La loi du 4 juillet 1931 qui interdit les nouvelles plantations, ne concerne que les grandes cultures, les plantations d'une certaine étendue restant toujours possibles.

Une autre conséquence fâcheuse fut la diminution sensible des exportations. Tandis que, jusqu'en 1913, ces dernières ne furent pas inférieures à deux millions d'hectolitres, en 1931, elles ne s'élevèrent guère qu'à 819.000 hectolitres. C'est là un problème d'une grande importance pour la France qui a besoin d'exporter à n'importe quel moment. L'exportation des vins français nécessaire dans les périodes de surproduction est indispensable dans toute période pour les grands vins, qui, vu leurs prix élevés ne peuvent être tous consommés en France.

Bien qu'étant le principal producteur, la France importe des vins de l'étranger en quantités supérieures à celles exportées. N'aurait-elle pas un avantage, dans ces conditions, à fermer ses portes à toute importation ? Ce serait là une solution qui, croyons-nous, irait à l'encontre de l'intérêt général. La France est certainement un grand pays ; mais, même avec ses protectorats et colonies, elle ne pourrait s'isoler du reste du monde et vivre sur elle-même. L'exportation est pour elle une question vitale et si les marchés étrangers lui étaient fermés complètement, ce serait là un désastre. Or, l'exclusion complète des vins étrangers de son marché serait suivie de représailles et de mesures identiques contre les produits français. Les Etats viticoles ne consentiraient plus à les acheter si leurs vins étaient exclus du marché français, et, il est de toute évidence, que toute restriction d'exportations par le chômage qui en résulterait, amènerait une diminution de la consommation du vin. La viticulture n'aurait ainsi rien à gagner. D'ailleurs, une telle politique généralisée risquerait d'arrêter les courants commerciaux internationaux et nous ferait revenir à une période économique primitive.

Le déclin du commerce d'exportation des vins français est, donc, certain. Il ne paraît pas qu'il y ait là un défaut de

qualité de vins français ou un manque d'initiative du commerce. Il s'agit, avant tout, d'un résultat du protectionnisme qui, sous forme de tarifs et d'autres mesures restrictives, a eu pour conséquence de faire progresser la viticulture dans d'autres pays ou de diminuer la consommation au profit d'autres boissons ou même encore de pousser à l'abstention. Mais comment expliquer le fait que d'autres pays maintiennent leur position ou voient leurs exportations de vins augmenter ? Des tarifs de transport exceptionnellement bas consentis par certains pays à l'exportation de leurs vins, des droits de circulation diminués, des primes, des frêts meilleur marché pour le transport des vins étrangers ne l'expliquent qu'en partie. On peut se demander aussi si les prix de revient ne sont pas plus élevés en France. Si cela est une cause de la crise des exportations françaises, comment nier la responsabilité du protectionnisme ? En effet, ce régime ne permet pas la compression des prix de revient, puisque le producteur national se trouve à l'abri de la concurrence étrangère. Il faut aussi ajouter, que la protection douanière des vins français est une cause de ce déclin, puisque les vins étrangers qui ne peuvent entrer en France concurrencent les vins français sur les marchés extérieurs.

Enfin, il faut signaler, que malgré les efforts en vue d'augmenter la consommation du vin, la France a dû assister à une diminution de sa consommation. Ainsi la consommation du vin, qui était de 155 litres par tête d'habitant en 1925, est tombée à 140 litres en 1929. Certes, cette diminution put avoir pour cause les taxes intérieures dont le vin est frappé. Mais, il est aussi incontestable, que le protectionnisme en fut la raison dans une grande mesure. Cette répercussion est d'autant plus certaine qu'en 1925, c'est le tarif de 24 fr. 60 qui s'appliquait aux importations étrangères tandis qu'en

1929, c'est celui de 55 francs voté en 1928. Le relèvement des droits de douane s'appliquant aux vins détermina une diminution de la consommation.

III. — A tous ces inconvénients, il faut ajouter toute une série de conséquences fâcheuses produites ou qui pourront se produire sur la viticulture par le protectionnisme en général.

Pendant la toute récente période, la France dut recourir à des mesures énergiques en vue d'assurer la protection de ses produits. Les représailles de la part des pays étrangers mécontents de ces mesures portèrent principalement sur les vins qui se virent retirer aussitôt les avantages concédés auparavant. Nous voyons là un cas frappant d'atteinte de la viticulture par le protectionnisme. C'est alors qu'apparaît le danger pour elle d'une guerre douanière. Les pays étrangers cherchent « le point le plus vulnérable ». Il s'ensuit que les vins étant un produit essentiel de l'économie nationale française, ce sont eux les plus directement atteints par les mesures restrictives auxquelles les pays étrangers ne manquent pas de recourir.

Un autre aspect de fâcheuses conséquences pour la viticulture, réside en ce que la vigne ne saurait se suffire à elle-même. De coûteux instruments aratoires et des produits chimiques étant nécessaires à sa culture, les prix de revient du vin subissent une augmentation du fait de renchérissement de ce qui est nécessaire à la culture de la vigne par suite du protectionnisme.

Nous venons de voir les aspects fâcheux du protectionnisme sur la viticulture française. Au contraire, avec la disparition des entraves douanières sa position serait plus sûre. L'avantage, en effet, pour les vins français, c'est qu'ils sont

des vins de qualité très appréciés sur les différents marchés mondiaux, bénéficiant d'une vieille renommée.

IV. — Il est incontestable que si le protectionnisme viticole a fait des progrès en France, la force de la viticulture n'est pas étrangère à ce résultat. C'est là un fait qui a joué un grand rôle dans le passé. Toutes les mesures restrictives dont les vins ont été l'objet sont dues à l'action des milieux viticoles puissamment organisés et toutes les difficultés d'aboutissement à des accords viennent surtout de leur opposition. Cette force de la viticulture exercera, certainement, une influence prépondérante sur l'évolution future.

Au cours des dernières élections de la Chambre des Députés nous avons constaté que les défenseurs les plus actifs de la viticulture avaient été élus à une forte majorité dès le premier tour de scrutin. C'est, en effet, par les élections que la viticulture exerce son influence et avec le régime parlementaire la force de la viticulture devient prépondérante, lorsque les viticulteurs sont nombreux comme c'est le cas en France. En effet, les viticulteurs, en France, dépassent le cinquième de sa population rurale.

La force parlementaire de la viticulture n'explique pas, à elle seule le progrès du protectionnisme viticole en France. Il faut dire aussi que la protection ne serait pas si forte, s'il n'existait pas certains faits de nature à pousser à son renforcement. Passons donc, à l'examen de ces faits.

Nous assistons depuis quelques années à une augmentation de la production en France et en Algérie, qui, comme on le sait, fait partie de la France, sans accroissement de la consommation, d'une part et à l'augmentation des importations accompagnée d'une diminution des exportations.

La production française dont la moyenne de 1909-1913

était de 50.226. 028 hectolitres et celle de l'Algérie qui a produit 6.671.100 hectolitres en 1912 et 7.370.300 en 1913 marquèrent de notables progrès comme il apparaît dans les chiffres que nous donnons ci-après :

Années	Production de la France (en hectolitres)	Production de l'Algérie (en milliers d'hectolitres)
1922	70.207.664	7.490,3
1923	57.164.170	10.131,2
1924	67.918.569	9.784,9
1925	62.767.083	12.366,6
1926	40.787.955	8.379,1
1927	49.225.692	8.631,4
1928	58.415.278	13.667,6
1929	62.901.443	12.832,4
1930	42.011.074	13.561,3
1931	57.457.000	15.380,0 (2)

Tandis que les importations allèrent en augmentant, les exportations subirent, par contre, une diminution. Voici les chiffres concernant les exportations et les importations au cours des dernières années :

Années	Exportations (en milliers d'hectolitres)	Importations (en milliers d'hectolitres)
1920	1.870,4	5.389,6
1921	1.800,8	5.401,3
1922	1.033,5	7.961,2
1923	1.502,9	8.109,5
1924	2.251,5	9.103,0
1925	1.562,0	2.552,2
1926	1.835,4	10.879,6

(2) Chiffres extraits du *Bulletin de la Législation comparée de l'Annuaire international de statistique agricole* et du B. I. V.

1927	1.279,7	10.840,8
1928	1.374,3	12.191,6
1929	1.376,0	12.393,1
1930	1.094,0	13.352,5
1931	818,5	15.928,5 (3)

Il en résulte que l'excédent des importations sur les exportations alla en augmentant.

Tandis qu'il n'était que de 6.259.384 hectolitres, moyenne annuelle de 1909-1913 (4), il a atteint en 1929, 11.097 hect. 100. Or, si l'on supporte mal la concurrence qui vient de l'intérieur, il est évident que l'on répugne à la concurrence venant de l'étranger, surtout dans les conditions actuelles.

En second lieu notons les circonstances tout à fait anormales de l'heure présente. La crise de mévente est générale. Elle a atteint tous les Etats et a eu pour conséquence l'accroissement des stocks. Plusieurs pays se trouvaient en présence d'excédents pour lesquels ils cherchaient coûte que coûte des débouchés.

Troisièmement, indiquons le protectionnisme des autres : protectionnisme des autres productions nationales, d'une part, et protectionnisme des autres Etats, d'autre part.

Que le protectionnisme de l'intérieur ait fourni un appui et ait contribué au renforcement de la protection du vin en France, c'est certain. Nous avons eu souvent l'occasion de

(3) *Annuaire international du vin.*

Les chiffres concernant l'importation paraissent impressionnants. Ils sont, en réalité, d'une bien moindre importance, car dans ces chiffres sont comprises les importations de l'Algérie, terre française, comme nous l'avons dit, qui sont les plus considérables. Ainsi, en 1930, sur les 13.352,5 milliers d'hectolitres, les vins algériens figurent pour 10.273, et sur 15.928 milliers d'hectolitres de l'année 1931, les vins d'Algérie représentent 12.052 milliers d'hectolitres.

(4) *Annuaire international de statistique agricole.*

constater, que parmi leurs autres arguments, les partisans de la protection vinicole invoquaient la protection plus élevée obtenue par d'autres produits. C'est la confédération générale des vigneronns qui a lancé la formule « libre-échange pour tous ou protection pour tous ».

Mais non moins le protectionnisme viticole français s'est appuyé sur le protectionnisme viticole des autres Etats. Le niveau des tarifs a atteint dans tous les autres pays des chiffres tout à fait exorbitants, — comme il apparaîtra avec les chiffres que nous citons dans le chapitre qui suit — la France étant avec la Grèce de tous les pays viticoles le pays qui a appliqué les tarifs les plus bas.

C'est au protectionnisme des autres qu'est dû, dans une grande part, le triomphe du protectionnisme, actuellement. On ne se préoccupe pas des raisons pour lesquelles il faut adopter cette politique. Du moment que les autres s'y sont engagés pourquoi ne nous y engagerions-nous pas nous-mêmes, se dit-on ?

Certes, on ne peut pas approuver une telle politique. Nous ne voulons par là qu'expliquer la force du protectionnisme viticole et donner les raisons de ses succès. Au contraire, nous ne croyons pas qu'il faille élever la réciprocité des restrictions à la hauteur d'un principe de politique commerciale. Les représailles et les mesures identiques ne touchent pas seulement le coupable, mais atteignent aussi la victime.

V. — Envisagé d'une manière plus générale, le protectionnisme viticole est critiquable parce qu'il atteint la consommation de cette boisson, développe la consommation des autres boissons succédanées du vin et favorise la culture de la vigne dans des pays qui ne la cultivaient pas auparavant.

Le triomphe du protectionnisme viticole contredit les efforts de tous les gouvernements à développer la consommation, parce que la cherté qu'il entraîne, pousse les consommateurs à la diminution ou même à l'abstention de la consommation du vin. Il est vrai que le vin n'est pas un produit dont on ne peut se passer. Si le prix du pain s'élève, la consommation ne serait guère diminuée, le pain étant un produit de première nécessité. Mais, les variations des prix des vins se répercutent sur la consommation. La réduction des tarifs douaniers, qui aurait pour résultat la diminution des prix, développerait certainement de beaucoup la consommation et serait un des meilleurs remèdes au rétablissement de l'équilibre entre la production et la consommation, équilibre n'existant pas aujourd'hui par suite de l'augmentation de la production et de la diminution de la consommation.

Tandis que pour les vins il y a sous consommation, par contre, en ce qui concerne d'autres boissons qui font de la concurrence aux vins, on remarque une augmentation de la consommation. N'est-ce pas là un résultat dû en grande partie au protectionnisme ? Certes, l'accroissement de la consommation de ces boissons a pour cause une propagande intense faite en leur faveur. C'est une constatation exacte, mais qui n'explique qu'en partie la sous-consommation du vin d'une part et l'accroissement de la consommation de l'autre. C'est avant tout le protectionnisme qui leur a assuré ce succès. Par la cherté qu'il crée toujours, il leur prépare le terrain, de sorte qu'avec une habile propagande leurs producteurs arrivent à en développer la consommation aux dépens de celle du vin. Sur ce point, nous constatons comment le protectionnisme se tourne contre ceux dont on entend protéger les produits. Il ne suffit pas, en effet, de mettre à l'abri des vins étrangers, la viticulture. Il faut la protéger aussi

contre les succédanés des vins, les autres boissons. Il devient donc nécessaire d'étendre les tarifs à ces produits aussi. Mais cette protection peut rester sans résultats, car il y a à craindre la concurrence venant de l'intérieur par le développement de la production du vin. Si ce développement ne se produit pas, il y a à craindre l'accroissement de la production des boissons qui concurrencent les vins.

Il faut dire aussi que comme les droits de douane existent dans des pays consommateurs, le protectionnisme a pour effet de développer la culture de la vigne et même de la créer dans des pays qui l'ignoraient auparavant.

Voici, donc, le protectionnisme cause de diminution générale des exportations de vins et cause aussi de la diminution de la consommation du vin dans tout le monde, ce qui est très inquiétant en face d'une production mondiale en augmentation. Tous les pays viticoles doivent se préoccuper de cette situation troublante. Ils doivent aussi être assurés que le protectionnisme ne pourra jamais favoriser la viticulture. Bien au contraire, par son action sur la consommation, plus que jamais indispensable, le protectionnisme devient funeste à la viticulture au lieu d'être un remède. Il faut surtout chercher à développer la consommation pour atténuer la crise, tandis que par la protection démesurée on ne fait que l'aggraver. C'est pourquoi il serait désirable de voir la viticulture réagir contre toute politique protectionniste au lieu de s'y attacher, et ne point invoquer le protectionnisme des autres pour obtenir une plus grande protection en faveur de ses propres produits.

Il ne fait aucun doute que, si gouvernements et parlements avaient en vue les intérêts de leurs pays, ils seraient opposés à toute politique protectionniste. Mais ils n'ont pas su résister aux demandes de protection faites par les diffé-

rents producteurs. Ceux-ci pendant la période de mévente qui est la période actuelle pensaient trouver une solution dans la protection. Ils croyaient satisfaire, ainsi, leurs intérêts immédiats sans discerner les inconvénients qui doivent en résulter directement et les dommages éprouvés en tant que membres de l'Economie Nationale par l'application d'un régime restrictif et de déperdition des richesses.

Bref, le meilleur remède à la situation actuelle paraît être une politique faisant disparaître le protectionnisme. Les avantages qu'il faudrait en attendre sont multiples. L'augmentation de la consommation du vin serait ainsi obtenue par la diminution des prix qui en serait la conséquence. On éviterait la concurrence des autres boissons et aussi le développement de la culture de la vigne dans des pays dont le sol et le climat ne sont pas propices à cette culture.

CHAPITRE VII

Perspectives à envisager

Nous avons vu que le tarif applicable, en vertu du dernier accord, est trop élevé. Nos importations ne seront possibles que si les prix en France atteignent un niveau très élevé. On s'est éloigné du régime qui sans supprimer les droits, les conserve à un niveau suffisant pour permettre de lutter à armes égales avec l'étranger, tout en gardant un salubre stimulant qui empêche de s'abandonner au moindre effort. La suppression complète des tarifs et aussi de toute mesure restrictive serait souhaitable à tous les points de vue. Mais puisqu'il est impossible d'y arriver, tout au moins avant un certain temps appréciable, ne pourrait-on pas envisager un régime de protection modérée ? Ce régime comporterait une réduction de droits excessifs appliqués actuellement et il serait désirable que ces droits soient limités à combler la différence entre les prix de revient, si elle existe, en rétablissant l'équilibre.

Pour aboutir à ce régime plusieurs cas sont à considérer.

I. — La réduction des droits par la France

La France prendrait l'initiative d'une réduction des droits s'appliquant aux vins. L'atténuation de la protection serait ainsi générale et tous les pays en bénéficieraient, exception faite bien entendu de ceux à l'égard desquels les accords en vigueur pourraient constituer un obstacle. Mais, il ne nous semble pas qu'il faille sérieusement envisager une telle éven-

tualité, au moins dans une période rapprochée, pour plusieurs raisons; des obstacles sérieux se dresseraient et ne permettraient pas une telle résolution.

Les raisons qui ont déterminé le relèvement des tarifs en 1931 et la politique de la protection du vin n'ont pas disparu. Ce n'est pas le moment où son propre marché est largement alimenté, où des vins étrangers cherchent à n'importe quel prix un débouché possible, qu'il faut espérer de la part de la France une telle initiative. Malgré le taux extrêmement élevé des droits s'appliquant aux vins, la France est un des pays dont le tarif est un des plus bas, les autres pays viticoles, excepté la Grèce, appliquant des droits supérieurs aux siens. C'est là un grand obstacle à une politique libérale, car comme nous l'avons constaté précédemment, le protectionnisme viticole français s'appuie beaucoup sur le protectionnisme des autres. Voici des exemples où se manifeste la protection démesurée dans laquelle se sont engagés presque tous les Etats (1).

Albanie	198 fr. 40
Allemagne	192 »
Australie	1.770 »
Autriche	153 »
Belgique et Luxembourg	135 »
Brésil	192 »
Bulgarie	98 » 60
Canada	80 »
Colombie	460 »
Cuba	177 » 80
Danemark	150 »

(1) Les chiffres que nous donnons sont ceux publiés par l'*Annuaire International du vin* de 1932. Nous donnons le tarif le plus bas en usage dans chacun des pays. Il est probable que certains ne sont plus appliqués aujourd'hui.

Espagne	104	»	
Esthonie	957	»	
France	84	»	
Grande-Bretagne	271	»	25
Grèce	38	»	50
Hongrie	213	»	
Italie	146	»	30
Japon	100	»	
Léthonie	1.250	»	
Lithuanie	1.960	»	
Mexique	156	»	
Norvège	260	»	
Pays-Bas	246	»	
Pologne	57	»	20
Portugal	1.100	»	
Roumanie	365	»	25
Suisse	118	»	60
Suède	231	»	
Turquie	272	»	15
U. R. S. S.	1.426	»	30
Yougoslavie	225	»	

Il faut observer que si le protectionnisme est contagieux, c'est une mauvaise politique de vouloir imiter les autres Etats lorsqu'ils élèvent des barrières douanières; l'exemple des autres ne peut guère justifier un relèvement des droits. En deuxième lieu, lorsqu'on se place au point de vue des relations commerciales entre deux ou plusieurs Etats, on se rend compte que les droits, même lorsqu'ils sont moins élevés, pourraient devenir plus onéreux pour certains Etats dans certains cas. Nous faisons allusion à deux pays dont l'un serait exportateur de vins alors que l'autre n'en exporte pas. Il est évident que, dans ce cas, le tarif égal ou même inférieur

du deuxième de ces deux pays est d'une grande gravité dans ses rapports avec le premier. Ainsi, dans les rapports franco-grecs, comme la France importe de grandes quantités de vins grecs, alors que la Grèce, si l'on exempte les vins fins français, n'en importe presque pas, les droits appliqués par la France sont plus onéreux pour la Grèce qu'ils ne le sont pour la France. Quant aux pays viticoles et les pays non producteurs de vins, les droits qu'appliquent les premiers sont plus nuisibles aux importations que ceux appliqués par les seconds.

Ce ne sont pas seulement les pays viticoles qui appliquent sur les vins des droits douaniers exorbitants; des pays consommateurs se sont attachés à la même politique. Cependant, la politique de chacun de ces pays n'a pas toujours obéi au même mobile; alors que les uns ont agi par souci de protection, les autres ont eu à se préoccuper des nécessités budgétaires, d'autres encore y ont été poussés par des idées prohibitionnistes. Pour quelques pays consommateurs de vins, il faut ajouter un autre motif; il s'agissait pour eux d'obtenir un tarif favorable pour leurs propres produits. Quel qu'en soit le mobile, en somme, une seule chose importe à observer, c'est que le protectionnisme constitue la base de la politique actuelle générale. C'est donc avec raison que M. Charilaos, premier délégué de la Grèce à la dernière Conférence internationale du vin, fit remarquer que, « si les pays producteurs veulent que les pays consommateurs réduisent leurs droits, ils doivent en donner l'exemple » (2).

Il faudrait supposer le cas improbable d'une diminution continue de la production faisant naître la nécessité de recourir aux vins étrangers pour qu'une politique d'abaissement

(2) V. Actes de la Conférence Internationale du Vin.

des tarifs eût des chances d'aboutir. Nous disons « chances » parce que même dans ce cas comme la France est un pays protectionniste, il est douteux que cette politique puisse prévaloir. D'autre part, il faut compter avec l'opposition viticole. En effet, si par la protection, on assure à la viticulture des bénéfices médiocres lorsque la récolte est suffisante, dans le cas de déficit, c'est une occasion qui fait naître l'espoir à des bénéfices appréciables. L'abaissement est d'autant plus improbable qu'une loi est indispensable pour l'application ; au contraire, pour le relèvement un décret peut rendre les droits applicables, à condition qu'une loi intervienne plus tard. L'abaissement va donc nécessiter l'intervention des Assemblées où les intérêts particuliers sont ménagés avec d'autant plus de facilité, qu'ils ont à leur service un plus grand nombre de représentants.

II. — Accord franco-grec

Un deuxième cas serait celui d'un accord entre la France et la Grèce qui accorderait à cette dernière un tarif plus réduit que celui en vigueur actuellement.

Au point de vue technique, nous n'y voyons pas d'obstacles. Le tarif minimum n'est pas intangible. Par une loi, il peut être abaissé. Le tarif minimum, dans la pensée du législateur français de 1892, représente la limite au-delà de laquelle on ne peut pas descendre. Il devait assurer, quoiqu'il arrivât, un minimum de protection à la production nationale. Les accords passés avec les pays étrangers ne consisteraient qu'à l'octroi partiel ou total de ce tarif minimum. Mais à plusieurs reprises, force fut, de donner une entorse aux principes et d'accorder un tarif plus réduit que le tarif minimum pour aboutir à des accords jugés désirables avec des pays qui

demandaient des réductions de droits supérieures à celles que procurerait le bénéfice du tarif minimum.

La clause de la nation la plus favorisée, qui pourrait constituer un obstacle par l'effet qu'elle a d'étendre les avantages concédés à un pays à tous les autres, n'existe pas dans les accords conclus par la France avec les pays viticoles.

L'abaissement des tarifs sur les vins de la part de la France serait accompagné d'une mesure analogue de la part de la Grèce, ce qui serait avantageux pour les vins français de cru, dont le marché grec est un bon client. D'ailleurs la France pourrait aussi obtenir d'autres concessions sur d'autres articles intéressant sa production.

Nous apercevons plusieurs raisons favorables à une telle solution.

L'accord multiplierait les échanges entre les deux pays, ce qui est plus que jamais nécessaire pour sortir de la crise actuelle. Il est certain, que ce n'est pas en les entravant, comme malheureusement on le fait à l'heure actuelle, qu'on améliore la situation.

Il apporterait une atténuation à la crise intense dont souffrent actuellement les vins fins français et qui est due surtout au protectionnisme, car ils sont dans la situation désavantageuse d'être considérés comme produits de luxe et exclus comme tels des marchés étrangers.

Une plus grande liberté d'entrée pour les vins grecs ne serait pas dangereuse pour la viticulture française. Nos possibilités d'exportation en France varient de 300 à 400 milliers d'hectolitres de vins, dans les années de bonnes récoltes. C'est là, un chiffre sans importance par rapport au chiffre auquel s'élève la consommation des vins en France. Il faut ajouter que les vins grecs ne peuvent constituer un facteur de baisse des cours des vins français. « Lorsque le prix des

vins ordinaires sont bas, l'on procède à la distillation de ces vins et l'on n'en exporte plus. Dans ces conditions, les vins grecs ne constituent jamais un facteur de baisse des cours des vins sur les différents marchés vinicoles » (3).

D'autre part, la France et la Grèce appliquent les droits de douane les plus bas de tous les pays viticoles. Mais, si leurs tarifs sont les plus bas, ils ne sont guère d'un niveau satisfaisant, capable de faciliter les échanges. Ces deux pays sont pourtant les mieux placés pour passer d'une politique restrictive à une politique relativement libérale. Nous supposons d'ailleurs, qu'un régime normal, comportant la disparition des entraves actuellement en vigueur imposées par une situation exceptionnelle, ne tardera pas en Grèce.

Mais cette solution qui aurait plus de chance d'aboutir que la précédente ne pourrait cependant être réalisée qu'à la suite de nombreuses difficultés.

Si l'on se place du côté du gouvernement français, il n'y aura pas de difficultés, sauf la crainte d'accorder à la Grèce une concession laquelle inciterait les autres pays viticoles à demander le même traitement pour leurs vins. Mais nous ne voyons pas là un sérieux obstacle, car il serait facile de répondre à ces pays par cet argument, qu'ils ne sont pas dans la même situation que la Grèce dont les tarifs sont bien plus bas que ceux qu'ils appliquent eux-mêmes sur les vins.

C'est l'opposition de la part des milieux viticoles qu'il faut surtout considérer. L'expérience des dernières années n'est pas de nature à nous faire croire qu'elle ne se manifesterait pas de nouveau, si une concession est faite aux vins grecs, si minime qu'elle soit. Il y a donc à craindre que cette opposition ne s'exprime par une hostilité des assemblées

(3) Communication de M. CHARILAOS, dans la lettre de M. SAMARAKIS, publiée par le N° 44 du B. I. V. de l'année 1931.

parlementaires contre tout projet ou proposition qui tendrait à réaliser cet abaissement. Il faut signaler que dans le passé nous avons pu obtenir cette faveur. En vertu de l'art. 2 de la loi du 31 mars 1931 le Gouvernement français pouvait, par décret, accorder des droits inférieurs au tarif minimum dans la limite du tarif fixé par la loi du 2 mars 1928. Cette disposition ne s'appliquait qu'aux vins ordinaires. Par la loi du 11 juillet, nous avons obtenu le même avantage pour les moûts. Nous sera-t-il possible de l'obtenir dans l'avenir. Nous n'excluons pas sa réalisation. Signalons pourtant la différence de la situation du passé d'avec les conditions actuelles. L'art. 2 de la loi de 1931 ce n'est pas pour faire une concession à la Grèce, qu'il fut voté, mais pour être accordé à l'Italie en compensation de la déconsolidation des droits sur les vins consentie par cette dernière. Les viticulteurs ont admis bien volontiers cette disposition pour obtenir un avantage considérable : le relèvement des droits à 84 francs. Il est exact que, la même faveur fut étendue aux moûts, exclusivement pour faire bénéficier les moûts grecs du tarif de 55 francs. Mais cette concession apparut comme minime du fait qu'une disposition pareille existait en ce qui concerne les vins. Ainsi, dans l'avenir la concession apparaîtra plus importante. Dans le passé, des concessions de la part de la France furent possibles par le fait des excédents considérables que la balance commerciale laissait à la France. Quelle va être la situation à cet égard ? Les toutes récentes statistiques, que nous avons consultées, indiquent encore un excédent en faveur de la France, mais d'une importance beaucoup moindre. Il semble donc qu'il faut dans l'avenir compter moins sur ce facteur.

Malgré les obstacles que nous venons de voir, cette solution nous paraît plus probable que la première et vu les

avantages réciproques qui en résulteraient, nous n'avons qu'à espérer sa réalisation dans le plus bref délai possible.

Il nous reste à examiner un troisième cas, celui d'une entente internationale.

III. — Entente internationale

La solution dans le plan international par une entente entre plusieurs Etats s'engageant à suivre une politique de réductions des tarifs, pourrait apporter une modification des droits frappant nos vins. Cette méthode pour la solution du problème douanier du vin est celle qui nous paraît être la meilleure. Il semble d'ailleurs difficile d'isoler la question du régime douanier des vins grecs en France de celui qu'appliquent les autres pays aux vins étrangers, car il est évident qu'une réduction des droits qui ouvrirait des débouchés aux vins français et élargirait la consommation nous permettrait d'arriver facilement en ce qui concerne nos vins à une entente avec la France, entente qui amènerait une réduction des droits s'appliquant aux vins.

Nous ne pouvons pas ne pas faire une place ici à la dernière « Conférence Internationale du vin », qui s'est occupée des droits douaniers. Cette question fut inscrite dans l'ordre du jour de la dite conférence.

Voici les recommandations que la Conférence a formulées à cet égard.

« 1° Qu'une action concertée des gouvernements des
« pays producteurs de vin soit réalisée, sur l'initiative de
« l'un d'eux, pour obtenir, d'une part, la réduction dans les
« dits pays des tarifs de douane appliquant des droits exces-
« sifs ainsi que des taxes intérieures grevant le vin, et, d'au-
« tre part, dans les pays consommateurs par accords commer-

« ciaux en échange d'avantages corrélatifs, la réduction des
« dits droits et taxes, étant observé que le vin n'est pas un
« produit de luxe, sans utilité alimentaire, mais, au contraire,
« suivant l'expression de l'illustre Pasteur, la plus saine et
« la plus hygiénique des boissons ;

« 2° Que plus spécialement les droits de douane sur les
« vins en bouteilles, fiasques, dames-jeannes et autres réci-
« pients analogues soient réduits, le cas échéant, à des taux
« plus modérés ;

« 3° Que tous les Etats adoptent une nomenclature uni-
« forme en ce qui concerne les vins.

« La Conférence Internationale du Vin, après avoir re-
« connu le droit, pour une nation productrice, de défendre,
« particulièrement dans le cas de surproduction, son marché
« national, l'importation des vins étrangers ne pouvant cons-
« tituer que le complément nécessaire à la consommation na-
« tionale.

« Recommande aux Gouvernements d'examiner la sup-
« pression ou la simplification des mesures gênantes pour le
« commerce normal des pays producteurs entre eux ».

En ce qui concerne certaines conclusions de la Confé-
rence, nous avons à faire les observations suivantes :

Qu'entend-on par « le droit pour une nation productrice
de défendre, particulièrement dans le cas de surproduction
son marché national, l'importation des vins étrangers ne pou-
vant constituer que le complément nécessaire à la consumma-
tion nationale ? » Veut-on recommander une protection par
tarifs ou restrictions quelconques ? Si oui, cela nous paraît
non seulement inutile, mais même dangereux.

La recommandation ainsi formulée est *dangereuse* parce
qu'elle pourrait servir de prétexte à différents pays pour per-
sévéraler dans la voie du protectionnisme, dont nous avons fait

ressortir tous les inconvénients dans notre précédent chapitre. D'ailleurs quel pays viticole ne pourrait invoquer une surproduction, même lorsqu'elle n'existe pas ? Il serait très facile de demander un relèvement des tarifs qu'on pourrait justifier par une surproduction ou même prétendue surproduction. L'inconvénient serait d'autant plus grand, qu'on connaît par expérience que, si un relèvement peut être obtenu facilement, un abaissement est toujours très difficilement réalisable, parce qu'il est accompagné d'une réaction énergique de la part des producteurs, alors que les consommateurs sont moins sensibles au préjudice qui les atteint. Si toutes les productions demandaient une telle protection, où arriverait-on ? Certainement, à l'anéantissement complet des échanges entre peuples, échanges fortement en régression actuellement. Elle est, d'autre part, *inutile* pour la raison suivante. La récolte peut donner des résultats différents : ou bien elle peut être déficitaire, ou elle peut représenter juste les quantités nécessaires pour la consommation, ou bien encore être surabondante. En ce qui concerne le premier cas, on devine les bénéfices exagérés que le protectionnisme assure aux producteurs, alors que cette situation sacrifie le consommateur. Quant au second, nous n'avons rien à observer. Sur le troisième cas, qui concerne la surproduction, que la protection douanière soit inutile, nous pensons pouvoir le démontrer. Dans ce cas, comme les prix du vin baissent, les vins étrangers ne peuvent être importés pour concurrencer les vins nationaux. La viticulture n'est-elle pas sacrifiée alors, puisqu'elle est obligée de vendre ses produits à bon marché ? Aucunement ! Si les prix baissent, les prix de revient baissent aussi, parce qu'il y a abondance. Malgré la baisse des cours, les viticulteurs pourront réaliser des bénéfices. La baisse des prix influe favorablement sur la consommation qu'elle augmente et sur les ex-

portations qu'elle accroît. A l'appui de nos remarques sur ce point, nous n'avons qu'à rappeler les constatations faites précédemment dans cette étude. Nous avons en effet, plusieurs fois signalé que la diminution des importations en France et eu pour cause, non pas tant les tarifs, mais la surproduction.

En ce qui concerne l'augmentation des exportations, nous indiquerons la constatation de M. Douarche, suivant laquelle, en cas de surproduction en France, les exportations en Suisse augmentent (4).

Il faut pourtant constater avec satisfaction le progrès de cette idée, que ce n'est pas dans les solutions nationales qu'il faut chercher le remède, mais qu'il faut envisager une solution internationale et des ententes entre producteurs des divers pays. On se rend bien compte, que le régime qui consiste à ne rien acheter ou le moins possible à l'étranger, ne peut pas continuer sans un appauvrissement pour tous les pays. Le redressement ne peut être assuré que par une féconde collaboration des Etats viticoles pour se débarrasser des entraves qui gênent les échanges. Les solutions nationales, les mesures unilatérales par lesquelles on croit défendre utilement les intérêts nationaux précipitent très souvent à la ruine.

Voilà donc la politique indiquée dans le domaine douanier : faciliter les échanges. Il faut constater avec satisfaction la probabilité de l'abolition de la prohibition aux Etats-Unis parce qu'elle faciliterait beaucoup cette politique par le fait qu'elle ouvrirait de nouveaux débouchés aux vins des diffé-

(4) V. DOUARCHE : Le vin de France, p. 6. « L'expérience prouve que la consommation des vins français en Suisse augmente avec l'abondance de la récolte et la baisse des cours. Nos vins étant appréciés, nous sommes toujours certains de trouver en Suisse, en cas de surproduction et de diminution de prix, un débouché intéressant ».

rents pays. Que la France et la Grèce prennent l'initiative d'une politique libérale, en se liant, par un accord bilatéral auquel adhéreraient plus tard d'autres Etats. C'est la méthode qui nous paraît la plus efficace, un accord bilatéral étant toujours bien plus facile qu'un accord pluratéral. L'inefficacité et même les dangers des mesures unilatérales apparaissent dans les travaux faits par le Comité Economique de la S. D. N. chargé d'étudier la crise agricole. La confrontation des politiques suivies par les différents pays, a permis de mieux se rendre compte des inconvénients du protectionnisme et de la nécessité de supprimer les entraves qui sont parmi les causes essentielles de la crise agricole.

Nous croyons utile de clore le présent chapitre par ce que nous avons relevé dans les travaux du Comité Economique de la S. D. N. sur le protectionnisme comme cause de la crise agricole. Cela met en relief la supériorité des solutions que nous préconisons ici.

« A la suite de la guerre, on a vu s'affirmer les tendances des Etats à l'autarchie économique. Toutefois, au lendemain même de la guerre, comme on se ressentait encore de la pénurie de denrées alimentaires, plusieurs Etats suspendirent totalement ou partiellement les droits protecteurs agricoles.

Après la crise intense de 1921 et 1922, la situation de l'agriculture s'était améliorée. Mais lorsqu'en 1926, les prix subirent un nouveau recul, les Etats européens ouvrirent une ère de protectionnisme agricole intensifié et combiné avec de nombreuses mesures d'ordres divers, prises en faveur de la culture indigène. Depuis 1929, la protection agricole a pris une ampleur qui dépasse de beaucoup ce qu'on pouvait constater avant la guerre. Les Etats font l'impossible pour enrayer la crise. La place réservée aux problèmes agricoles

dans les préoccupations des Parlements est plus considérable qu'elle n'a jamais été. On ne compte plus les lois qui, depuis quelques années, ont été votées en faveur de l'agriculture.

Des « mesures d'urgence » protectionnistes ou prohibitives révèlent l'inquiétude qu'inspire aux gouvernements la crise agricole. On assiste à une élévation rapide et répétée des droits et la protection engendre la protection.

Les droits sur les céréales ont été particulièrement majorés. En face de la concurrence des importateurs d'autres pays, les producteurs européens entendent sauvegarder le bénéfice de leur récolte et les mettre à l'abri.

Mais, quelle que soit la hauteur des barrières douanières derrière lesquelles les marchés nationaux essaient de se retrancher, il est difficile d'isoler du reste du monde l'agriculture d'un pays; les importations nationales n'agissent pas seules : il y a une récolte mondiale. Toutes les entraves qui apparaissent sur un marché donné provoquent l'afflux des expéditions vers un autre marché qui, submergé bientôt, se voit lui-même contraint d'augmenter ses tarifs pour maintenir ses prix sur le marché intérieur ou pour restreindre ses importations.

Même lorsque les droits s'accroissent au-delà de toutes les prévisions normales, jusqu'à doubler la pleine valeur des prix mondiaux, ils apparaissent insuffisants au producteur qui demande d'autres garanties. A côté du tarif douanier « forme ingénue de la protection » tout l'arsenal du protectionnisme indirect est utilisé. La protection par les tarifs douaniers s'accompagne de mesures qui, d'abord accessoires, passent ensuite au premier plan. Plus, sans doute, que les droits de douane, certaines mesures de police sanitaire ont entravé le développement de l'importation. Personne ne peut

contester qu'un Etat ait le droit et le devoir de protéger son agriculture contre les épizooties et les maladies des plantes. Mais on ne saurait ignorer l'impression répandue dans certains milieux que quelques Etats ont pris trop de mesures de ce genre afin de réduire la concurrence étrangère.

Tandis qu'on impose aux importations des entraves de toute espèce on crée dans certains pays des primes à l'exportation. Tout en réclamant une protection aussi forte que possible de la production nationale par tous les moyens disponibles des droits de douane aux prohibitions d'entrée, on déploie les plus tenaces efforts pour stimuler les exportations. L'exportation des produits agricoles est encouragée aux frais de l'Etat par des primes qui revêtent les formes les plus diverses, qu'elles soient payées en espèces ou que l'exportateur reçoive des remboursements de droits d'entrée, ou qu'il bénéficie de dégrèvements d'impôts, ou enfin, que l'Etat couvre avec ses ressources budgétaires les pertes qu'il subit en se chargeant lui-même des exportations à ses propres risques. Pour diminuer les stocks dans un pays, on exporte à bas prix, sans se demander si les exportations forcées conviennent aux cultivateurs des autres Etats.

Mais les primes accordées en un pays provoquent des faveurs analogues de la part des autres Etats que la concurrence force à user des mêmes moyens de lutte. La course aux primes s'ouvre. Les primes ne peuvent être efficaces que tant qu'elles sont employées par un ou deux pays. Dès qu'elles se généralisent, elles se neutralisent et s'annulent, deviennent inutiles et onéreuses. Les prix à l'intérieur s'élèvent quelque temps sous l'effet des primes; il s'ensuit un accroissement de la production qui entraîne la baisse des prix et ramène au point de départ. Finalement, les primes d'exportation provoquent une baisse égale des prix sur le marché

mondial, annulent l'influence des droits de douane et finissent par accroître l'intensité de la crise. Contrairement aux vues qui avaient inspiré les primes d'exportation on désorganise complètement un marché déjà sursaturé; enfin de compte, on aggrave la situation en éternisant par des mesures de désespoir un système irrationnel de protection ».

Conclusion

La nécessité d'une politique libérale apparaît des lignes précédentes. Cette solution n'est pas seulement commandée par notre propre intérêt, celui de la France l'exige aussi.

Pendant la toute récente période, on constate une diminution des échanges franco-grecs. Il faut des deux côtés, ranimer ces échanges par la disparition de toutes les restrictions constituant un obstacle au développement du commerce franco-grec. Il importe pour que cela devienne possible qu'une politique libérale soit suivie dans l'intérêt réciproque des deux pays. Dans la poursuite d'un tel résultat, il nous paraît désirable de voir bientôt disparaître les restrictions s'appliquant aux vins et surtout d'arriver à un tarif plus libéral. C'est donc ce dernier qui doit être modifié. Avec le tarif actuel, l'importation ne peut qu'être réduite à néant lorsque la situation sera devenue normale, car, si actuellement, grâce aux prix élevés des vins en France, par l'effet d'une crise extrêmement grave qui sévit actuellement en Grèce, l'importation est possible dans une certaine mesure, il faut s'attendre à la voir à peu près disparaître, quand les circonstances présentes ne seront plus. Le marché français étant alors fermé, il faudra envisager plusieurs éventualités : chercher d'autres débouchés, augmenter la consommation intérieure, limiter la production. Mais toutes ces solutions seront-elles possibles ?

Pour la viticulture française, l'absence de toute concur-

rence est un grave inconvénient. Le protectionnisme à outrance ne saurait lui être favorable.

« La production complète, d'une part, l'excellence des exportations et la malfaisance des importations d'autre part, deux illusions qui ont déçu l'économie européenne ». Voilà comment s'exprima le Comité Economique de la S. D. N. C'est donc au développement des échanges qu'il faut s'appliquer et cela par des concessions réciproques.

Quelle devra être la politique de la Grèce lorsque la question se posera. Nous avons dans le passé entendu des paroles de rupture. Si celle-ci devait procurer un résultat favorable, nous serions évidemment disposés à l'admettre. Cependant, l'avantage que l'échange laisse à la France n'est pas une raison suffisante pour envisager la rupture ; nous avons tout intérêt à rendre l'échange possible, si petit que soit l'avantage que nous puissions en retirer, sans quoi le préjudice ne serait pas seulement pour la France, mais aussi pour nous

Remarquons que, si l'inégalité dans la répartition du bénéfice résultant de l'échange est sans importance, il est juste que la répartition du bénéfice total soit équitable, que l'équivalence économique soit assurée, d'autant plus que pour la Grèce la balance commerciale prend de plus en plus une grande importance dans la période actuelle.

Vu, le Doyen :

BERTHÉLEMY.

Vu, le Président :

ALLIX.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY.

PLAN

INTRODUCTION

Pages

L'importance du vin comme produit de l'économie nationale grecque	7
Le marché français, en tant que débouché des vins grecs	9

CHAPITRE PREMIER

Aperçu sommaire de la politique douanière de la France	15
--	----

CHAPITRE II

La protection douanière des vins en France	26
I. — De la Révolution aux décrets de 1854	27
II. — Période libérale de 1854-1892	27
III. — Le triomphe du protectionnisme en 1892	30
IV. — Le renforcement de la protection en 1899 ..	32
V. — Le coefficient 2,6 appliqué en vertu du décret du 5 novembre 1920	35
VI. — L'abaissement du coefficient à 2,05 par le décret du 8 juillet 1922	36
VII. — Le tarif de 42 francs institué en 1926	36
VIII. — Le tarif de 55 francs voté en 1928	36
IX. — La loi du 31 mars 1931 et le tarif de 84 francs. Le tarif réduit de 55 francs	37
X. — Le décret du 17 août 1931 sur le contingentement des importations	39
XI. — Les vins et la politique contractuelle de la France. Double objet : développer les exportations, restreindre les importations	40

CHAPITRE III

	Pages
Le régime douanier des vins grecs jusqu'en 1924	43
I. — Période antérieure au régime contractuel de 1891. Les importations de vins grecs jusqu'en 1880	43
II. — Le régime contractuel de 1891. Les avantages : égalité de traitement, tarif conventionnel de deux francs, tarif minimum à partir de 1892	46
III. — Les nouveaux droits résultant de la loi de 1892. Les importations de vins grecs sous le nouveau régime. Causes de leur diminution	50
IV. — Le tarif de 1899. Aggravation de la protection. Changement sans grande importance en ce qui concerne les vins grecs	52
V. — La modification des tarifs après guerre. Influence du change sur nos importations	54
VI. — Appréciation d'ensemble	55

CHAPITRE IV

L'évolution du régime douanier des vins grecs de 1924 jusqu'au dernier accord	57
I. — L'arrangement de 1924. Contingent des vins grecs pouvant être importé au tarif intermédiaire de 30 francs	58
II. — La Convention du 8 septembre 1926. Le régime qui en résulte	61
III. — La substitution au régime résultant de la convention de 1926 du régime résultant de celle de 1929	66
IV. — L'interdiction du coupage des vins étrangers avec les vins français (art. 4 de la loi du 1 ^{er} janvier 1930). Critiques de cette loi	70

V. — Le régime douanier des vins grecs, d'après l'arrangement du 23 mai 1931	83
VI. — Appréciation d'ensemble	90

CHAPITRE V

Le régime résultant de l'avenant du 7 mars 1932	94
I. — Son rattachement à une politique de la France tendant à exclure de son marché les vins étrangers	94
II. — Les dispositions de l'avenant de mars. Le nouveau tarif de 84 francs et le contingent mensuel de 40.000 hectolitres	97
III. — Appréciation du tarif de 84 francs. Tarif élevé quoique minimum. Son influence éventuelle sur les importations des vins grecs en France	99
IV. — Circonstances pour la viticulture hellénique au milieu desquelles cet accord fut établi. Difficultés d'exportation, crise viticole	102

CHAPITRE VI

Le protectionnisme et la viticulture	105
I. — Critique sommaire du protectionnisme en général. Les avantages du libre-échange. Les inconvénients du protectionnisme, en particulier, pour les petits Etats	106
II. — Les inconvénients du protectionnisme viticole en France	108
Surproduction	108
Diminution des exportations	109
Diminution de la consommation	109
III. — Les inconvénients du protectionnisme en général sur la viticulture française	111

	Pages
Les représailles de l'étranger sur les vins	111
L'augmentation du coût des instruments nécessaires à la culture de la vigne. Avantages pour les vins français d'une politique libre-échangiste	111
IV. — Les raisons qui expliquent le succès du protectionnisme viticole en France	112
La force parlementaire	112
L'augmentation de la production	112
Diminution des exportations, augmentation des importations	113
Protection des autres produits nationaux et protectionnisme des autres Etats	114
V. — Critique du protectionnisme viticole en général	115
La répercussion sur la consommation	116
Augmentation de la consommation des autres boissons	116
Développement de la culture de la vigne dans des pays qui ne la cultivaient pas	118

CHAPITRE VII

Perspectives à envisager	119
I. — Réduction unilatérale des droits de la part de la France. Obstacles d'une telle solution	119
II. — Accord franco-grec	123
Avantages	124
Difficultés à craindre	125
III. — Entente internationale	127
Conclusion	135

Bibliographie

OUVRAGES DIVERS

- ALLIX. — Les droits de douane. II tomes, Paris, Rousseau, 1932.
- AUGÉ-LARIBÉ. — Le problème agraire du socialisme. La viticulture industrielle du Midi de la France. Paris, Giard et Brière, 1907.
- DOUARCHE. — La crise viticole mondiale. Paris, Librairie agricole de la Maison rustique, 1932.
- GIDE. — Cours d'Economie Politique. T. II, Paris, 1931.
- PROIX. — La politique douanière de la France (1927-1931). Paris, 1931 (Publications du Comité d'action économique et douanière).
- TRUCHY. — Cours d'économie politique. II tomes. Recueil Sirey, 1927-1928.
- Actes de la Conférence Internationale du Vin, Paris, 7 au 11 Mars 1932. Paris, Félix Alcan, 1932.
- Rapport préliminaire à la Conférence Internationale du Vin; Paris, 7 au 11 mars 1932, par Douarche, O. I. V.
- La situation actuelle et les principales revendications de la viticulture française par Mejan, 1925.
- La crise agricole par le Comité économique de la S. D. N., 1931.

THESES

BRAULT. — Le problème du vin. Paris, 1932.

NAUDIN. — Les accords commerciaux de la France depuis la guerre. Paris, 1928.

PRIVAT. — Le régime douanier du vin en France. Bordeaux, 1904.

RAILHAC. — L'Office international du Vin. Lyon, 1928.

REVUES ET PÉRIODIQUES

Annuaire international de statistique agricole.

Annuaire international du vin (O. I. V.).

Annuaire statistique de la Grèce.

Bulletin international du Vin (O. I. V.).

Bulletin mensuel du Commerce spécial de la Grèce avec les pays étrangers.

Bulletin de statistique et de législation comparée.

C. G. V. Organe de la Confédération générale des Vignerons.

Collection des décrets et lois. Duvergier.

Journal officiel.

Moniteur vinicole.

Revue d'économie politique.

Revue politique et parlementaire.

Semaine vinicole.

Statistique agricole annuelle.

Tableau général du commerce et de la navigation.

Économikos tachydromos (en grec).

Ergassia (en grec).
